

## Moscou cherche à minimiser la démission de M. Kozyrev

M. Eltsine se prépare à changer de gouvernement

LE PRÉSIDENT RUSSE, Boris Eltsine, a commencé à tirer les leçons des élections législatives du 17 décembre, remportées par les communistes et les nationalistes, en procédant à un début de remaniement ministériel. Cherchant visiblement à donner des gages à la nouvelle majorité parlementaire à la Douma, le chef de l'Etat, qui dit penser « de plus en plus » à se représenter en juin 1996, a accepté, vendredi 5 décembre, la démission de son ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, véritable « bête noire » des « patriotes » russes qui accusent le chef de la diplomatie d'être responsable de « l'humiliation » de la Russie post-soviétique. Dans la foulée du départ de M. Kozyrev, la radio Echo de Moscou a annoncé, samedi 6 janvier, le limogeage par décret présidentiel du ministre de l'économie, Evgueni Iassine. Cette information n'avait toutefois pas été confirmée officiellement samedi en fin de matinée.

M. Eltsine, qui est revenu au Kremlin le 29 décembre après une attaque cardiaque et deux mois de convalescence, s'est engagé récem-

ment à combattre le « sabotage » économique, un thème qui sera apparemment au cœur de la campagne électorale pour la présidentielle du mois de juin. Les négociations sur la formation d'un nouveau gouvernement vont sans doute se poursuivre jusqu'à la rentrée parlementaire de la mi-janvier. Boris Eltsine, tout en ne voulant pas donner l'impression d'agir sous la pression, cherche en tout cas à récupérer certains des thèmes - défense de l'ordre public, lutte contre la corruption et sauvegarde de la « puissance » russe - qui ont fait le succès du parti communiste et de la formation ultra-nationaliste de Vladimir Jirinovski, qui ont respectivement obtenu 22 % et 11 % des voix au scrutin de décembre.

Les premières réactions internationales au départ de M. Kozyrev ont montré qu'aucun bouleversement n'est attendu dans une politique extérieure que MM. Kozyrev et Eltsine ont, de toute façon, déjà infléchi, dans un sens moins « pro-occidental », depuis au moins deux ans.

Lire page 2

## Les médecins se mobilisent contre le plan Juppé

Divergences sur l'application du RDS aux gains des jeux



Le gouvernement est partagé, les ministres de l'économie, du budget et des finances étant favorables à cette imposition, tandis que l'hôtel Matignon hésite.

Lire page 5

## La rédaction d'« InfoMatin » veut croire en la survie du titre

APRÈS L'ANNONCE par André Rousselet du dépôt de bilan du quotidien *InfoMatin*, les 86 salariés espèrent toujours qu'un nouvel actionnaire va se présenter pour sauver leur entreprise. La publication du quotidien sera suspendue mardi 9 janvier après un dernier numéro lundi.

Les divergences qui opposaient, depuis quelques semaines, les journalistes au directeur de la publication et principal actionnaire n'ont cessé de s'accroître. Reprochant à André Rousselet de ne pas avoir préparé de plan de relance et de l'avoir traitée par le mépris, la rédaction d'*InfoMatin* demeure combative, malgré son amertume d'avoir été comparée, par son directeur, aux adeptes de l'Ordre du Temple solaire qui ont pratiqué un suicide collectif.

Ce dépôt de bilan met fin à près de deux ans de relations d'amour-haine entre la rédaction et l'ancien patron de Canal Plus, qui aurait voulu retrouver, à *InfoMatin*, la cohésion qu'il existait dans l'équipe de la chaîne cryptée.

Lire page 14

## La chaise pour s'asseoir ou se lever



RICHARD PEDUZZI

DIRECTEUR depuis 1990 de l'Ecole nationale des arts décoratifs, installée à Ivry, Richard Peduzzi a signé la plupart des décors de Patrice Chéreau, au théâtre et au cinéma. Créateur, concepteur, designer, il présente aujourd'hui une collection de meubles dont certains répondent à une commande du Mobilier national. Son style se démarque nettement des à-peu-près provocateurs et sans suite qui ont agité, en Europe, les courants successifs d'une époque que l'on a qualifiée de postmoderne. Travaillant exclusivement le bois, privilégiant des volumes puissants, qui semblent taillés dans la masse, Richard Peduzzi trace une ligne forte, nourrie de classicisme. Il semble donner aussi, avec ces recherches, une indication à propos de l'enseignement tel qu'il l'a orienté pour les six cents étudiants de l'école : pluridisciplinarité les deux premières années, retour aux sources du dessin, étude des bases. En gardant à l'esprit une idée capitale : « Ne pas être agité par un objet dont on se demande s'il est fait pour s'asseoir ou pour se lever. »

Lire page 15

Abonnement : 3 DM ; Annonces : 9 F ; Autriche : 20 S ; Belgique : 45 F ; Canada : 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire : 200 F CFA ; Danemark : 14 KR ; Espagne : 220 PTA ; Grande-Bretagne : 1 £ ; Grèce : 280 Dr ; Irlande : 400 F ; Italie : 2700 L ; Luxembourg : 40 F ; Maroc : 9 DH ; Norvège : 14 KRN ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 Esc ; République : 9 F ; Suède : 900 F S ; Suisse : 2,50 Frs ; Tunisie : 1 Din ; USA (NY) : 2 \$ ; USA (autres) : 2,50 \$.

M 0146-0107-7.00 F

## Le déménagement spectaculaire des prostituées de Rio

RIO DE JANEIRO de notre correspondant

Vila Mimosa, le plus vieux quartier de prostitution de Rio, n'est plus qu'un amoncellement de gravats et de planches que les pluies de ces derniers jours ont déjà transformé en bourbier. La municipalité a décidé d'utiliser le terrain pour y construire un centre ultramoderne de télécommunications destiné aux hommes d'affaires. Le déménagement ne s'est pas trop mal passé. Quarante employés municipaux ont aidé les 1 800 occupantes des lieux à emballer leurs affaires dans trente camions, et la mairie a versé 1,8 million de francs de dédommagement à Euridice Coelho dos Reis, présidente de l'Association des prostituées de Rio. Dans la nuit du 2 au 3 janvier, les bulldozers ont abattu les maisons délabrées et les baraquas qui abritaient un commerce d'amour plus que centenaire.

Les difficultés ont commencé lorsque les prostituées sont allées visiter le hangar que leur présidente avait acheté en leur nom, à Duque de Caxias, hors des limites de la ville, pour la somme de 440 000 francs. Qu'était devenu le reste de l'argent ? Et puis, Duque de Caxias,

une banlieue populaire lointaine, n'offre évidemment pas les mêmes avantages que Vila Mimosa, proche du centre, à deux pas de la grande avenue Vargas. Pour couronner le tout, le maire de Duque de Caxias, parlant au nom de ses administrés indignés, annonçait qu'il ne laisserait pas s'installer les nouvelles arrivantes sur son territoire.

Que faire ? C'est alors que quatre mères malheureuses expulsées découvrent, à 500 mètres de Vila Mimosa, un entrepôt abandonné dans un quartier tranquille peuplé de petits artisans et de réparateurs de voitures. Avec leurs économies, elles achètent discrètement le local pour 500 000 F. Mais, lorsque les premiers camions de déménagement arrivent, les habitants du quartier entrent en fureur. Ils barrent l'avenue voisine avec des pneus enflammés, provoquant un gigantesque embouteillage. Des policiers séparent les deux camps, qui continuent d'échanger, toute une soirée, des insultes choies.

La situation est bloquée. « Les gens qui ont protesté sont des hypocrites, qui fréquentaient la Vila Mimosa, mais ne nous veulent pas près de

chez eux », affirme Cleide, une prostituée qui monte la garde devant l'entrepôt. Deux policiers somnolent dans leur voiture de service garée à proximité. Des femmes entrent et sortent avec des paquets. L'une d'entre elles arrive en taxi accompagnée par sa mère. Un quinquagénaire à barbe soignée semble diriger les opérations, aidé d'un jeune homme muni d'un téléphone portable. Un jeune touriste anglais frappe à la porte de fer. « Revenez dans quelques jours, l'établissement ne fonctionne pas encore », lui répond-on de l'intérieur.

Cinquante mètres plus loin, les discussions vont bon train dans l'unique débit de boissons de la rue. « Mille huit cents femmes, c'est beaucoup. Elles ne vont pas toutes tenir là-dedans », affirme un habitué. La patronne est philosophe. « Moi, ça ne me gêne pas, si ça m'apporte des clients », dit-elle. Mais les habitants ont décidé de s'organiser. Ils ont adressé une pétition au maire de Rio, Cesar Maia. La partie n'est pas encore gagnée pour les anciennes locataires de Vila Mimosa.

Dominique Dhombres

## Grandes manœuvres présidentielles aux Etats-Unis

WASHINGTON de notre correspondant

Au-delà des aspects paradoxaux de la « paralysie », pendant trois semaines, d'une administration, la crise budgétaire américaine - qui a trouvé un épilogue provisoire samedi 6 janvier - est l'événement politique le plus important intervenu aux Etats-Unis depuis un peu plus d'un an. En opposant deux philosophies de gouvernement, elle a considérablement éclairci le paysage électoral à dix mois du scrutin présidentiel de 1996.

L'enjeu de l'élection du 5 novembre prochain est déjà qualifié d'« historique ». La dernière présidentielle du millénaire confirmera-t-elle l'élan « révolutionnaire » des républicains qui, pour la première fois depuis quarante ans, s'empareront des deux chambres du Congrès en novembre 1994 ? S'ils parviennent à prendre la Maison Blanche tout en gardant le Congrès, cela ouvrira effectivement la voie à une configuration politique sans précédent depuis les années 30, lorsque les démocrates et Franklin Roosevelt s'installèrent au pouvoir. Mais à ce stade de la campagne électorale, transformer l'essai de 1994 relève encore de la gageure : seul candidat démocrate, le président Bill Clinton aborde cette seconde bataille en position de force, avec une cote de popularité mira-

culense pour un homme que les observateurs donnaient moribond il y a un an. Quant aux « révolutionnaires », dont le guide, Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, a beaucoup perdu de sa superbe, leur étoile a singulièrement pâli. Sortis vainqueurs de l'actuel bras de fer sur l'équilibre budgétaire est donc, pour eux, vital.

Des dix mesures du « Contrat avec l'Amérique » que Newt Gingrich avait promis de faire voter dans les cent premiers jours de la législature, seules trois sont entrées

en vigueur ; les autres se sont perdues dans le labyrinthe législatif, bloquées au Sénat ou refoulées par un veto présidentiel. Les nouveaux élus républicains ont affiché une intransigeance qui effraie jusqu'à leurs électeurs. En un an, la chute de Newt Gingrich dans les sondages est abyssale : en décembre, au moment où *Time Magazine* lui décernait le titre d'« homme de l'année » pour avoir réussi à modifier les termes du débat politique aux Etats-Unis, seuls 24 % des Américains avaient une opinion favorable

de lui. Les républicains ont imposé l'image d'un mouvement bourré d'énergie, mais ils n'ont pas su proposer de modèle. « Nous n'avons pas fait rêver les gens », reconnaît l'un des lieutenants de Newt Gingrich. Ils ont expliqué pourquoi il fallait abolir l'Etat-providence, mais ils n'ont pas dit ce qui le remplacerait.

La bataille de l'équilibre budgétaire illustre toutes leurs contradictions. L'équilibre budgétaire, auquel ils entendent parvenir en sept ans, doit permettre de réduire le rôle de l'Etat, d'alléger les impôts, de diminuer les dépenses publiques, de trancher dans les programmes sociaux qui forment l'ossature de l'Etat-providence, bref, de remodeler la société du XXI<sup>e</sup> siècle. Les républicains ont même contracté Bill Clinton à en adopter le concept. Mais en faisant, de leur propre aveu, « une croisiade », en s'y accrochant obstinément comme à une formule magique, les nouveaux élus de la droite ont abandonné leurs électeurs en route, effrayés par la perspective de coupes claires dans le régime fédéral de protection de santé pour les retraités (Medicare) et les pauvres (Medicaid).

Sylvie Kauffmann

Lire la suite page 10

et nos autres informations page 20

## La France chante au karaoké



Né au début des années 70 au Japon, le karaoké (« orchestre absent ») s'est répandu dans le monde entier. En France, on chante dans 3 500 établissements. Des compétitions locales et nationales mettent en scène ce loisir convivial et familial.

Lire page 8

## Vaisseau fantôme à Rouen

Quatre-vingt-dix bateaux de l'armateur grec Panagis Zissimatos font l'objet de saisies. Cinq d'entre eux sont immobilisés en France. A Rouen, l'équipage du *Stainless Glory* - Coréens, Russes, Birmanais - vit sur un vaisseau fantôme.

p. 6

## Attentat anti-Hamas

Yehia Ayache, artificier du Mouvement de la résistance islamique Hamas, a été tué, vendredi 5 janvier, par l'explosion de son téléphone portable. Des responsables palestiniens soupçonnent les services spéciaux israéliens.

p. 3

## Le nouveau gouvernement algérien

Trois islamistes modérés font leur entrée, à des postes secondaires, dans le gouvernement algérien, que dirige Ahmed Ouyahia. Les titulaires des principaux ministères restent en place.

p. 3

## Effondrement des cours du cuivre

Le cuivre plonge depuis plusieurs semaines sur le marché londonien des métaux. Cette chute illustre le ralentissement économique mondial.

p. 11

## Médiateur

Les lecteurs du Monde continuent de s'intéresser aux causes et aux conséquences de la crise sociale de la fin 1995.

p. 10

International	2	Aujourd'hui	14
France	5	Agenda	15
Société	6	Alimentation	16
Carnet	7	Météorologie	16
Horizons	8	Mots croisés	16
Entreprises	11	Culture	17
Finances/marchés	12	Radio-Télévision	19



**RUSSIE** Andreï Kozyrev, chef de la diplomatie russe, a présenté sa démission, vendredi 5 janvier. Sans être une surprise, son départ est interprété comme une concession de Boris

Eltine aux communistes et nationalistes qui dominent la Douma depuis les législatives du 17 décembre 1995. ● LES PREMIÈRES RÉACTIONS internationales montrent qu'aucun bou-

versement n'est attendu dans une politique extérieure que MM. Kozyrev et Eltsine ont déjà infléchi, dans un sens moins « pro-occidental », depuis au moins deux ans. ● MALGRÉ

DES RÉSULTATS macroéconomiques encourageants, notamment pour l'inflation, le ministre de l'économie, Evgueni Iassine, aurait lui aussi été limogé, a rapporté, samedi

6 janvier, la radio Echo de Moscou. Toutefois, ni le Kremlin ni le ministère de l'économie n'avaient confirmé cette information, samedi en fin de matinée.

## Le Kremlin s'efforce de rassurer l'Occident après le départ d'Andreï Kozyrev

La démission du ministre russe des affaires étrangères était attendue depuis la victoire aux élections du 17 décembre des communistes et des nationalistes, pour qui il était responsable de l'« humiliation » de la Russie post-soviétique

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Pas de panique : tout se passe comme prévu. Aussitôt après l'annonce, vendredi 5 janvier, du départ longtemps attendu d'Andreï Kozyrev, le chef de la diplomatie russe, jugé trop « pro-occidental », le Kremlin a mis les choses au point. « Les pays occidentaux ne doivent pas considérer la démission d'Andreï Kozyrev comme une menace ou un signe de changement dans la politique étrangère russe », a déclaré Sergueï Medvedev, porte-parole de Boris Eltsine.

Après des mois de spéculations, Andreï Kozyrev s'en va comme prévu : après les élections législatives du 17 décembre 1995, avant la présidentielle du 16 juin 1996. Boris Eltsine a d'ailleurs immédiatement accepté sa démission, même s'il n'a pas encore désigné de successeur. Et il est convenu avec M. Kozyrev, par téléphone, de « rester amis ». Officiellement, la démission du plus ancien ministre du président russe n'a rien de politique. Elle n'est due qu'à un problème « technique » et juridique : M. Kozyrev ne pouvait pas être à la fois ministre et député à la Douma. Menacé depuis le succès de l'ultranationaliste Vladimir Irlinovski aux élections de 1993, le chef de la diplomatie russe démissionne, mais seulement parce qu'il a battu aux législatives du 17 décembre, à Mourmansk (nord)...



du Kremlin à lui trouver un remplaçant. Pourtant, personne n'est dupe : Andreï Kozyrev est parti, non pas parce que le pouvoir, traduit dans la nouvelle Douma, avait be-

soin d'un député de plus, non pas parce qu'il ne convenait plus sur la scène internationale, mais parce que M. Kozyrev gênait, sur la scène intérieure, Boris Eltsine, qui a avoué, vendredi, qu'il pensait

de plus en plus à une nouvelle candidature au Kremlin. Le scénario, depuis longtemps mis au point, de la démission du chef de la diplomatie visait simplement à lui offrir une porte de sortie honorable et à montrer que le président russe n'agissait pas sous la pression de l'opposition. Celle-ci avait de nouveau réclamé la tête de M. Kozyrev dès la proclamation des résultats des législatives.

A l'approche des élections, M. Kozyrev était tout simplement devenu le bon émissaire idéal pour le président russe. Même s'il a fait flèche de tout bois, usant tour à tour du charme, de la menace et du chantage, pour défendre les intérêts d'une Russie à genoux, il paye pour une diplomatie affaiblie par l'absence de moyens militaires et financiers. Dans un numéro permanent d'équilibre, M. Kozyrev a mené une politique, élaborée et parfois « illisible », de « coopération-confrontation ».

Jean-Baptiste Naudet

## Un « eltsinien » haï par les nationalistes et rejeté par les démocrates

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Andreï Kozyrev « a plus de neuf vies et il ne les a pas toutes vécues ». C'est ainsi que Washington avait réagi en octobre 1995 à la « vraie-tausse » annoncée par Boris Eltsine du limogement d'Andreï Kozyrev, son plus ancien mais aussi l'un de ses plus jeunes ministres. Après avoir passé plus de cinq ans à la tête de la diplomatie russe, cet homme charmeur de quarante-quatre ans n'a d'ailleurs démissionné, vendredi 5 janvier, que pour se consacrer à sa carrière de député. Fin décembre, il avait affirmé qu'il poursuivait son combat pour l'intégration de la Russie dans la communauté internationale « quelle que soit la situation ».

Cet homme réservé, aux manières polices, à l'élégance recherchée, a des convictions fermes qui en ont fait l'ennemi numéro un de l'opposition russe. « Dès le départ, écrit Boris Eltsine dans ses Mémoires, Andreï Kozyrev a été une figure très contestée. Avant sa nomination, on me disait qu'il était pro-occidental, pro-américain. » Mais, poursuit le chef de l'Etat russe, « je pense malgré tout que mon choix a été le bon ».

Aujourd'hui sacrifié sur l'autel des ambitions présidentielles du maître du Kremlin, Andreï Kozyrev n'a jamais eu peur des défis. Né à Bruxelles en mars 1951 d'un père diplomate, diplômé à vingt-trois ans du prestigieux Institut des relations internationales de Moscou, membre du Parti communiste depuis 1973, il gravira, à partir de 1974, les échelons du ministère soviétique des affaires étrangères. Dès 1978, il a soutenu une thèse de doctorat sur les problèmes de la détente et passe au ministère pour un « libéral ».

En octobre 1990, à trente-huit ans, il se lance dans une de ses nouvelles vies. Le monde entier ne s'intéresse qu'à Mikhaïl Gorbatchev et Edouard Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique. Andreï Kozyrev quitte le département des organisations internationales du ministère soviétique des affaires étrangères, rejoint Boris Eltsine, prend la tête du tout nouveau ministère des affaires étrangères - composé d'à peine quatre ou cinq diplomates - de la Fédération de Russie, qui n'a pas encore son indépendance. Andreï Kozyrev devient un proche compagnon de Boris Eltsine. Il l'appuiera aux heures sombres du putsch conservateur d'août 1991. Il convoque alors les ambassadeurs étrangers et la presse à la Maison blanche, siège de la résistance. Puis, mandaté par Boris Eltsine, il s'envoie pour Paris vers une autre vie peut-être : pour organiser la résistance extérieure aux putschistes, voire, s'il l'avait fallu, un gouvernement en exil.

Avec l'échec du coup d'Etat, Andreï Kozyrev devient un des principaux acteurs de l'entente de l'URSS et de l'accouchement de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Mieux, c'est lui qui organise un grand tour de passe-passe qui fait de la Russie eltsinienne l'héritière de l'URSS, du point de vue légal mais aussi pour les attributs de la puissance. Moscou conservera les traités, les ambassades, les armes atomiques - et les dettes - de l'URSS. Malgré ce tour de force, Andreï Kozyrev devient vite la cible de l'opposition conservatrice. Celui qui n'hésite pas alors à s'exprimer en anglais (il parle aussi l'espagnol et comprend le français) est jugé trop « pro-occidental ».

On ne lui pardonne pas d'avoir « détruit l'URSS ». On l'accuse de « trahir les intérêts » de la Russie et des russophones de « l'étranger proche » - notamment en Moldavie -, puis des Serbes de l'ex-Yougoslavie. Pourtant, Andreï Kozyrev fait son possible pour aider les uns et sauver les autres, tout en évitant la rupture avec l'Ouest et les violations évidentes du droit international. Ainsi, s'il est finalement partisan de sanctions contre Belgrade, c'est pour éviter, avec succès, que l'Occident ne prenne des mesures plus radicales. En politique étrangère, il se définit lui-même comme un « pragmatique ». Andreï Groznyko était « Monsieur Niet », Edouard Chevardnadze « Monsieur Da », Andreï Kozyrev sera « Monsieur Oui, mais... ». Il tient compte du rapport de forces international. Et celui-ci n'est pas en faveur d'une Russie enlisée dans la crise économique, secourue par des convulsions politiques, privée de moyens. Andreï Kozyrev met sa politique au service de la reconstruction intérieure du pays. Il introduit dans la diplomatie de Moscou une nouvelle notion : celle du coût financier. Il tient aussi compte de l'évolution sur la scène intérieure. Après le succès nationaliste aux élections de 1993, il change, sinon de vie, du moins de visage, infléchit son discours.

J.-B. N.

## Quel nouveau chef pour la diplomatie russe ?

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Pour succéder à Andreï Kozyrev, Boris Eltsine pourrait choisir, selon un des nombreux scénarios évoqués, un homme de l'opposition démocrate. Dans cette hypothèse, jugée peu probable, le nom le plus souvent cité est celui de Vladimir Loukine, cinquante-huit ans, président de la commission des affaires étrangères dans l'ancienne Douma (la Chambre basse du Parlement), ex-ambassadeur à Washington et membre du parti libéral-démocrate d'opposition). M. Eltsine réaliserait ainsi un « coup politique » avant l'élection présidentielle de juin car il affaiblirait son opposition démocrate, soit en la divisant, soit en la ralliant, sans changer le cours de sa politique extérieure.

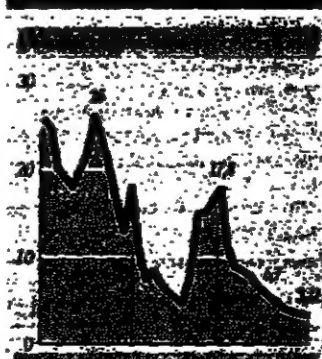
Toutefois, les favoris se recrutent plutôt chez les « professionnels » en activité. Parmi eux, on trouve Sergueï Lavrov, représentant russe à l'ONU ; Sergueï Vorontsov, ambassadeur de Moscou à Washington ; Anatoli Adamtchikine, ambassadeur à Londres (jugé plus pro-européen) ; Vitaly Tchourkine, quarante-trois ans, qui s'est illustré dans l'ex-Yougoslavie avant de devenir ambassadeur à Bruxelles auprès de l'OTAN, et aussi Dimitri Rourikov, conseiller diplomatique de M. Eltsine.

Le candidat du ministère russe des affaires étrangères est le premier adjoint de M. Kozyrev, Igor Ivanov, cinquante ans, qui assure l'intérim. On juge cependant à Moscou que lui aussi a un style « trop occidental ». Et il a été le négociateur russe dans la phase finale du règlement du conflit bosniaque, la plus citée à Moscou. Parmi les outsiders se trouvent les ex-présidents de la Chambre basse (Douma) et de la Chambre haute (conseil de la Fédération) du Parlement, Vladimir Choumeïko et Ivan Rybkine. Ils sont tous deux réputés fidèles au président russe, mais souvent considérés comme « dangereux ». Un autre fidèle a été pressenti, Evgueni Primakov, le chef des services de contre-espionnage (ex-KGB). Le leader ultranationaliste Vladimir Irlinovski a, lui, envoyé une lettre de candidature.

J.-B. N.

## Le ministre de l'économie serait limogé alors que l'inflation régresse

**Nette chute de l'inflation russe**



Une politique économique plus rigoureuse a permis de ramener la hausse des prix à 3,2 % en décembre 1995, contre 17,8 % en janvier 1995.

valable pour la Russie si elle voulait une amélioration de la situation économique, qui semblait en cours au vu des derniers indices. Jeudi 4 janvier, le ministre de l'économie avait d'ailleurs annoncé deux bonnes nouvelles : un ralentissement de l'inflation et un coup de frein à la chute de l'acti-

té. La chute de la production industrielle, qui avait atteint 21 % en 1994, a été limitée à 3 % en 1995. Par ailleurs, en décembre, la hausse mensuelle des prix a été limitée à 3,2 %, le pourcentage le plus faible depuis le lancement des réformes radicales, en janvier 1992. Grâce à la meilleure tenue des prix ces derniers mois, l'inflation annuelle s'est établie à 131 % en 1995, contre 300 % en 1994, et autour 900 % en 1993. On est bien loin des 17,8 % de hausse mensuelle enregistrés en janvier 1995.

**SATISFACTION**  
Ce ralentissement a été rendu possible par une politique monétaire plus stricte, la restriction de nombreux crédits budgétaires, la mise en œuvre d'une politique de change plus cohérente. Depuis le mois de juin, une marge étroite de fluctuations du rouble face au dollar a été fixée, qui limite la spéculation excessive sur le marché des changes mais inquiète les exportateurs. L'appréciation relative du rouble de change n'empêche pas la Russie d'avoir une balance des opérations courantes positive.

L'objectif d'une hausse mensuelle des prix de 1 % fixé par le

FMI pour la fin de 1995, qualifié d'irréalisable par M. Iassine dès l'été, n'a pas été tenu. Les organisations multilatérales n'en sont pas moins relativement satisfaites des évolutions constatées à Moscou. Rien ne prouve encore que la Russie a gagné sa bataille de l'inflation, d'autant que les mois à venir, qui précéderont l'élection présidentielle de juin, seront propices aux augmentations budgétaires et à bien d'autres mesures bien plus appréciées des électeurs que des conjoncturistes.

Scrutin présidentiel mis à part, le maintien pendant plusieurs années consécutives de taux d'inflation supérieurs à 100 % est inhabituel de par le monde. Comme le souligne un économiste, « il s'agit d'un équilibre instable qui rend possible un basculement dans l'hyperinflation ou bien un ralentissement progressif de la hausse des prix ». Le ministre de l'économie table bien sûr sur la deuxième hypothèse. Il a annoncé, jeudi 4 décembre, un objectif d'inflation de 55 % pour 1996. Un taux mensuel de 3 % correspond à une hausse annuelle de 42 %.

Françoise Lazare

سك (من لاصم)







## Israël craint des représailles après l'assassinat d'un dirigeant du Hamas

JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Yehia Ayache, l'artificier du Mouvement de la résistance islamique Hamas, l'homme le plus recherché d'Israël, a été tué, vendredi 5 janvier, dans la bande autonome de Gaza, dans un attentat qui porte la marque des services de sécurité intérieure israéliens, le Shin Beth. D'après un haut responsable de la sécurité intérieure palestinienne à Gaza, qui a requis l'anonymat, Ayache a reçu un appel sur son téléphone portable, que des mains ennemies avaient bourré de 50 grammes d'un explosif puissant. La détonation, qui a fait trembler sa planque - une maisonnette du village de Beth Lahiyeh, dans le nord de la bande de Gaza - lui a arraché la tête. Ses funérailles devaient avoir lieu, samedi, à Gaza.

Côté officiel israélien, le silence est de mise. Mais le chef du Shin Beth, dont l'identité est tenue secrète, avait affirmé, il y a quelques mois, que « prendre Ayache mort ou vivant [son] objectif numéro un ». « Nous ne connaissons pas l'ensemble des ennemis que s'était fait ce terrible meurtrier. Quel qu'il en soit, il est de l'intérêt commun d'Israël et de l'Autorité palestinienne de lutter contre le terrorisme aveugle qui tue des civils », s'est borné à dire le ministre des Affaires étrangères, Ehoud Barak.

EMBARRAS

Israël a bouclé l'ensemble des territoires autonomes. La police et l'armée sont sur les dents en prévision d'éventuelles représailles qui, de l'avis des militaires, sont inévitables. Le Hamas a diffusé des tracts, dans la bande de Gaza, appelant à « venger le martyr Ayache ». « Si la responsabilité d'Israël était avérée, cela provoquerait une explosion dans toute la région », a averti l'un des responsables du mouvement intégriste, Imad Falouh.

Le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui a refusé de s'exprimer publiquement sur cette affaire, est néanmoins allé présenter ses condoléances aux dirigeants du Hamas. M. Arafat a aussi réuni ses « ministres » en séance extraordinaire et leur a ordonné de faire veiller au maintien de l'ordre dans les territoires autonomes. Le meurtre a mis l'Autorité palestinienne dans l'embarras, dans la mesure où il a été commis au cœur d'une zone sous sa responsabilité. Pire : d'éventuelles représailles anti-israéliennes de la part du Hamas perturberaient la campagne en cours pour l'élection d'un Conseil de l'autonomie, prévue le 20 janvier.

« Il est regrettable qu'un tel acte se produise en temps de paix », a estimé Soufiane Abou Zeida, responsable des relations avec l'Etat juif au sein de l'Autorité palestinienne, pour qui il n'est pas « difficile d'imaginer quelle sera la réaction du Hamas ». Il a regretté que l'explosion ait eu lieu à une centaine de mètres du lieu où le Fatah de M. Arafat avait prévu un rassemblement électoral qui a été annulé. « Il aurait été plus judicieux de renforcer le camp de la paix chez les Palestiniens », a commenté M. Abou Zeida.

Pour Israël, Ayache était l'ennemi numéro un, responsable à lui seul de la mort de soixante-sept Israéliens dans des attentats-suicides. Des centaines d'agents secrets du Shin Beth étaient, depuis plus de trois ans, sur les traces de ce chimiste, diplômé de l'université de Bir Zeit, en Cisjordanie. Son village natal, Rafat, dans le nord de la Cisjordanie, était sous haute surveillance, ce qui n'avait pas empêché Ayache d'échapper à leurs filets.

Ayache s'était fait une réputation de « Robin des Bois », et était adulé par tous les jeunes Palestiniens. « Nous respirons mieux depuis qu'il est mort », a confié le ministre israélien de la sécurité intérieure, Moshe Shahal. Les Israéliens n'en sont pas moins convaincus qu'Ayache a eu le temps de former plusieurs « dauphins » pour reprendre le flambeau. (Inérim.)

## Le Japon a conscience d'être devenu un pays « comme les autres »

La crise politique ouverte par la démission du premier ministre Tomiichi Murayama révèle un sentiment de malaise de type « IV<sup>e</sup> République française »

Tous les journaux japonais ont demandé, dans leur édition du samedi 6 janvier, des élections anticipées pour tenter de sortir de la crise ouverte par la démission, la veille, du premier ministre, Tomiichi Murayama. La po-

pulation n'a pas été à même, en effet, de dire son mot alors que trois gouvernements se sont déjà succédés depuis la consultation de 1993. Un sentiment de malaise de type « IV<sup>e</sup> République française » finissant op-

presse aujourd'hui le pays face aux luttes personnelles entre politiciens. Loin de se voir comme le théâtre de ce « miracle » économique perçu par les Occidentaux, le Japon a le sentiment d'être un pays ordinaire

avec ses problèmes, mais aussi la même capacité que d'autres à les résoudre : son économie donne des signes de redressement, même si elle ne connaît plus de taux de croissance record.

TOKYO

de notre correspondant  
« Un pas en avant, c'est l'obscurité ». Cette formule japonaise, signifiant que l'on ne sait pas ce que l'avenir réserve, revient comme un leitmotiv dans les commentaires politiques au lendemain de la démission, vendredi 5 janvier, du premier ministre, Tomiichi Murayama. En jetant le gant, celui-ci a ouvert une crise somme toute banale dans une démocratie parlementaire, qui devrait être résolue, le 11 janvier, par l'élection de son successeur probable : l'actuel ministre du Commerce international et de l'Industrie (MITI), Ryutaro Hashimoto. Classique accès de fièvre qui saisit toute classe politique dès qu'une nouvelle donne s'annonce, alimentant les incertitudes.

La coalition tripartite - libéraux-démocrates du PLD, socialistes et Parti pionnier, centriste - montre-t-elle assez de cohésion pour élire M. Hashimoto ? La candidature probable d'Ichiro Ozawa, désormais figure de proue de l'opposition, troublerait-elle le jeu ? Autant d'âpres normal du fon-

ctionnement d'une démocratie. Mais cette crise « ordinaire » s'accompagne d'un sentiment de malaise. La vie politique nipponne est enlisée. Le monopole du pouvoir par le PLD depuis 1955 a été brisé en 1993, mais, depuis lors, le Japon connaît un syndrome « IV<sup>e</sup> République française » : éparpillement des forces en une prolifération de partis qui se sont évanouis à peine apparus et politiciens empiétés dans des luttes de pouvoir personnelles. Les nouvelles formations et les supposés réformateurs, produits du système qu'ils dénoncent, ont été incapables de proposer des choix et de préciser les enjeux.

LASSITUDE

Les journaux étaient unanimes, samedi 6 janvier, à demander des élections anticipées : depuis que les libéraux-démocrates ont perdu la majorité, trois cabinets se sont succédés sans que les électeurs aient été consultés. Dans l'état présent des forces, on peut pourtant se demander pour qui les électeurs soucieux de changement pourraient voter. L'élection, en

1995, de comédiens comme gouverneurs des plus grandes villes du pays, Tokyo et Osaka, est un symptôme de leur lassitude.

Le Japon souffre d'une évidente carence de pensée politique, qui n'est pas un atavisme national si l'on en juge par le dynamisme de la réflexion et de l'action politiques des années 50 et 60. Cette effervescence a été étouffée par le ronron du consensus et la croissance qui a suivi. Il s'en est suivi une collusion des pouvoirs politiques, bureaucratique et économique, laquelle a présidé aux destinées du pays, non sans succès, pour finir par dérailler au cours de la période dite de « bulle spéculative » de la fin des années 80. Suite à une série de scandales monumentaux dénotant une gestion inique - dont la montagne de mauvaises créances des banques est un exemple -, un seuil de tolérance a été franchi sans qu'apparaisse un relais politique au mécontentement.

Le jeu auquel donne lieu la succession de M. Murayama illustre la coupure entre classe politique et pays. Les politiciens s'essouffent à rattraper une société qui a changé.

désormais consciente que ses représentants sont incapables de répondre à ses demandes. Certes, les Japonais ne se sont jamais fait d'illusion sur leurs politiciens, ce qui explique leur longue tolérance à l'égard des malversations de ceux-ci. En revanche, ils avaient confiance dans l'armée éprise des bureaucraties pour faire fonctionner la « Japan Inc. ».

PERTE DE CONFIANCE

Or, aujourd'hui, la dérégulation a rendu la société plus complexe ; les bureaucraties n'ont plus la même prise sur les orientations, et ils sont apparus, pour beaucoup, parties prenantes aux scandales. La récente démission d'un des plus hauts fonctionnaires du prestigieux ministère des finances, le vice-ministre Kyosuke Shinozawa, est symptomatique de ce déclin du sens du service public.

Cette perte de confiance des citoyens dans leurs dirigeants a été aggravée en 1995, année sans doute la plus lourde en déceptions depuis la défaite de 1945. Le séisme de Kôbe (6 000 morts) puis l'attentat de la secte Aum dans le métro de Tokyo (12 morts, 5 500 intoxiqués) ont fait éclater le mythe sécuritaire du Japon. Le pays n'était pas prêt à affronter une crise d'envergure nationale. Dans les deux cas, la prévention était insuffisante et, pour le séisme, les secours ont été désespérément lents à se mettre en place.

Déclin du Japon ? Conclusion hâtive. Ce n'est certes plus le pays des chimères ou des frayeurs de l'Occident. En outre, aux yeux des Nippons, la rhétorique du pouvoir sur l'« unicité » de la nation, les vertus de leur système industriel et l'« harmonie » des rapports sociaux, a fait long feu. Le système

qui a assuré la stabilité du pays pendant un demi-siècle est fissuré. Le Japon est un pays comme un autre, avec ses problèmes... mais aussi sa capacité à les surmonter.

Si le malaise, existe, l'archipel a aussi de bonnes chances de se dégager de sa morosité. Son économie donne des signes de redressement. Certes, elle ne connaît plus de taux de croissance records : elle est entrée dans une phase de maturité. Mais la récession a démontré, une fois encore, l'adaptabilité de l'appareil productif - faire face à une appréciation du yen de 32 % en trois ans n'était pas une mince affaire -, et elle n'a que marginalement entamé la cohésion sociale.

Ni le chômage, sous-estimé à 3,5 %, qui risque de s'aggraver, ni la difficulté des jeunes à trouver du travail, ni la remise en cause du principe d'emploi à vie n'ont entraîné de fracture. Il y a des sursauts - phénomène nouveau -, mais le Japon ne connaît pas le problème des banlieues. La petite délinquance augmente, mais le taux de criminalité demeure le plus faible des pays industrialisés.

Enfin, si la classe politique paraît coupée de la société, il n'y a pas de démission des aspirations démocratiques des citoyens. On assiste à un renouveau de la vie associative, symptomatique d'un dynamisme à la base dont témoigne la protestation contre les essais nucléaires français ou contre le viol d'une fillette par des soldats américains à Okinawa. Cet activisme, certes fragmenté en mouvements locaux, témoigne à la fois d'un réveil des consommateurs et d'un rejet diffus du primat de l'économisme qui a longtemps animé le Japon.

Philippe Pons

## La Chine a subi deux camouflés dans sa politique d'isolement de Taïwan

PÉKIN

de notre correspondant  
Les conditions qui pourraient mener à un nouvel accès de fièvre dans les relations entre la Chine continentale et Taïwan sont réunies : Pékin vient d'essayer deux nouveaux camouflés diplomatiques alors que le régime de Taïpeh s'est installé dans une crise institutionnelle mineure mais sans précédent à la veille de l'élection présidentielle de mars. Autant d'ingrédients qui devraient logiquement pousser le continent à montrer de nouveau sa détermination sur ce dossier des plus prioritaires, que la génération des successeurs de Deng Xiaoping doit gérer.

Le camouflet, d'une incidence plus symbolique que substantielle pour Pékin, a été le rétablissement, au 1<sup>er</sup> janvier, de relations diplomatiques entre le Sénégal et l'île où est domiciliée la République de Chine, rivale de la République populaire continentale. Le Sénégal est le dixième pays africain à se laisser tenter par les promesses d'assistance au développement de Taïwan.

Coup dur pour la Chine, dont le ministre du Commerce extérieur, le vice-premier ministre Li Langqing, s'était rendu, en novembre, à Dakar. Le gouvernement sénégalais avait entretenu des relations diplomatiques avec Taïwan dès son accession à l'indépendance en 1960, y avait renoncé en 1964, les avait restaurées en 1969, pour tracer une courbe dessus en 1971. Le dernier pas de cette valse-hésitation a provoqué la désapprobation du porte-parole du ministère continental

des affaires étrangères, d'autant plus sèche qu'il survient au moment où surgit un nouveau motif de colère pour Pékin dans les rapports triangulaires entre la Chine, les Etats-Unis et Taïwan.

« LA DIPLOMATIE DU TRANSIT »

Il s'agit, cette fois, de l'autorisation que vient d'accorder le département d'Etat américain au vice-président de l'île, Li Yuan-zu, de transiter par Los Angeles pour se rendre, à partir du 14 janvier, au Guatemala, pays qui reconnaît exclusivement Taïpeh. Le ministre chinois des affaires étrangères avait exhorté Washington à ne pas répéter l'incident, qui a provoqué une détérioration des rapports entre les deux rives du détroit de Formose, lorsque l'administration Clinton a donné son feu vert à la visite privée du président Lee Teng-hui, en juin, à l'université Cornell, dans l'Etat de New York. Pékin avait insisté sur le caractère éminemment politique des échanges à l'étranger de dirigeants taïwanais. « Fondamentalement, une telle diplomatie du transit vise à créer une Chine et un Taïwan ou deux Chines », avait répété le porte-parole pékinois.

Ce petit jeu diplomatique ne porterait que marginalement à conséquence, n'était l'inquiétude dont fait preuve la direction continentale dans une période de transition pendant laquelle aucun hiérarque ne peut se permettre de transiger sur cette question de souveraineté. Or le régime de Taïwan vient d'apporter un argument supplémentaire à ceux qui, à Pékin, voudraient faire la démonstra-

tion que l'île s'installe dans ce « chaos » qui justifierait l'usage de la force.

Comme prévu, le parti nationaliste Kuomintang (KMT) a exclu de ses rangs l'ancien premier ministre Hao Pei-tsun et Lin Yang-kang, ancien président du Yuan de Justice, le bras judiciaire du régime de Taïpeh, au motif que tous deux se présentent aujourd'hui en rivaux du « ticket » formé par le président du parti, le chef de l'Etat, Lee Teng-hui, et son actuel premier ministre, Lien Chan, pour le scrutin présidentiel. M. Lee s'est fait traîner par ses opposants de droite à décider à « purger le parti ». La haute direction du KMT, que M. Lee tient fermement en main, ne devrait pas se diviser davantage, maintenant que l'opposition néo-conservatrice est sortie des rangs pour se regrouper dans le Nouveau Parti (NP), qui a théoriquement la faveur de Pékin pour son approche unitaire de la question de la souveraineté chinoise.

Cependant, les « faucons » continentaux de la réunification peuvent faire valoir que le parti de Sun Yat-sen et de Tchang Kai-shek est désormais moribond et que l'île est de facto entrée dans une situation de pré-sécession qui appelle le recours au canon pour la ramener dans le giron de la mère patrie. Reste pour Pékin à mesurer les risques d'une telle entreprise. Taïwan, pour sa part, aurait commencé à déployer sur son territoire des missiles Sky Bow II, engins sol-air d'une portée de 320 kilomètres, fabriqués localement.

Francis Deroo

## Les tractations entre la junte birmane et le « roi de l'opium » inquiètent les Etats-Unis

BANGKOK

de notre correspondant  
Première minorité ethnique birmane à signer un cessez-le-feu avec la junte de Rangoun, les Wa ont étendu leur emprise sur la production et le trafic d'opium et d'héroïne dans le « Triangle d'or ». Au début de 1995, l'Armée de l'Etat Wa Uni (AEWU) était considérée comme le premier trafiquant de drogue d'une zone dont la production alimente les deux tiers du marché américain.

La « retraite » de Khun Sa, le plus connu des trafiquants de drogue de la région, n'aura donc qu'une incidence limitée sur une production annuelle d'opium évaluée à 2 500 tonnes. En revanche, ce qui ressemble fort à un pacte entre les militaires birmanis et

Khun Sa ne peut laisser les Etats-Unis indifférents. Selon diverses sources, un oncle de l'ancien « roi de l'opium » s'est rendu, au début de décembre, à Rangoun, négocier un accord qui a permis à une garnison birmane de s'installer à Ho Mong, le QG de Khun Sa. On ne peut exclure l'hypothèse d'un pacte aux termes duquel les éléments de l'Armée Mong Tai (AMT), demeurés fidèles à Khun Sa, se transformant en milice locale de l'armée birmane.

Washington a donc promis, jeudi, une récompense de 2 millions de dollars pour toute information qui permettrait d'arrêter Khun Sa, qui fait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt international. Les Américains se méfient, en effet, d'un accord secret qui permettrait à l'ar-

mée birmane de circuler librement dans la zone contrôlée par Khun Sa, moyennant quoi ce dernier pourrait continuer ses trafics. C'est aux termes de tels contrats que Rangoun a mis fin, en six ans, à une douzaine d'insurrections ethniques. Dans le même laps de temps, la production d'opium dans le Nord et le Nord-Est birman a doublé.

En dépit de l'absence d'un traité d'extradition entre Rangoun et Washington, les Etats-Unis prennent la Birmanie au mot en lui demandant de fermer les raffineries d'héroïne contrôlées par Khun Sa et de leur remettre le trafiquant réclamé par la justice américaine depuis 1989.

Jean-Claude Pomonti

## Forte baisse des demandes d'asile politique aux Etats-Unis

WASHINGTON. Les demandes d'asile politique ont baissé de 57 % de 1994 à 1995, à la suite des mesures prises par les autorités américaines pour rendre plus difficile l'obtention d'un emploi par les demandeurs d'asile. Selon la responsable des services d'immigration et de naturalisation (INS), Doris Meissner, les demandes d'asile ont chuté de 122 569, en 1994, à 53 255, en 1995. L'administration Clinton avait décidé, en 1993, qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 il serait mis un terme à la pratique qui accordait automatiquement des visas de travail aux Etats-Unis aux demandeurs d'asile politique. Toujours selon Doris Meissner, le nombre des personnes dont les demandes d'asile ont été repoussées et qui sont dans l'attente d'une expulsion a plus que doublé ces douze derniers mois, passant de 29 000 en 1994 à 65 000 en 1995. - (APR) Lire aussi notre éditorial page 10.

EUROPE

■ BOSNIE : Le pont aérien sur Sarajevo s'est achevé vendredi 5 janvier après 13 000 allers et retours, depuis le 3 juillet 1992, pour procéder au rapatriement des quelque 400 000 hommes, femmes et enfants, assiégés par les Serbes. - (APR)

■ LA SITUATION est extrêmement tendue à Mostar, une ville du sud de la Bosnie divisée entre Croates et Musulmans où deux polices bosniaques ont été blessées, jeudi 4 janvier, par des tirs d'armes automatiques. Il s'agit du second incident de cette nature en moins d'une semaine. - (APR)

PROCHE-ORIENT

■ BAHREIN : Les forces anti-émeutes ont tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser les fidèles dans deux moquées chiites, vendredi 5 janvier, faisant dix blessés, ont affirmé des opposants, selon lesquels une dizaine de personnes ont été arrêtées. Ces incidents sont les deuxième du genre en l'espace d'une semaine. - (APR)

■ IRAK : Le Conseil de sécurité de l'ONU a maintenu en l'état, vendredi 5 janvier, l'embargo imposé à l'Irak en août 1990, estimant que les conditions n'étaient pas réunies pour un allègement des sanctions. La France a toutefois proposé l'envoi d'une mission d'inspection en Irak pour examiner la situation humanitaire, qualifiée de catastrophique. - (APR)

■ LIBAN : Philippe Séguin, le président de l'Assemblée nationale française, est arrivé vendredi 5 janvier à Beyrouth, première étape d'une tournée au Proche-Orient qui le conduira en Jordanie, dans les territoires autonomes palestiniens, en Israël, en Syrie et en Egypte. Hervé de Charette, le ministre français des Affaires étrangères, effectuera une visite officielle au Liban les 16 et 17 janvier, avant de se rendre en Syrie. - (APR)

■ Les négociateurs israéliens et syriens ont terminé, vendredi 5 janvier, près de Washington, une deuxième série de pourparlers, que le coordinateur américain du processus de paix a qualifiés de « productifs, constructifs et pratiques ». - (APR)

■ Le Conseil des ministres arabes de l'intérieur a achevé, vendredi 5 janvier, à Tunis, les travaux de sa 13<sup>e</sup> session, en adoptant un « code de conduite » qui engage tous les Etats arabes à combattre le terrorisme. Ce code « interdit à tout Etat membre d'accueillir, d'abriter, d'entraîner, d'armer ou de financer des éléments terroristes et destructeurs ». - (APR)

AFRIQUE

■ NIGERIA : Les autorités militaires ont arrêté le vice-président du Mouvement pour la survie du peuple ogoni (MOSOP), Ledum Mitee, à la veille d'un rassemblement organisé, jeudi 4 janvier, à Bori, importante ville du pays ogoni. Malgré l'interdiction de cette manifestation, de jeunes Ogonis se sont rassemblés à Bori et la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour les disperser. - (APR)

SECURITE SOCIALE  
la maîtrise de

50 من الإجمالي



**SÉCURITÉ SOCIALE** Après avoir fait face à la contestation des fonctionnaires et des agents des services publics contre son plan de réforme de la Sécurité sociale, le gou-

vernement se heurte à l'hostilité des professions médicales. Tandis que certains de leurs syndicats refusent la maîtrise des dépenses, MG-France, organisation de généra-

listes, reproche à Alain Juppé de ne pas ouvrir de négociations sur sa mise en œuvre. ● LA DÉMOGRAPHIE médicale explique en grande partie la hausse des dépenses de

santé, alimentée par les prescriptions des spécialistes, presque aussi nombreux aujourd'hui que les généralistes. ● LE REMBOURSEMENT de la dette sociale (RDS), qui devait

être appliqué au 1er janvier, devrait être reporté d'un mois. Son assiette donne encore lieu à débat, en particulier sur l'assujettissement des gains des jeux à ce prélèvement.

## La maîtrise des dépenses de santé oppose les médecins au gouvernement

Les syndicats des professions médicales, opposés au « rationnement » des soins ou bien ouverts à un contrôle médicalisé des prescriptions, reprochent à Alain Juppé de ne pas entamer de réelle négociation sur la mise en œuvre de sa réforme de l'assurance-maladie

LES RELATIONS entre le gouvernement et les professions médicales se dégradent, alors que se préparent les ordonnances d'application du plan de réforme de la Sécurité sociale présenté par Alain Juppé à l'Assemblée nationale le 15 novembre. Dans une « Lettre ouverte » adressée au premier ministre, vendredi 5 janvier (lire ci-dessous), Richard Bouton, président du syndicat de généralistes MG-France, le somme « d'ouvrir une réelle négociation » sur les conséquences de la réforme pour les praticiens. La démarche de M. Bouton est appuyée par l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL), qui demande au gouvernement « d'ouvrir enfin une vraie négociation » avec le corps médical et les autres professions de santé sur une maîtrise « efficace » des dépenses.

L'urgence de cette maîtrise est soulignée par la progression des dépenses d'assurance-maladie. Si le ralentissement de cette progression s'est confirmé, en novembre, avec une hausse de 0,3 %, soit le même taux qu'en octobre, selon les statistiques publiées vendredi par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), il n'en demeure pas moins que ce chiffre porte à 5,6 % la hausse enregistrée depuis le début de l'année 1995 (389,58 milliards de francs au total) et à 6,2 % l'augmentation des douze derniers mois. En outre, les versements aux hôpitaux n'ont augmenté que de 0,4 %, contre 0,6 % en octobre. Mais les remboursements des honoraires des médecins, stables en octobre, ont

enregistré une hausse de 0,4 % en novembre, et les prescriptions ont augmenté de 0,3 % (contre 0,1 % en octobre).

Ces chiffres trouvent en grande partie leur explication dans l'évolution de la démographie médicale, que deux études permettent de préciser. La profession médicale compte de plus en plus de spécialistes, tandis que la part des généralistes a tendance à reculer. Ce constat, établi par une étude du service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) du ministère du travail et des affaires sociales et confirmé, vendredi, par les statistiques du conseil de l'Ordre des médecins, vérifie une tendance amorcée depuis de nombreuses années.

### 172 000 PRATICIENS

Début 1995, la France comptait 172 000 médecins, soit environ 1 % de plus qu'un an plus tôt. L'enquête du SESI souligne que, « pour la première fois », le nombre de généralistes est resté pratiquement identique d'une année à l'autre (de janvier 1994 à janvier 1995). En revanche, celui des spécialistes a progressé en moyenne de 4,8 % par an depuis 1987 et atteignait 83 400 début 1995 (hors outre-mer), soit 25 000 de plus qu'il y a huit ans. Les généralistes, qui constituaient alors 56 % du corps médical, n'en forment plus que la moitié.

L'étude ne dit pas que la répartition des spécialistes entre les disciplines ne répond à aucune évaluation des besoins de la population. « L'absence de critères de choix médicaux et économiques permet que s'imposent des critères d'ordre pseu-

do-pédagogique ou d'ordre financier et médiatique », souligne Gilles Johanet, directeur de la CNAMTS de 1989 à 1993, dans un ouvrage remarquable (*Santé, dépenser sans compter*, éditions Santé de France). Or la désaffection pour certaines spécialités comme la chirurgie - le nombre de chirurgiens pourrait passer de 19 000 à 10 000 en 2030 - risque d'avoir des conséquences catastrophiques.

Enfin, l'étude du ministère des affaires sociales indique que la progression du nombre de praticiens s'est nettement ralentie sous l'effet du nombre croissant à l'entrée des études médicales. Les effets de ce dispositif instauré en 1971 se sont fait sentir nettement à la fin des années 80. Alors que le nombre de

praticiens libéraux s'était encore accru de 3 590 en 1985, il est tombé à 1 423 en 1992 et à 842 en 1994, selon une étude de la CNAMTS (*Bloc-notes statistique*, n° 76, novembre 1995).

Le conseil de l'Ordre indique de son côté que le nombre de médecins en activité, libéraux et salariés (y compris l'outre-mer), a presque quintuplé entre 1955 et fin 1994, de 39 356 à 184 516. Ce chiffre, qui correspond à une densité de 317 médecins pour 100 000 habitants, est légèrement supérieur à celui du SESI. Selon le conseil de l'Ordre, le rythme d'accroissement a diminué au cours des quinze dernières années : 5,22 % en 1980, 4,70 % en 1984, 2,66 % en 1989 et 1,56 % en 1994. L'Instance professionnelle

observe elle aussi qu'au cours de cette période, le nombre des spécialistes a augmenté nettement plus vite - de 39 314 à 84 429 - que celui des généralistes, qui est passé de 65 094 à 94 364.

La régulation de l'offre de soins est un élément essentiel de la politique de maîtrise des dépenses de santé. Or, deux problèmes se posent aujourd'hui. Comment reconvertir les 20 000 médecins libéraux en excédent, qui seront même 40 000 à l'horizon 2010, selon M. Johanet ? Si l'on ne fait rien, il faudra plus de trente ans pour résorber ce surplus. Dans son plan, M. Juppé a annoncé des « incitations à la réorientation d'un nombre significatif de médecins de ville vers la médecine préventive ».

La seconde question n'a plus trait au « stock », mais au « flux » d'étudiants en médecine. Le gouvernement aura-t-il la volonté de réduire encore le flux d'entrée en « fac » de médecine ? Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, n'a jamais caché la nécessité de maîtriser vigoureusement la démographie médicale. Il sait aussi que les groupes de pression qui s'y opposent sont puissants, à commencer par les doyens de facultés de médecine et, d'une manière générale, le monde hospitalo-universitaire. Ceux-là jugent que les étudiants et les internes constituent une main-d'œuvre bon marché et nécessaire au fonctionnement des facultés et des hôpitaux. Le conseil de l'Ordre n'est pas en reste.

## « Voulez-vous nous acculer à une épreuve de force ? »

DANS UNE « LETTRE OUVERTE » au premier ministre, rendue publique vendredi 5 janvier, le président de MG-France, Richard Bouton, estime que « le moment est venu d'ouvrir une réelle négociation » avec les médecins libéraux. « L'année 1996, selon les vœux du président de la République, devrait être placée sous le signe du « dialogue social ». A l'évidence, ce souhait, par ailleurs fort légitime et approprié dans les circonstances actuelles, ne semble s'adresser qu'aux organisations syndicales de salariés », regrette M. Bouton.

« Pourtant, monsieur le premier ministre, proteste le président de MG-France, les médecins libéraux sont des Français comme les autres et ils ont aussi des syndicats. Cent vingt mille médecins libéraux effectuent quotidiennement deux millions de consultations ; pensez-vous pouvoir, mettre en œuvre votre réforme de la Sécurité sociale sans leur avis ni leur participation ? »

« De tous les syndicats médicaux, rappelle M. Bouton, nous avons été les premiers et, jusqu'ici, les seuls à approuver les orientations essentielles de votre projet de réforme. Devons-nous pour autant tolérer l'absence totale de concertation ? A un moment où notre système de soins va peut-être aborder sa plus importante mutation depuis la création de la Sécurité sociale, est-il vraiment nécessaire de braquer l'ensemble des médecins libéraux (par les pénalités financières imposées aux médecins en raison du dépassement des critères de hausse prévus en 1995) ? Tenez-vous ainsi à conforter les syndicats médicaux les plus corporatistes et les plus opposés à toute réforme de fond ? Ou voulez-vous acculer les médecins libéraux à une épreuve de force ? »

« Les médecins libéraux, et notamment les médecins généralistes, seront, quoi qu'il en soit, les responsables effectifs de la mise en œuvre de votre réforme », écrit le président de MG-France. Il ne dépend que de vous qu'ils en soient les défenseurs ou les détracteurs. »

### AMÉRICANISATION

C'est « le triomphe des corporatismes et des gaspillages », s'insurge M. Johanet dans son ouvrage, mais l'influence des lobbys est aussi grande que l'impérialisme d'un Etat qui s'est toujours montré incapable de définir à la fois des objectifs de santé publique et des filières d'accès aux soins dans lesquelles le médecin généraliste aurait un rôle central d'orientation et de coordination. « La France se détache progressivement du modèle européen et s'américanise, constate M. Johanet, mais est-ce un hasard si le système américain d'accès aux soins est le plus gaspilleur et le plus inégal du monde développé ? Le rôle du généraliste y est devenu totalement secondaire. »

Jean-Michel Bezat

## Les ministres partagés sur l'application du RDS aux gains des jeux

LES MODALITÉS de la contribution de 0,5 % sur tous les revenus pour le remboursement de la dette sociale (RDS), qui doit faire l'objet d'une ordonnance présentée le 17 janvier au conseil des ministres, n'ont pas encore été définitivement arrêtées par le premier ministre. Qu'il s'agisse des revenus soumis au RDS ou de la date d'entrée en vigueur de ce nouveau prélèvement, Alain Juppé doit procéder à d'ultimes arbitrages.

L'assiette du RDS est pratiquement arrêtée (*Le Monde* des 2 et 3 janvier), mais il demeure une incertitude : le sort réservé aux gains des jeux, c'est-à-dire du PMU, de la Française des jeux et des casinos. Sans se prononcer sur le bien-fondé d'une telle mesure, le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, n'avait pas caché, le 27 décembre, que leur intégration entraînerait des « difficultés techniques ». Aujourd'hui, M. Arthuis, mais aussi Alain Lamassouire, ministre délégué au budget, et Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, plaident pour l'assujettissement des gains de jeux au RDS, mais Thibault Marégon hésite.

Le jeu, si l'on peut dire en la circonstance, en vaut-il la chandelle ? Dans son rapport sur le financement de la protection sociale, Jean-Baptiste de Foucauld, alors commissaire au plan, n'y consacrait que quelques lignes pour rappeler que ces gains s'élevaient à « près de 45 milliards de francs » en 1992. Au taux de 0,5 %, leur imposition

ne rapporterait donc que 225 millions de francs en année pleine. Faut-il se mettre à dos plusieurs millions de parieurs et de joueurs pour un rendement si modeste ?

Un autre arbitrage n'a pas été définitivement rendu : la date d'entrée en vigueur de la nouvelle contribution, qui, comme la CSG, sera prélevée sur 95 % du salaire brut. Cette date reste, officiellement, le 1<sup>er</sup> janvier. Toutefois, il est quasiment impossible, pour des raisons techniques, que le RDS puisse être inscrit sur les feuilles de paie de janvier. M. Barrot n'a pas écarté l'hypothèse du report d'un mois du RDS (*Le Monde* du 6 janvier). En revanche, le gouvernement exclut d'opérer un double prélèvement (soit 1 %) sur les revenus de février pour récupérer les 2 milliards de francs de manque à gagner au titre du mois de janvier. Pour les retraités, qui reçoivent leur pension de la Sécurité sociale le 8 du mois suivant, M. Barrot a précisé que leurs revenus de décembre « ne seront pas touchés ».

### L'AVIS DES PARTENAIRES SOCIAUX

L'ordonnance relative au RDS et celle qui porte sur les mesures d'urgence pour rétablir l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale ont été soumises aux caisses nationales du régime général, qui ont jusqu'au 8 janvier pour rendre leur avis. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) doit se prononcer lundi.

Les administrateurs CGT et FO de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS) ont émis, jeudi 4 janvier, un avis défavorable sur le projet d'ordonnance créant le RDS. En revanche, les représentants de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et du patronat ont reconnu « le caractère indispensable d'une réforme structurelle de la Sécurité sociale », tout en « regrettant que les textes soumis au conseil d'administration de la CNAVTS n'aient pas fait l'objet d'une concertation préalable approfondie ». Ils souhaitent que l'allocation-veuvage, servie pendant trois ans au conjoint survivant de moins de cinquante-cinq ans, soit exonérée du RDS, mais que les gains des jeux soient, eux, « soumis à cette contribution ».

Les partenaires sociaux réclament aussi la création d'un conseil de surveillance composé de représentants des caisses, afin de contrôler le fonctionnement de la caisse d'amortissement de la dette sociale. Financée pendant treize ans par le RDS, celle-ci aura pour fonction d'apurer le passif de 250 milliards de francs accumulé par le régime général des salariés entre 1992 et 1996. Enfin, ils jugent qu'en raison de la dégradation du marché immobilier le délai de trois ans accordé par l'Etat aux caisses du régime des salariés pour vendre leur patrimoine privé à usage locatif est « irréaliste ».

J.-M. B.

## Incidents entre grévistes et forces de l'ordre à Marseille

DANS LES INCIDENTS ONT OPPOSÉ, samedi matin 6 janvier, grévistes de la Régie des transports marseillais (RTM), non-grévistes et forces de l'ordre. Des non-grévistes ont essayé de faire sortir des autobus d'un petit dépôt, non loin du dépôt d'Arenic. Un gréviste a été blessé et hospitalisé. Le dépôt d'Arenic, quatrième et dernier dépôt encore occupé par les tramontins en grève depuis trente jours, avait été évacué vendredi par les forces de l'ordre. Quelque 500 personnes avaient manifesté vendredi en fin de matinée devant l'hôtel de ville de Marseille pour protester contre l'évacuation des trois premiers dépôts. Les grévistes ont été violés par l'intervention des forces de l'ordre et une réunion entre les syndicats et le médiateur Henri Loisel a tourné court vendredi après-midi. Quant aux discussions entre la Ville et le conseil général, elles butaient à la fin de la semaine sur les modalités de l'engagement financier du département proposé mercredi par le président du conseil général, le socialiste Lucien Weygand.

## M. Chirac et « l'aggravation de la fracture sociale »

RECEVANT LES AUTORITÉS RELIGIEUSES pour la traditionnelle cérémonie des vœux de l'épiscopat, vendredi 5 janvier, le président de la République a fait part de la « préoccupation » que lui inspire « l'aggravation de la fracture sociale depuis plusieurs années » et s'est déclaré « déterminé à s'attaquer aux racines du mal et pas seulement à leurs effets ». Devant le cardinal Jean-Marie Lustiger, le grand rabbin Joseph Shalom et le pasteur Jacques Stewart, Jacques Chirac a affirmé que cette fracture sociale était née de l'augmentation du chômage et « du fait que nous avons mal géré nos affaires et laissé filer nos déficits ».

### DÉPÊCHES

■ CORSE : un attentat à l'explosif a été commis, dans la soirée du vendredi 5 janvier, à Bastia, en Haute-Corse, contre l'appartement de Pierre Gouzenne, président du tribunal de grande instance de la ville, qui avait dirigé les débats du procès en correctionnelle de la catastrophe de Furiani en janvier 1995. Evaluée à 200 grammes, la charge a causé d'importants dégâts dans l'appartement, où le magistrat se trouvait avec sa famille. Un second placage a endommagé la porte palière d'un appartement inoccupé au-dessous duquel réside un juge d'instruction vraisemblablement visé par les poseurs de bombe.

■ SOCIALISTES : Lionel Jospin a installé la « commission Europe » du Parti socialiste, jeudi 4 janvier, qui a procédé « à un premier échange de vues sur l'état actuel de la construction européenne et les perspectives d'avenir » indique un communiqué. Pierre Guidon, secrétaire national aux relations internationales, Henri Nallet, responsable aux questions européennes, Elisabeth Guigou, qui préside la délégation socialiste au Parlement européen ainsi que Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, participent aux travaux de cette commission.

■ AGRICULTURE : « 1995 a été un bon millésime » a déclaré, jeudi 4 janvier, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche, en se félicitant des résultats obtenus par le secteur agricole. « La priorité en 1996 ira à nouveau à l'installation des jeunes agriculteurs » a-t-il indiqué. M. Vasseur a annoncé qu'il allait prochainement présenter un plan de développement des forêts et que le projet de loi d'orientation sur la pêche devrait être soumis au conseil des ministres du 17 janvier. La conférence annuelle agricole est prévue pour le 8 février.

## Les élus de Guyane se rallient au projet de parc national

### CAYENNE

de notre envoyé spécial

Il y a quelques années, tout le monde ou presque, en Guyane, était contre le projet de parc national. « Une lubie de scientifiques », « une idée de technocrates parisiens », disait-on. En 1992, à l'occasion du sommet de Rio, le ministre de l'environnement, Ségolène Royal, avait pourtant annoncé solennellement son intention de créer ce parc. La France installe donc une « mission pour la création du parc de la forêt tropicale guyanaise », confiée en 1993 à Dominique Deviers, ingénieur des eaux et forêts venu du parc de la Vanoise. L'expression « parc national » est habilement esquivée, pour ne pas effaroucher les élus locaux. En novembre 1994, le « comité de pilotage » publie ses premières propositions, avec une définition des missions de l'établissement et une carte

délimitant le périmètre protégé. Les responsables guyanais, pourtant, se méfient : encore une initiative de Paris à usage externe, dont on ne voit pas bien les retombées pour le département. Même Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995, marche sur des œufs. Apôtre du consensus, il ne tient pas à raviver des querelles pour un enjeu finalement bien mince à ses yeux. Son successeur, Corinne Lepage, a décidé de reprendre le dossier pour le faire aboutir. Le 22 décembre, elle a personnellement présidé à Cayenne une séance plénière du comité de pilotage, où tous les élus ont pu donner leur avis.

Désormais, le projet de parc fait pratiquement l'unanimité. Du moins sur le principe. « Un parc, oui, mais facteur de développement », précise Stéphane Phinera-Horth, président (Parti socialiste guyanais, PSG) du conseil général. On veut

« un pôle d'excellence pour la biodiversité et l'écotourisme », renchérit Antoine Karan, président (PSG) du conseil régional. Il propose un référendum d'initiative populaire sur le sujet.

### « RIEN N'EST FIGÉ »

Le maître du village amérindien de Camopi, Joseph Chancel, se déclare lui aussi en faveur du parc, dans l'espoir qu'il protégera sa communauté contre les incursions des « massacreurs de gibier brésiliens ». Il a déjà programmé un gîte d'accueil à l'écart du village, près d'un rapide de l'Oyapock, afin d'attirer les touristes. Quant au maire du petit village de Saül, Herman Charlotte, il constate que l'explosion de l'orpaillage, ces dernières années, n'apporte aucune retombée à cette ancienne cité. Il espère que Saül deviendra la capitale du parc.

Seule Christiane Taubira-Delan-

non, député (République et Liberté) de Guyane, met en garde contre une « expropriation collective ». Pour elle comme pour les autres élus départementaux, il s'agit de profiter du parc pour banaliser le Sud guyanais, alors qu'on ne peut y pénétrer actuellement qu'avec l'autorisation du préfet.

Corinne Lepage a rassuré tout le monde en soulignant que le parc « ne se fera pas contre, mais avec les Guyanais ». Au demeurant, « rien n'est figé pour ce parc, qui n'existe pas encore ». Et qui ne pourra au mieux voir officiellement le jour qu'en 1997, lorsqu'un périmètre définitif aura été établi. C'est-à-dire lorsqu'on aura décidé si les zones aurifères seront exclues du territoire, ou au contraire incluses pour une meilleure maîtrise de leur exploitation.

Roger Cans



marins birmans, qui, en signant leurs contrats sous le contrôle des militaires au pouvoir dans leur pays, se sont engagés à ne « jamais se plaindre ».

Depuis avril 1995, onze marins birmans, russes et coréens sont bloqués dans le port à bord d'un cargo appartenant à un armateur grec en proie à de graves difficultés financières. Seule, l'aide des syndicats de marins et des Rouennais leur permet de tenir

**Philone Broussard**

**Laurence Folléa**

**IE**

■ **AFFAIRE PECHINEY**: le financier libanais Samir Traboulsi, condamné en juillet 1994 à deux ans de prison dont un ferme, dans l'affaire Pechiney, et incarcéré à la prison de la Santé depuis octobre 1995, effectuée, depuis la fin du mois de décembre, sa peine en semi-liberté au centre de Corbeil-Essonnes (Essonne), où il régalne sa cellule chaque soir. Alain Boubill, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, condamné à la même peine dans cette affaire, bénéficie du même régime.

... ..



Shirley 1.50

DISPARITIONS

# Nicolas Slonimsky

Le Sherlock Holmes de la musicographie

NICOLAS SLONIMSKY est mort le 25 décembre 1995, à Los Angeles. Il était âgé de cent ans. C'est une grande figure de la musicographie qui s'en va, un sceptique qui savait débusquer dans les biographies officielles des musiciens ces petites imprécisions qui font les grands mensonges.

Né à Saint-Petersbourg, en 1894, un an après la mort de Tchaïkovski, naturalisé plus tard américain, Slonimsky étudia le piano avec Isabelle Vengerova, qui fut ensuite le professeur de Leonard Bernstein. Membre d'une famille particulièrement riche en grandes peintures intellectuelles, Slonimsky était lui-même un fort en thème. Également élève du gendre de Rimsky-Korsakov, et d'Albert Coates, il enseigna la musique et les langues slaves au Conservatoire de Boston et à Harvard. Chef d'orchestre, il dirigea de nombreuses premières américaines. Compositeur, il marqua son époque par des œuvres dans lesquelles l'humour pouvait faire son effet (à l'occasion, il y introduisait des machines à écrire et des ballons qu'il faisait exploser).

Mais le grand œuvre de Nicolas Slonimsky, celui qui lui vaut d'être une référence pour les professionnels et les mélomanes, c'est le *Dictionnaire biographique des musiciens* (le « *Barker* ») dont il a été l'éditeur inlassable pendant plusieurs décennies. Récemment publiée en France (Laffont « Bouquins »), cette somme en trois volumes se lit comme un roman. Elle charme et captive par des prises de position assumées avec un aplomb et une verve que ses traducteurs (Alain et Anna-Stella Paris) ont su préserver. Véritable Sherlock Holmes de la musicographie, Nicolas Slonimsky savait débusquer les erreurs recopiées d'un dictionnaire à un autre, notamment celles de ses confrères qui, ignorant que les frontières des pays d'Europe centrale avaient pas mal bougé au cours des siècles et les noms des villes changés à ces occasions, faisaient de certains compositeurs des grands voyageurs... quand ils étaient nés, avaient vécu et étaient morts dans la même cité. Ce passionné de vérité était allé jusqu'à écrire aux services de météorologie de Vienne pour

connaître le temps qu'il faisait le jour de l'enterrement de Mozart, dont la légende nous apprendait que le convoi funèbre avait été dispersé par une tempête de neige. La réponse ne s'était pas fait attendre : ce jour-là, un doux zéphyr soufflait de l'ouest. Slonimsky avait fait mieux, en reconstituant le célèbre voyage que Jean-Sébastien Bach aurait fait à pied, à l'âge de dix-neuf ans, pour aller écouter le vénéralur de 335 kilomètres d'Arnstadt, où il résidait. La route passant par le massif du Harz et butant contre une montagne hantée par les sorcières Bach n'ayant en qu'un congé de quarante-cinq jours pour faire, en novembre et décembre, ce voyage aller-retour de 670 kilomètres qui aurait été trois fois de travers, Slonimsky en avait conclu qu'il n'avait pu le faire qu'en se faisant engager comme valet par le passager d'un coche, selon une pratique d'ailleurs habituelle à l'époque.

Alain Lompech

# Christian Fauvet

Un journaliste de conviction

CHRISTIAN FAUVET, directeur de la rédaction de *La Vie du rail*, ancien chef du service politique de *L'Express* et fils de Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde*, président de la Commission nationale de l'information et des libertés, est mort vendredi 5 janvier à Paris, à l'âge de quarante-huit ans.

Christian Fauvet a tellement aimé la politique et le journalisme politique qu'il n'a jamais pu vraiment s'en passer. Entré comme stagiaire à *L'Express* en 1973, il avait gravi les degrés de cette profession pour devenir, en 1981, le chef du service politique de l'hebdomadaire. Un chef de service qui se caractérisait par sa maîtrise de la science électorale, son sens des responsabilités et la rigueur de ses convictions. Ces trois qualités aidèrent grandement ceux qui eurent le plaisir de travailler avec lui à travers une période délicate de la vie de *L'Express*. L'hebdomadaire était alors la propriété de Jimmy Goldsmith et il n'était pas toujours simple de tenir en respect ceux qui attendaient impatientement que le journal ralliât le camp de l'ultra-libéralisme face à la gauche victorieuse. Or, Christian Fauvet, professionnel de la politique, inspirait le respect, aussi bien aux journalistes dont il avait la res-

pensabilité qu'à ses supérieurs hiérarchiques. Aussi bien à ceux dont il partageait les convictions qu'à ceux qui combattaient les siennes. Et ce parce qu'il était compétent et loyal.

Et gai, aussi ; et heureux d'écrire, de contribuer à une entreprise commune. Combien de fois sa gouaille, son sens de la répartie, ou tout simplement son amour des plaisirs de la vie, ont-ils été les uns et les autres à envisager les difficultés du lendemain avec sérénité. Combien de conférences ou de journées de travail se sont terminées dans les rires grâce aux récits de tel ou tel de ses exploits, ou pis : quand il prétendait démontrer qu'il sifflait juste...

Et combien de fois sommes-nous restés sidérés devant l'étendue de son savoir en matière électorale. Connaissant par cœur la quasi-totalité des circonscriptions législatives de la France, il était capable de citer tous les élus, ou presque, de chacune d'entre elles depuis la fondation de la 5<sup>e</sup> République. Les lendemains de scrutin, il devenait un redoutable lecteur du *Monde*, le journal longtemps dirigé par son père. Tout ce qu'il enregistrât alors, ligne par ligne, résultat par résultat, renforçait son incomparable mémoire politique. Époque complexe et équilibrée

précises... En 1986, le propriétaire de *L'Express* décida que son journal devait devenir l'aiguillon libéral de la droite arrivée au pouvoir. L'entreprise ne réussit pas vraiment, mais entre-temps Christian Fauvet avait été contraint de partir. Et il eut l'élégance de le faire en restant en bons termes avec Jimmy Goldsmith.

De 1986 à 1987, il fut directeur de la rédaction du quotidien *Le Matin* et collaborateur à Europe 1. De 1987 à 1988, chef du département France de TF 1 et, depuis 1989, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *La Vie du rail*.

Nous le savions tous : depuis longtemps, la politique lui manquait.

Noël-Jean Bergeroux

[La direction et la rédaction du *Monde* présentent leurs condoléances à la famille de Christian Fauvet, et en particulier à M. et Mme Jacques Fauvet. A ceux qui l'ont connu, Christian Fauvet laissera le souvenir d'un professionnel talentueux et d'un confrère amical et chaleureux. - J.-M. C.]

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 3 janvier est publiée :

● **Outre-mer** : une loi d'habilitation relative à l'extension et à l'adaptation de la législation en matière pénale applicable aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte.

Au *Journal officiel* du jeudi 4 janvier sont publiés :

● **Polynésie** : un décret fixant la date des élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française au dimanche 17 mars 1996.

● **PMU** : deux décrets relatifs au pari mutuel, hors et sur les hippodromes.

● **Budget** : un décret relatif à la comptabilisation des recettes encaissées au titre du budget de l'Etat pour 1995.

● **Trésor** : un décret relatif à l'émission des valeurs du Trésor.

Au *Journal officiel* du vendredi 5 janvier est publiée :

● **Vie politique** : une loi, modifiant la loi du 11 mars 1988, relative à la commission pour la transparence financière de la vie politique (*Le Monde* du 23 décembre 1995).

## Avis de messe

— Les officiers et sous-officiers catholiques ainsi que l'ensemble du personnel du diocèse aux armées vous invitent à une messe pour la paix, qui sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le dimanche 7 janvier 1996 à 11 heures. Messe présidée par Mgr Dubost.

## Anniversaires de décès

— Il y a un an, le 8 janvier 1995,

Guy JAILLARDON

était atteint de l'affection des siens. Que ceux qui ont apprécié ses qualités humaines et morales aient une pensée amicale pour lui.

Merci.

## Conférences

Conférences de l'Étoile  
« Six personnages en quête de... ? »  
Six mardis de suite, de 12 h 45 à 13 h 25 précises. Avec Xavier de Chalendar, prêtre, et Alain Houzeaux, penseur.  
— Abraham (9 janvier, avec X. C.) ;  
— Moïse (16 janvier, avec X. C.) ;  
— Job (23 janvier, avec A. H.) ;  
— Pierre (30 janvier, avec X. C.) ;  
— Marie (6 février, avec A. H.) ;  
— Judas (13 février, avec A. H.).  
Entrée libre. Libre participation aux frais.

Temple protestant, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>.

— *La défense de l'Europe contre les Serbes* par le professeur Pierre GUICHARD, lundi 8 janvier 1996, à 18 heures. Palais Abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6<sup>e</sup>.

Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense (49-57-33-78), dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe : une perspective historique ».

## Thèses

— Alexandre TOURAUX soutient sa thèse de doctorat d'Etat, consacrée à *Héroclès, historien de la monarchie perse*, et préparée sous la direction de Pierre Lévêque, professeur émérite des universités, le 9 janvier 1996, à 14 heures, à la faculté des lettres de l'université de Franche-Comté, salle Préclia, 20, rue Chiffet, 25000 Besançon.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

M. Eric JACQUEMOT et M<sup>me</sup>, née Mariel DERODE, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alain,

le 5 janvier 1996.  
21-23, rue Montrosier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Laurence PERNOUD, Jean et Jacqueline SCHALIT, Emmanuel et Laure PERNOUD, ont la joie d'annoncer la naissance de

Hélène,

leur petite-fille et fille, à Paris, le 28 décembre 1995.  
138, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

Florence et Hervé LECLERC, Augustin, Bertille et Erwan, ont la joie d'annoncer la naissance de

Nomino,

à Paris, le 13 décembre 1995.  
33, rue de Berny, 75008 Paris. BP 1917, Youssouf (Cameroun).

Cécile SAKAI et Georges MINK ont la joie d'annoncer la naissance de

Théo Shun,

le 27 décembre 1995.  
75, boulevard de Gesselle, 75015 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis LUCET,

à Rome, laissent à leurs petits-enfants,

Romain et Mathieu BIZET,

à Paris,

François et Elisabeth LUCET,

à Bordeaux,

la joie de faire part de la naissance à Tunis, le 21 décembre 1995, d'un nouveau petit-cousin.

Samuel,

fils de Marc Lucet et de Jacqueline Issakof.

### Décès

— Marie-Louise Burin, née Morand, son épouse, a la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean BURIN,

conservateur des hypothèques honoraire,

survenu le 3 janvier 1996, à son domicile, au Cannet, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Elle rappelle le souvenir de leur fille,

Jeanne-Marie, dite Jeannette,

décédée le 3 septembre 1960, au Cannet.

« Les Oliviers du Paradis », 31, avenue Thiers, 06110 Le Cannet. Tél. : 93-99-60-33.

Rogée CARRION, alias Commandant ICARE, ancien commandant du 2<sup>e</sup> bataillon FTP-1<sup>er</sup> bataillon FFI du Morbihan, croix de guerre 1939-1945, croix de combattant volontaire 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur, colonel de l'armée de l'air espagnole, commandant de l'armée de l'air française,

agré de soixante-dix-neuf ans.

Le rêve d'Icare était de voler vers la liberté...

— Les parents et les amis de

Edgar BISCHOFF,

dit

François MAINVILLE,

compositeur,

ont le chagrin d'annoncer son décès, survenu à Dreuil le 27 décembre 1995.

Les obsèques auront lieu au columbarium du Père-Lachaise, le mardi 9 janvier, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Marie-Joséphine Thellier, sa sœur,

M. et M<sup>me</sup> Georges Navarre, M. et M<sup>me</sup> François Foucaud,

M<sup>me</sup> Jean-Marie Vigne, en union avec Jean-Marie Vigne,

M. François Quédut, en union avec Marie-Thérèse Quédut, née Faneau,

ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Philippe Navarre, Anne-Julie,

M. et M<sup>me</sup> Robert Balas, Claire et Hélène,

Brigitte et Michèle Navarre, Marion, Marc et Vincent Faneau,

M. et M<sup>me</sup> Huguette Roudeau, Mathilde,

François, Antoine et Isabelle Vigne, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont le regret de faire part du décès de

dans sa quatre-vingt-dix-septième année, de

M<sup>me</sup> Joseph FESNEAU,

née Madeleine THELLIER,

le 3 janvier 1996.

20, avenue Anatole-France, 94220 Charenton-le-Pont.

— Eliane et Charley-Jean Gallais, sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Laurent GALLAIS,

survenu le 4 janvier, à l'âge de trente-sept ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 8 janvier, à 11 h 30, au cimetière de Montmorency, porte principale, avenue Rachel.

33, rue André-Joinaut, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, 11, rue Spontini, 75116 Paris.

— M<sup>me</sup> Hélène Gesundet, son épouse,

M<sup>me</sup> Sylvie Gesundet, sa fille,

M<sup>me</sup> Doris Mroz, sa belle-sœur,

Les familles Gesundet, Nost, Pierson, Gervot, Drott, Daniel,

Ses cousins, consins, neveux, nièces et leurs enfants,

Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice GESUNDET,

survenu à Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 1996 dans sa quatre-vingt-dixième année, à Hyères (Var), dans l'intimité.

L'inhumation a eu lieu le 5 janvier dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, rue des Bouleaux, 75011 Paris.

— Jeannette Manigault-Coton, son épouse,

Jean-François et Marie-Simone, Bernard et Françoise,

Laurent et Annick,

Ses onze petits-enfants et ses quatre arrière-petits-enfants,

Eugène Coton,

son beau-frère,

Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre MANIGAULT,

professeur honoraire à l'Institut Pasteur de Paris,

survenu le 2 janvier 1996, à Nice, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5, boulevard Franck-Pilant, 06300 Nice.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96



**E**lle est toute mignonne, elle a dans les sept ans maximum, des petits souliers, une petite robe, une petite queue de cheval, l'air très appliqué, elle s'appelle Laetitia, elle tient un gros micro à deux mains, et, sous les projecteurs de la mini-scène lugubre du China Town, elle entonne : « *Allez, venez, Milord, je ne suis qu'une fille du port...* » C'est assez touchant, même pour un cœur de pierre. On se fait toujours avoir par les gosses et les petits chiens, c'est connu.

A la fin de ce *Milord*, version socquettes, Laetitia salue, regagne la table familiale où on l'applaudit bien fort. Elle a les joues rouges, elle se cache le visage dans les mains, tout en glissant un œil entre deux doigts. Elle est une star, à cet instant, dans sa famille. Quelques minutes plus tard, la petite punaise reprendra le micro pour entonner de sa voix saphirique : « *Non, rien de rien, non, je ne regrette rien, je me fous du passé...* » Visiblement, elle a répété chez elle, devant la glace, elle connaît les pauses à observer, sait quand il faut s'emballer comme Piaf dans un grand « *La, la, la, la* » final. C'est de la graine de chanteuse, à coup sûr, comme le karaoké en abrite volontiers sous son aile bénigne.

Tout le monde n'a pas le même souci d'application, ce soir-là, au China Town, l'un des plus anciens karaokés de Paris, rue du Buisson-Saint-Louis, à Belleville. Les Chinois, essentiellement une respectable dame chinoise, sont très sérieux. La dame enchainne chanson minaudante sur chanson sucrée, dont les paroles, incompréhensibles pour nous, passent dans les téléviseurs sur des paysages fleuris d'une impeccable maîtrise.

Quand elle cède le micro à des candidats français, il n'y a plus la même politesse. On se met à six pour estroper *Ma préférence*, de Julien Clerc, ou massacrer *L'Aziza*, de Daniel Balavoine, avec fausse danseuse voilée, après quoi un gros monsieur peut bien s'en prendre à *L'Auvergnat*, de Brassens, on n'en a cure, suffisamment déprimé par le cadre sombre des deux grandes salles, le canard aux haricots noirs qui attaque les papilles, l'ambiance provinciale terriblement neu-neu qui ferait renoncer aux jolies de la famille le plus irésolu des célibataires. Mais soit, un soir c'est comme cela, un autre jour c'est différent, le karaoké est très varié, il ressemble avant tout au public qui lui donne vie.

C'est une invention récente, que l'on date au plus tôt de 1972, dans un snack-bar de Kobé, au Japon. « Karaoké » signifie « orchestre absent ». Après la guerre, les Américains laissent, entre autres vestiges de l'occupation, une tradition de bars avec orchestre et chanteurs, dans lesquels les cadres japonais viennent se délasser après le travail, puisque les loisirs aussi se prennent entre collègues de la même entreprise.

Progressivement, les chanteurs amateurs remplacent les chanteurs professionnels, et comme les orchestres coûtent cher, on les remplace eux-mêmes par de simples bandes magnétiques. A ce stade, on se réunit entre amis dans un bar et, tandis que le ma-



## La planète des stars

gnéto diffuse une musique d'accompagnement, les chanteurs amateurs se succèdent, le livret des paroles à la main. Avec l'apparition du Video Home System (VHS), on se libère du livret, les paroles défilent sur des écrans de télévision suspendus, ce qui permet un comportement scénique plus varié, puis, aux paroles qui viennent en surimpression, on ajoute des images pour égayer l'écran, des certiers en fleurs, des couples se tenant par la main.

En 1982, avec l'apparition du disque laser, la technique se perfectionne. On stocke en même temps le son et l'image, avec une qualité supérieure au VHS, et, surtout, comme avec un CD audio, on a un accès direct et immédiat à la plage que l'on souhaite. Le protocole du karaoké est au point, désormais. On se rend au karaoké en couple ou en bande d'amis, on consomme plus ou moins, selon le rythme imposé par la maison (mais, en général, il fait assez chaud pour que les serveurs n'aient pas à insister), on choisit sur une liste (générale-

ment, plusieurs centaines de titres) la chanson que l'on souhaite interpréter, on en inscrit le code sur un papier que l'on confie à l'animateur et on attend son tour en regardant les autres chanter.

Dans un karaoké bien rempli, on n'a pas l'occasion de passer plus de trois fois dans une soirée. On peut chanter seul ou à plusieurs, bien ou mal; le plus souvent, le public est indulgent, chacun espérant l'indulgence pour soi-même. Par ailleurs, l'animateur est là pour vous aider, vous rattraper en cas de déraillement vocal, et peut régler le ton de la musique en fonction de votre voix.

Au Japon, le phénomène a été foudroyant : 420 000 établissements sont équipés en karaoké, un japonais sur deux vient y chanter régulièrement. Les divers fabricants de matériel (Matsushita, Nikodo, entre autres) sont dominés par le géant Pioneer, qui se

dit « numéro un » mondial du karaoké et détient plus de 50 % du marché au Japon. Une installation comprend un lecteur de disques simple ou complexe (la Rolls du genre peut charger automatiquement jusqu'à 50 disques, soit 500 à 600 chansons), des écrans de télévision, des enceintes acoustiques, et coûte au minimum 25 000 F. On peut aussi dépenser dix fois plus, pour avoir ce qu'il y a de mieux dans le genre : de toute façon, l'investissement est sans commune mesure avec celui d'un night-club, qui se chiffre aisément à plus de 4 millions de francs. Si l'on considère qu'un passage bien négocié au karaoké peut doubler le chiffre d'affaires d'un simple brasserie, on comprend qu'il y ait aujourd'hui déjà 3 500 établissements équipés en France, toutes gammes confondues. Parce qu'il y a des karaokés luxueux et des minables aussi, bricolés à l'économie et voués à l'échec.

**L'**UN des plus chics de Paris est le Star Planet, dans la galerie Point Show, au 66 des Champs-Élysées. Il est tout neuf, sur deux niveaux, très bien équipé, et la clientèle est plutôt jeune, entre le populaire habillé et le néo-minet. Des groupes de copains se lancent des défis, des petits couples se regardent les yeux dans les yeux, *I Can't Live Without You*, comme Sandrine, qui se lance à l'assaut d'un sommet des Queen réputé très casse-gueule, *Bohemian Rhapsody*, ou Patrick, qui empoigne le redoutable *Envoie-moi*, de Jean-Jacques Goldman.

Les consommations alcoolisées sont à 60 francs pour le premier verre et 40 francs pour les suivants. Dans l'euphorie, entre le comique involontaire et la sympathie, il y a quelques suivants, bien que le karaoké ne soit pas un endroit où l'on vienne pour boire. Les Japonais ont même publié une étude montrant que le karaoké réduisait la consommation d'alcool en déstressant les sujets qui d'ordinaire s'y adonnent. Les téléviseurs mélangent habilement

les images de clips et celles de la personne en train de chanter, qui peut, pour 60 francs, repartir avec « sa » cassette, celle où elle est brièvement starifiée.

Dans un registre tout différent et beaucoup plus modeste, le Petit Café de New York, 68, rue Mouffetard, dans le cinquième arrondissement de Paris, offre une cuisine italienne qui ne la ramène pas et une toute petite salle de cinquante-six places, où officie une animatrice blonde et solide comme une terre-neuve, qui dégage les bloqués et plonge pour sauver ceux qui se noient. Nathalie est professeure de maths dans le Val-de-Marne, et le karaoké est sa passion. Elle peut, si vous lui demandez, vous passer des clips « anciens » d'une ringardise bouffonne, comme celui de *L'Aigle noir* (un mime équivoque et peint en blanc battant des ailes dans une soupente) ou celui de *Comme d'habitude* (un quinquagénaire désespéré et presbyte lisant le journal au lit, dans un appartement sinistre, avec son épouse revêche et volumineuse). Mais, dans l'ensemble, ce petit karaoké est plus chaleureux que certaines grandes surfaces : on y entend plus de chansons françaises bien chantées.

Qui vient au karaoké ? A peu près tout le monde. Liliane, quarante-cinq ans, bijoutière, a découvert les joies de l'« orchestre absent » il y a plus de deux ans avec des amis, au Touquet. « Au début, on éprouve un mélange de timidité et de plaisir à s'entendre chanter. Le narcissisme y trouve son compte, et on peut exprimer ses émotions sans se sentir jugé. A travers les chansons des autres, sans doute, ce n'est pas du sur-mesure, juste du prêt-à-porter, mais on se sent mieux après. Pendant aussi. »

Françoise, trente-huit ans, enquêtrice, a fait sa première expérience à Marseille, mais sans être novice. « J'ai toujours aimé chanter. Quand j'étais petite, je chantais sur scène, j'ai gagné un radio-crochet à dix-sept ans. A dix-huit ans, je chantais aux terrasses des cafés avec mon frère. Je n'ai aucun trac. Au karaoké, j'aime l'ambiance noces et banquets

d'autrefois, mais avec des gens beaucoup plus jeunes, j'ai le syndrome du micro, j'adore les micros : dans les manifs, j'en trouve toujours un. Le karaoké, c'est un endroit pour se retrouver, les gens sont plus actifs que dans un café ou un restaurant et c'est plus bon enfant que dans les boîtes. Ici, on ne drague pas, on vient avec ses potes et on s'en fait d'autres. »

Laurence Grandin, trente-cinq ans, a commencé par chanter sur scène les opérettes d'Offenbach, puis elle a vu que le premier karaoké installé en France - le Stars de demain - cherchait un animateur, et elle s'est présentée. Il y a quatre ans et demi. Depuis, le Stars de demain a fermé ses portes, mais Laurence a gardé son fichier clients, qui comporte près de 2 500 noms, et s'est installée dans deux endroits, au Roi de la bière, à Saint-Lazare, les week-ends, et au Saxo, un night-club rue Brantôme, dans le quartier des Halles, le lundi. « J'ai tout fait, les soirées à thème, une soirée mexicaine, par exemple, ou une soirée horreur. J'ai installé le karaoké dans le salon des particuliers, pour un anniversaire, ou dans les salons de l'Hôtel Royal à Deauville. Je n'ai jamais raté une soirée. C'est impossible. Les gens adorent chanter, il faut les aider à oser. Je fais du karaoké très convivial, le premier qui se moque monte sur scène. » Et comme tout le monde n'est pas doué, tant s'en faut, elle donne des cours de chant, le samedi, et a lancé la Casserole d'or, un prix récompensant le mauvais chanteur le plus drôle de la soirée.

**A** Versailles, Pierre Silksik est à la tête du Bryan's Pub, un karaoké élégant, rue de Satory. La clientèle, en moyenne, est âgée de vingt-cinq à quarante ans, avec un peu de teenagers et quelques papy's. Beaucoup d'ingénieurs ainsi que des militaires du camp de Satory, des gradés, des généraux même. « La convivialité est formidable. On peut se mettre à chanter avec de parfaits inconnus. C'est bien plus important qu'une boîte, où l'on est dominé par la musique, le bruit, ici, vous êtes la vedette d'un soir. J'ai un club de quarante-deux membres et un prof de chant qui donne des cours gratuits. Et on se rencontre : je compte déjà sept mariages nœuds ches moi et je suis parrain de quatre enfants... »

M. Silksik a déjà organisé, avec l'aide de Pioneer (pour qui l'esprit karaoké est presque une philosophie) un concours interclubs dans diverses régions de France, puis des finales interrégionales et une grande finale à Bobino. Le Bryan's Pub a pris la première, la quatrième et la septième place. Ces « Rencontres nationales de karaoké » connaîtront une prochaine édition en octobre 1996. « Nous voulons aller plus loin, faire une fédération. » Pourquoi pas ? Le karaoké est peut-être en train de dégeler en douceur la banquise sociale française.

Tout le monde ne voit pas la chose d'un œil si amusé. Un homme d'affaires britannique à Singapour, M. French, qui détestait le karaoké, dinant avec des amis, se demanda ce qui pourrait représenter pour lui le comble de l'abomination et de la bêtise : « Une chaîne câblée diffusant du karaoké 24 heures sur 24. » Excellente idée, lui dit un des convives. Très cyniquement, M. French tint le pari. lança sa chaîne. Elle arrose aujourd'hui un milliard d'humains en Asie.

Michel Braudeau



CROQUIS DE NOËLLE HERRENSCHMIDT

هكذا من الإبل



Jeudi 150

# Décembre 1995

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde dans lequel est rapporté l'événement cité

## INTERNATIONAL

1. - OTAN : après la démission, le 20 octobre, de Willy Claes, compromis dans l'affaire Agusta, Javier Solana, ministre espagnol des affaires étrangères, lui succède comme secrétaire général (3-4).  
2. - SRI LANKA : l'armée sri lankaise annonce la chute de Jaffna, la « capitale » des Tigres de l'Éelam tamoul (LITE) depuis 1990 (3-4, 5, 7).  
3. - TAIWAN : lors des élections législatives, le Kouomintang, au pouvoir depuis 1949, remporte 45,3 % des suffrages, soit 85 sièges (-5) sur 164 à pourvoir à la Chambre basse, contre 54 (+5) au Parti démocratique progressiste, indépendantiste, et 21 (+17) au Parti chinois, composé de transfuges du KMT et favorable à une réconciliation avec Pékin (5).  
4. - CORÉE DU SUD : l'ex-général président Chun Doo-hwan (1979-1988) est arrêté pour avoir porté atteinte à l'ordre constitutionnel avec le coup d'État militaire du 12 décembre 1979, qui suivit l'assassinat du dictateur Park Chung-hee, et pour sa responsabilité dans le massacre de Kwangju en mai 1980 (200 morts). Le 5, l'ex-président Roh Tae-woo (1988-1992), démis depuis le 16 novembre, est inculpé de corruption pour avoir perçu 369 millions de dollars de pots-de-vin en échange de la concession de contrats. Le 21, les deux anciens présidents sont inculpés de meurtre pour avoir mené le coup d'État de décembre 1979 (5, 7, 8, 18, 20, 22, 30).  
5. - OTAN : lors de la réunion à Bruxelles des ministres de l'Alliance atlantique, Hervé de Charette, ministre français des affaires étran-

gères, annonce que la France réintègre le comité militaire de l'Organisation, qu'elle avait quitté en 1966 (6, 7, 8, 26).  
6. - ENVIRONNEMENT : réunis dans la capitale autrichienne, les délégués des 150 pays signataires de la convention de Vienne de 1985 sur la protection de la couche d'ozone établissent un calendrier pour la suppression des substances qui la menacent. Du 11 au 15, les experts de l'ONU, réunis à Rome, examinent le rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), reconnaissent la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique (7, 9, 14, 17-18).  
7. - ÉGYPTE : au second tour des élections législatives, marquées par la violence (42 morts et une cen-

taine de blessés) et par des irrégularités, le Parti national démocratique (PND), du président Hosni Moubarak, remporte près de 97 % des sièges, avec 317 des 444 mandats en jeu, auxquels s'ajoutent les 113 élus « indépendants » qui lui sont favorables (7, 8, 9).  
8. - PROCHE-ORIENT : Yigal Amir, l'assassin du premier ministre israélien Itzhak Rabin, le 4 novembre, à Tel-Aviv, est inculpé de meurtre avec préméditation (3-4, 5, 6, 7, 20).  
9. - FRANCE-ALLEMAGNE : lors du sommet franco-allemand de Baden-Baden, le chancelier Helmut Kohl apporte son soutien à Jacques Chirac et au gouvernement français pour leurs efforts de consolidation budgétaire et de réduction des déficits publics. Renforçant leur coopération en matière de défense, Paris et Bonn décident de coopérer au développement de deux systèmes d'observation spatiale (9).  
10. - PROCHE-ORIENT : pour la première fois depuis l'assassinat d'Itzhak Rabin, son successeur au poste de premier ministre israélien, Shimon Pérès, rencontre Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne, et annonce la libération de 1 000 prisonniers pales-

tiniens. Conformément aux accords de Taba, ratifiés à Washington le 28 septembre, les Israéliens évacuent, le 11, la ville palestinienne de Naplouse (Cisjordanie), après vingt-huit ans d'occupation, puis, le 21, celle de Bethléem, où Yasser Arafat assiste, le 24, dans la basilique de la Nativité, à la messe de minuit. Le 26, les Palestiniens se déploient dans cinq villages de la région d'Hébron, en Cisjordanie, évacués la veille par les Israéliens. Le 27, alors que s'ouvrent à Wye Plantation (Maryland, États-Unis) les négociations de paix entre Israël et la Syrie, les Israéliens évacuent la ville de Ramallah, achevant ainsi une phase-clé de l'accord d'autonomie (10-11, 14, 19, 22 à 30).  
11. - RWANDA : après dix mois d'investigation, le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) lance les premières inculpations concernant le génocide. Le même jour, le conseil de sécurité de l'ONU proroge jusqu'au 8 mars 1996 le mandat de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minurwa) (8, 9, 10-11, 14).  
12. - CHINE : accusé d'avoir cherché à « renverser le gouverne-

ment », le dissident chinois Wei Jingsheng est condamné à quatre ans de prison. Il fait appel de sa condamnation le 16 (14, 15, 16, 17-18).  
13. - UNION EUROPÉENNE-TURQUIE : par 343 voix pour, 169 contre et 9 abstentions, le Parlement européen ratifie l'union douanière avec la Turquie, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996 (12, 14, 15).  
14. - UNION EUROPÉENNE : le sommet de Madrid baptise « euro » la future monnaie unique, et fixe à l'unanimité la date de son lancement au 1<sup>er</sup> janvier 1999, et au 29 mars 1996 le démarrage de la conférence intergouvernementale chargée de réformer les institutions de l'Union. Les Quinze s'entendent également sur la procédure d'élargissement à l'Est (15, 16, 17-18, 19).  
15. - AUTRICHE : avec 38,3 % des voix (+3,4 %), le Parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier Franz Vranitzky sort renforcé des élections législatives anticipées. Le Parti populaire (ÖVP, conservateur) de Wolfgang Schuessel, avec 28,3 % (+0,6 %), ne réalise

## Signature à Paris du plan de paix sur la Bosnie

Le 6, Jacques Chirac, lors d'un entretien téléphonique avec le président serbe Slobodan Milosevic, « somme » la Serbie et les Serbes de Bosnie de libérer les deux pilotes, Frédéric Chiffot et José Souvignat, disparus le 30 août, faute de quoi la France en « tirerait toutes les conséquences ».  
Les 8 et 9, la conférence de Londres sur l'application de l'accord de paix en Bosnie est dominée par le sort des pilotes français. Les cinquante-deux participants s'accordent sur le nom de Cad Bldir, ancien premier ministre serbe, pour être le « haut représentant » de l'ONU coordonnant les aspects civils du rétablissement de la paix.

Le 12, les Serbes de Bosnie votent « non » à plus de 96 % lors d'un référendum sur les dispositions de l'accord de Dayton prévoyant que l'ensemble de Sarajevo passe sous l'autorité de la Fédération croato-musulmane.  
Le 12, après cent quatre jours de détention par les Bosno-Serbes, Frédéric Chiffot et José Souvignat sont libérés. Jacques Chirac remercie Slobodan Milosevic et Boris Eltsine et affirme qu'aucune contrepartie n'a été accordée.  
Le 13, par 69 voix contre 30, le Sénat américain autorise l'envoi de 20 000 soldats en Bosnie, dans le cadre de la force de paix de l'OTAN.

Bosnie, transmet son autorité à l'IFOR (Implementation Force, 63 000 hommes), qui, sous le commandement de l'amiral américain Leighton Smith, chef de l'OTAN en Europe du Sud, doit faire appliquer, au besoin par la force, les dispositions militaires de l'accord de paix.  
Les 20 et 21, lors de la première conférence internationale sur la reconstruction de la Bosnie, à Bruxelles, sous l'égide de l'Union européenne et de la Banque mondiale, une première enveloppe de 2,5 milliards de francs est dégagée pour financer les programmes prioritaires (2 à 20, 22, 23, 26 à 30).

## FRANCE

4. - SPORTS : Guy Druet, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, annonce que le stade en construction à Saint-Denis pour accueillir plusieurs matches de la Coupe du monde de football de 1998, s'appellera le Stade de France (2, 6).  
5. - NOYADES : une brusque crue du Drac, à Saint-Georges-de-Commiers (Isère), à la suite d'un lâcher d'eau opéré par l'EDF sur deux barrages, provoque la mort de six enfants et d'une monitrice (6, 8).  
6. - ENTREPRISES : lancement de la privatisation de Pechiney au prix de 187 francs l'action. La vente du groupe ne rapporte que 3,8 milliards de francs à l'État qui doit conserver 12 % du capital du groupe (6, 7, 10-11, 14, 16, 20).  
7. - AFFAIRES : le directeur général de Bouygues Telecom, Patrick Lelu, est mis en examen pour « corruption active, abus de biens sociaux, faux et usage de faux » dans une affaire de fausses fac-

tures dans le cadre du marché de la Très Grande Bibliothèque en 1992. Le 22, le PDG du groupe, Martin Bouygues, est mis en examen pour « abus de biens sociaux » et placé sous contrôle judiciaire, ainsi que Pierre Botton, pour « recel », dans le cadre de l'information judiciaire lancée le 25 août 1994 sur les comptes bancaires ouverts en Suisse par le gendre de Michel Noir, ancien maire de Lyon (7, 9, 20, 21, 22, 23, 24-25).  
8. - JUSTICE : la cour d'assises de Seine-Maritime condamne à la réclusion à perpétuité Vladimir Ilitsky, commandant ukrainien du porte-conteneurs MC-Ruby, ainsi que son second, Valéry Artemenko, pour avoir jeté sept passagers clandestins à la mer. Les trois matelots exécutants sont condamnés à vingt ans de réclusion criminelle (2, 5, 8, 9, 12).  
9. - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES : la gauche emporte 5 des 7 circonscriptions à pourvoir.

Le 17, Nicole Ameline (UDF-FR), ancien ministre d'Alain Juppé, est réélu de justesse dans le Calvados (1, 2, 5 à 12, 15, 19).  
10. - LOGEMENT : la commission d'experts installée en août par le ministre de l'Équipement pour étudier le domaine privé de la Ville de Paris, Jean-François Monnet, annonce la mise en vente d'une partie de ce patrimoine, le reste étant transféré aux organismes sociaux (14).  
11. - FURIANI : à l'issue du procès en appel de la catastrophe de Furiani, le 5 mai 1992 (17 morts et plus de 2 300 blessés), le tribunal de Bastia retient la responsabilité pénale du représentant de l'État, Raymond Le Deun, directeur de cabinet du préfet de Haute-Corse, mais pratique un nivellement des peines. Seul Jean-Marie Boimond, directeur de la société constructrice des gradins, est condamné à deux ans de prison ferme (15).  
12. - ÉLECTIONS MUNICIPALES DE JUIN : le tribunal administratif de Nice annule l'élection de Jean-Marie Le Chevallier, maire (FN) de Toulon (Var), et décide son inéligi-

bilité en tant que conseiller municipal pour un an. Le 21, le tribunal administratif de Marseille annule l'élection de Jean-Jacques Anglade, maire (PS) de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), et prononce l'inéligibilité pour un an de Bruno Mégret (FN) (14, 17-18, 23).  
13. - TERRORISME : après le tollé provoqué par le décret autorisant la gendarmerie à créer des fichiers régionaux recensant les « opinions politiques » des terroristes, de leurs relations et de leurs victimes, le gouvernement prend la décision d'abroger ce texte (16, 17-18, 23).  
14. - POLICE : la Fédération autonome des syndicats de police obtient 42,43 % des voix aux élections professionnelles dans le corps de maîtrise et application, contre 23,4 % à Alliance et 7,5 % au Front national police, et 5,8 % pour la Fédération professionnelle indépendante de la police (extrême droite) (17-18, 19, 20).  
15. - POLICE : Claude Cancès, patron de la police judiciaire parisienne, et Ange Mancini, numéro deux de la direction centrale de la

police judiciaire, sont limogés. Ils sont remplacés respectivement par Olivier Foll, ancien chargé de mission au cabinet d'Edouard Balladur à l'Hôtel Matignon, et Louis Kerbœuf, actuel patron du SRJ de Marseille (21, 22).  
16. - PRESSE : alors que le personnel de Libération a approuvé, la veille, à 57,7 %, le plan social, l'inspection du travail demande d'en recommencer toute la procédure (1, 2, 5, 7, 12, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 28).  
17. - PRESSE : alors qu'en un an la vente au numéro du Monde a progressé de 8,8 %, huit actionnaires représentant les secteurs de l'économie sociale font leur entrée dans le capital du quotidien, lui permettant de renforcer ses capitaux propres de 32,25 millions de francs et de disposer en compte courant de 12,6 millions de francs supplémentaires (24-25).  
18. - SECTE : seize cadavres calcinés (dont ceux de trois enfants) de membres de la secte de l'Ordre du Temple solaire sont retrouvés près de Saint-Pierre-de-Chêrennes

(Isère). Le 24, le procureur de la République de Grenoble ouvre une information judiciaire pour « association de malfaiteurs et assassinats » (23 à 29).  
19. - NUCLEAIRE : la France procède sur l'atoll de Mururoa à son cinquième tir nucléaire, qui, comme les précédents, suscite une vague de réprobation (29 à 31-32).  
20. - ÉPARGNE : le gouvernement annonce une série de mesures incitant les ménages à consommer et prévoyant le déblocage de l'argent épargné sans perte des avantages fiscaux (29, 30).  
21. - AFFAIRES : dans l'affaire des Ciments français, André Lévy-Lang, président de Paribas, est mis en examen pour complicité de diffusion de fausses informations et complicité de présentation de documents inexacts (30).  
22. - VOIEUX : affirmant que les espoirs suscités par son élection « ne seront pas déçus », Jacques Chirac, à l'occasion de la présentation de ses vœux, se dit résolu à réformer la France dans le « dialogue » et la « concertation » (31-32, 33-34, 35-36).

## CULTURE

6. - Le conseil municipal d'Orange (Vaucluse) adopte une convention liant la ville à l'association des Chorégraphes (festival d'art lyrique), pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996. Elle entérine le désengagement de la ville et satisfait en partie les revendications du maire, Jacques Bonnard (FN) (8).  
7. - Le directeur du Musée du Louvre, Pierre Rosenberg, est élu à l'Académie française, au fauteuil d'Henri Gouhier (9).  
8. - Décès de Robert Manuel, comédien, ancien secrétaire de la Comédie-Française, à l'âge de soixante-dix-neuf ans (14).  
9. - Alain Juppé, maire de Bordeaux, renonce au limogeage annoncé le 28 novembre, d'Alain Lombard, directeur du Grand Théâtre de Bordeaux et de l'Orchestre national de Bordeaux-Médoc, et ce dernier renonce au procès qu'il voulait intenter à la ville pour licenciement abusif (14).  
10. - Décès du comédien Henri Virlogeux, à l'âge de soixante et onze ans (21).  
11. - Décès du philosophe Emmanuel Levinas, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans et du comédien et chanteur américain Dean Martin, à l'âge de soixante-dix-huit ans (26, 27).  
12. - Décès du dramaturge allemand, Heiner Müller, à l'âge de soixante-dix ans (31-32).

La présentation du plan Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, le 15 novembre, provoque l'arrêt du travail à la SNCF (24 novembre) et à la RATP (28 novembre), tandis que le mouvement universitaire entre dans sa huitième semaine de conflit.  
Le 2, 2 000 usagers des transports en commun manifestent à Paris à l'appel du RPR. La CGT et FO appellent à la généralisation de la grève.  
Le 4, après avoir rencontré le 3 François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, les étudiants décident la poursuite de leur mouvement.  
Le 4, alors que le gouvernement organise des transports de substitution à Paris et en Ile-de-France, la quasi-totalité des centres de tri postal, ainsi que France Télécom, sont gagnés par la grève. Le mouvement se durcit dans la fonction publique, la santé, la météo et l'énergie, tandis que les grévistes d'EDF-GDF mettent les usagers au tarif de nuit.  
Le 5, 520 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur, 800 000 selon les organisateurs, manifestent à Paris et en province dans 247 défilés. Alain Juppé, à l'Assemblée nationale, répond à la motion de censure déposée par le groupe socialiste en précisant que « la France n'a le choix qu'entre le chan-

gement ou le déclin ». Il maintient son plan de réforme de la Sécurité sociale, propose une « concertation » sur les régimes spéciaux de retraite et annonce que la réforme fiscale prévue pour 1996 est repoussée. Le soir même, dans une allocution radiotélévisée, il appelle à la mobilisation pour réunir les syndicats réagissant négativement à ces deux discours.  
Le 7, alors que les enseignants entrent dans le mouvement, que plusieurs villes de province sont paralysées par la grève des bus et que le trafic aérien est perturbé, M. Juppé fait un geste en direction des grévistes en chargeant Jean Mattéoli, président du Conseil économique et social, d'une mission sur le contrat de plan État-SNCF.  
La détermination des opposants au plan Juppé se traduit par des manifestations partout en France, parfois plus massives qu'en mai 1995. Plus d'un million de personnes défilent dans tout le pays. Avec 16 000 manifestants, Paris fait comparativement pâle figure.  
Le 8, rencontrant les syndicats de cheminots, Jean Mattéoli confirme le report de la signature du contrat de plan, prévu pour le 13 décembre.  
Le 9, seule FO, réclamant toujours une négociation globale avec M. Juppé, ne répond pas à l'invitation de Jacques Barrot, ministre

des affaires sociales, qui s'entretient avec les autres syndicats.  
Le 10, sur France 2, souhaitant que la « France soit un pays sérieux et heureux », Alain Juppé tente de désamorcer le conflit social en proposant un « sommet social », en renonçant à remettre en cause l'âge de la retraite des conducteurs de train et de métro et en suspendant le contrat de plan à la SNCF ainsi que les travaux de la commission Le Vert, chargée de la réforme des régimes spéciaux des salariés du public. Tandis que la CFDT, la CFPC et la CFE-CGC se félicitent de l'annonce du « sommet social », la CGT et FO continuent de réclamer une « négociation globale » avec le premier ministre, sans, toutefois, faire du retrait du plan Juppé un préalable.  
Le 11, après deux jours de bataille rangée autour du siège de la direction, et une dernière nuit de négociations avec les délégués des mineurs, les Houillères du bassin de Lorraine (HBL) accordent une prime de fin d'année, une augmentation de salaire et une journée de congé supplémentaire.  
Le 12, alors que devant l'Assemblée M. Juppé confirme l'entrée en application de la réforme de la Sécurité sociale et n'accepte la « concertation » que sur des modalités d'application, deux millions de manifestants défilent, à l'appel de la CGT, de FO et de la Fédération

syndicale unifiée (FSU), dans 270 cortèges.  
Le 13, alors que des doutes s'expriment au RPR et à l'UDF, Jacques Chirac, devant le conseil des ministres, réaffirme sa confiance au gouvernement, et déclare qu'il n'y a pas d'« autre politique ».  
Alors que le gouvernement et Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, accusent les grévistes de « politiser » le conflit, M. Juppé convoque un sommet social pour l'emploi le 21, auquel participeront les organisations syndicales ainsi que le patronat. Mais la CGT continue à réclamer le « retrait » du plan Juppé sur la Sécurité sociale et FO une « négociation globale ».  
Le 15, Jean Bergougnoux, président de la SNCF, présente sa démission. Il est remplacé, le 21, par Loïc Le Floch-Prigent.  
Le 16, tandis que le trafic commence à redémarrer à la SNCF, plus d'un million de personnes, au sein de 165 cortèges, manifestent à Paris et en province, à l'appel de la CGT, de la FSU et de FO.  
Le 17, à l'appel de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), de la Fédération des médecins de France (FMF) et du syndicat de la médecine libérale (SML), les médecins libéraux manifestent à Paris contre le « rationnement des soins ».  
Dans l'émission « 7 sur 7 » sur

TF 1, M. Juppé exprime sa « compréhension » du mouvement du, selon lui, à la crainte qu'éprouvent les Français face à un avenir incertain, et appelle à la « réconciliation ». N'entendant pas renoncer à son plan sur la Sécurité sociale, il veut « aller de l'avant » sur « le fond, les principes et les orientations » de la réforme. Il indique en outre que le sommet de Matignon du 21 portera sur l'emploi et le temps de travail, et non sur les salaires.  
Le 18, au 25<sup>e</sup> jour de grève, la reprise du travail se confirme à la SNCF et à la RATP. Seuls les tramways de Marseille poursuivent leur mouvement.  
Le 21, alors que plusieurs manifestations ont lieu en province et à Paris, où les organisations exclues du sommet social mènent le cortège, la réunion des partenaires sociaux à l'Hôtel Matignon n'aboutit pas à un véritable accord sur les objectifs et le calendrier présentés par le premier ministre, qui entend prolonger le dialogue social par trois rendez-vous d'ici à l'été 1996 sur le soutien à la croissance, l'insertion professionnelle des jeunes et l'aménagement du temps de travail (2 à 11/1).

Dossier réalisé par Maryvonne Roche, assistée de Jeanne de Beaufort



*Le Monde est édité par la SA Le Monde*  
Durée de la société: cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social: 885 000 F. Actionnaires: Société civile « Les Rédacteurs du Monde ».  
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Monde Entreprises: Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Jeune Presse, Le Monde Provoysa.

**REDACTION ET SIEGE SOCIAL: 15, RUE FAUGUETTES 75001 PARIS CEDEX 15**  
Tél.: (0) 46-45-25 25 Télécopier: (0) 46-45-25-49 Télax: 206 806 F  
ADMINISTRATION: 1, place Hubert-Beuve-Méry 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél.: (0) 46-45-25 25 Télécopier: (0) 46-40-30-19 Tlx: 301 30 F

*Suite de la première page*

## LE TEMPS DU COMPROMIS

## REVUE DE PRESSE

## RECTIFICATIF

L'Allemand Franz-Josef Gall, fondateur de la phrénologie (ou « cranioscopie »), né à Tiefenbronn (Bade) en 1758, est mort à Montrouge en 1828, et non en 1727, comme nous l'avons écrit par erreur dans la légende d'une illustration consacrée à cette discipline, publiée dans *Le Monde* du 21 décembre et tirée du cours de phrénologie de François Broussais (1772-1838).

**Sylvie Kauffmann**

se n'y échappent

## L'AVIS DU MÉDIATEUR

*par André Laurens*

17

هكذا من الأصل



**MÉTAUX** Les cours du cuivre ne cessent de plonger depuis plusieurs semaines sur le marché londonien des métaux (London Metal Exchange). Vendredi 5 janvier, ils ont atteint 2 555 dollars

la tonne dans les contrats à trois mois, le plus bas niveau depuis quatorze mois. **LES INVESTISSEURS**, qui avaient spéculé à la hausse, se retrouvent piégés. Le ralentissement économique mondial

et la surproduction prévisible du métal rouge, avec l'ouverture de nouveaux gisements miniers, pèsent sur les prix. **LE GROUPE SUD-AFRICAIN** Anglo-American Corporation, confronté à la

récente fusion RTZ-CRA, a entamé des négociations avec le gouvernement zambien pour reprendre l'exploitation de cuivre dans ce pays. Il l'avait quitté en 1981. **LE CHILIEN CODELCO**, pre-

mier producteur mondial, a déposé plainte contre son ancien responsable des transactions sur le cuivre, accusé de malversations, avec la complicité de courtiers internationaux.

## La chute des cours du cuivre illustre le ralentissement économique mondial

Le prix du métal rouge a atteint son plus bas niveau depuis quatorze mois. L'ouverture de nouveaux sites d'exploitation au Chili et en Asie-Pacifique fait craindre une crise de surproduction

ALORS QUE les marchés boursiers flambent, celui des métaux non ferreux, lui, déprime. En ce début d'année, les séances du London Metal Exchange (LME), la place mondiale des négociations pour les métaux, tournent au cauchemar. Les investisseurs, qui, à l'automne, hésitaient encore sur l'évolution de l'économie, se sont désormais forgé un avis : le ralentissement de l'activité enregistré au cours des deux derniers trimestres ne peut que se prolonger. « Il n'existe aucun signe

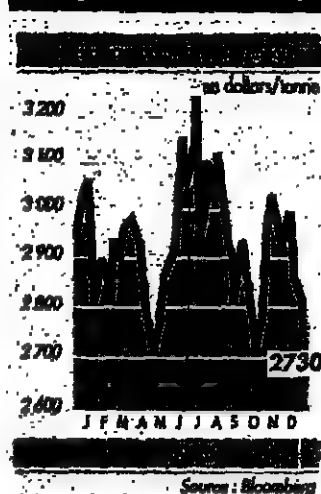
précurseur de redémarrage de l'économie mondiale pour l'instant. Tout est joué pour le premier semestre », affirme un courtier, au vu des engagements pris sur le marché.

Véritable boussole du LME, le cuivre est le plus atteint. Les cours du métal rouge ont perdu en moins d'un mois plus de 300 dollars. A 2 555 dollars la tonne, vendredi 5 janvier, dans les contrats à trois mois et 2 730 dollars au jour le jour, ils sont à leur plus bas niveau de-

puis quatorze mois. Les investisseurs ont pu voir la montée des stocks, d'abord lente, s'accroître ces derniers temps. A Singapour, Rotterdam, Hambourg, les entrepôts du LME ont enregistré 18 000 à 20 000 tonnes de cuivre supplémentaires chaque semaine. Au dernier relevé hebdomadaire, les stocks s'élevaient à 315 175 tonnes. C'est loin des sommets du début de 1994, où les stocks de cuivre du LME atteignaient plus de 600 000 tonnes, mais c'est le double des niveaux de juillet 1995.

Cette évolution du cuivre a pris de nombreux opérateurs de courtage par surprise. A l'ouverture de fonds d'investissement américains, qui avaient misé sur la baisse des Y&E, des sociétés européennes paraissent encore sur la hausse cet automne. Tout le monde s'attendait à ce que les stocks en Europe soient bas, les livraisons attendues de Russie n'arrivaient pas, le cuivre se faisait rare. Choisissant d'ignorer les signes du ralentissement économique comme la montée des stocks aux Etats-Unis, elles ont multiplié les achats de métal rouge. En octobre, au moment où les premiers contrats à terme arrivaient à échéance, le cuivre baissait. Beaucoup, croyant à la remontée

### La déprime du métal rouge



Source : Bloomberg

des cours, ont préféré reporter leur position. « Ces reports vont arriver à nouveau à échéance lors de la troi-

sième semaine de janvier. Il pourrait y avoir des pertes sanglantes pour certains », prédit un intervenant sur le marché.

Désormais, les opérateurs ne peuvent plus miser sur une reprise. Le cuivre, utilisé notamment dans le bâtiment, les fils, les tubes, les câbles électriques et téléphoniques, ne fait plus recette. « La demande n'est pas là », explique un responsable du groupe belge Union minière. Au dernier trimestre 1995, les producteurs et transformateurs de cuivre ont vu leurs commandes européennes baisser de 10 %, 20 %, parfois 50 %, comme sur certains marchés de téléphonie en France.

### MENACES DE SATURATION

Aucune éclaircie ne se profile à l'horizon. La demande en Europe comme aux Etats-Unis devrait stagner tout au long du premier semestre. La consommation de cuivre en Asie, qui avait explosé ces dernières années, est elle aussi en train de se stabiliser. Après avoir connu dans cette région des hausses de 8 à 10 % par an, les analystes prévoient au mieux une croissance de 4 à 5 % en 1996.

Dans le même temps, de nouveaux gisements miniers de cuivre

sont sur le point d'être mis en exploitation. Le Chili, premier producteur de minerai de cuivre - qui lui procure près de 60 % de ses recettes en devises - compte ouvrir plusieurs sites entre 1996 et 1997. En Indonésie, en Australie, de nouvelles exploitations vont démarrer. Sans compter que les mines déjà en service réalisent en ce moment de considérables gains de productivité et augmentent leur rendement grâce aux progrès technologiques.

Selon des experts, 500 000 tonnes supplémentaires devraient s'ajouter, dans les deux ans à venir, aux 11 millions de tonnes actuellement produites. La consommation, elle, devrait se stabiliser autour de 11,2 millions de tonnes. Comme le souligne un bureau d'études londonien, le Copper Briefing Service, le marché du cuivre, hier en déficit, est aujourd'hui menacé de saturation pour un long moment. Ne croyant pas à une forte reprise de la demande, certains analystes s'attendent à voir le cours du métal rouge languir autour de 2 450 dollars la tonne pendant les prochains mois. Quelques-uns n'excluent pas un effondrement.

Martine Orange

### La Codelco poursuit des courtiers

La Codelco, premier producteur mondial de cuivre, est en train de faire des vagues dans le monde des matières premières. Le groupe public chilien vient d'entamer une action en justice contre Juan Pablo Davila, son ancien responsable des transactions boursières sur le cuivre, accusé d'être à l'origine d'une perte de 173 millions de dollars (865 millions de francs) pour le groupe en 1993.

Au début, la Codelco avait pensé qu'il s'agissait de mauvaises positions prises sur le marché des futures, comme le lui avait expliqué M. Davila. Après deux années d'enquête, la réalité s'est révélée bien différente. M. Davila aurait détourné des millions de dollars par le biais de contrats à prix fixes passés avec plusieurs courtiers qui lui auraient versé en contrepartie des pots-de-vin. Sogemin, filiale de courtage du groupe belge Union minière, et Metallgesellschaft Corp., filiale américaine de courtage du groupe allemand, figurent parmi les principaux accusés. Pour l'instant, ceux-ci se refusent à tout commentaire.

## Le groupe sud-africain Anglo-American convoite les mines de Zambie

LONDRES  
de notre correspondant  
dans la City

Confronté à la création récente de la première compagnie minière mondiale - RTZ-CRA, le groupe sud-africain Anglo-American Corporation, numéro deux du secteur, est passé à la contre-offensive. Les négociations en cours avec le gouvernement zambien pour l'exploitation d'une nouvelle mine de cuivre au potentiel considérable en sont la preuve.

Les pourparlers secrets qui se déroulent entre le président zambien, Frédéric Chiluba, et le président de l'Anglo-American, Julian Ogilvie Thompson, concernent la cession par la société d'Etat Zambia Consolidated Copper (ZCCM) du gisement de Konkola Deep. Les réserves de ce site sont estimées à 370 millions de tonnes de minerai, soit, compte tenu de sa teneur moyenne, environ 5 millions de tonnes de cuivre. Mais, à la lumière des coûts élevés

de ce projet cuprifère, énorme et prometteur, estimé à plus de 2 milliards de dollars, le groupe Anglo-American Corp. devra trouver des associés financiers.

Dans la foire d'empoigne que crée le projet de privatisation de la ZCCM, réclamée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, l'Anglo-American apparaît particulièrement bien placé.

### SITUATION DÉPLORABLE

Depuis la nationalisation de ses mines zambiennes en 1981, le groupe sud-africain détient toujours une participation minoritaire de 27,3 % dans la holding chapeautant la ZCCM et un droit de préemption dans le cas de cession des 60 % détenus par l'Etat. La situation déplorable de l'industrie du cuivre zambien, dont la production est tombée de 800 000 tonnes au début de la décennie à moins de 350 000 en 1994, joue en faveur de l'Anglo-American, dont le savoir-faire et le poids financier sont reconnus.

Mais les considérations politiques, internationales et nationales, limitent la marge de manœuvre du président Chiluba. La Banque mondiale s'est déclarée plutôt favorable à un « démantèlement progressif de la ZCCM et à la vente par appartements au plus offrant ».

A l'approche des élections présidentielles, prévues à la fin de l'année, le pouvoir craint d'être accusé de brader la richesse nationale au profit d'un conglomérat sud-africain qui, aux yeux des milieux nationalistes, demeure le symbole par excellence des milieux d'affaires blancs anglophobes.

Conclusion de Steve Oke, analyste auprès de Merrill Lynch International : « Mine souterraine profonde, Konkola Deep est certes un investissement à haut risque. Mais il s'agit d'un cuivre d'excellente qualité, d'un site qui serait, dit-on, l'un des tout premiers du monde et qui permettrait à l'Anglo-American de jouer enfin dans la cour des grands du cuivre. »

Marc Roche

## La vente par correspondance recule tandis que les hypermarchés progressent

LES VENTES des hypermarchés au mois de décembre ont enregistré le taux de croissance « le plus faible de la dernière décennie », à 0,02 %, selon l'indice de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FED). Mais malgré une baisse régulière du rythme de croissance tout au long de l'année, la consommation dans les hypermarchés a progressé de 2,15 % en 1995 (contre 1,4 % en 1994).

Cette bonne tenue de la grande distribution française confirme l'analyse de l'Institut du commerce et de la consommation

(ICC) publiée vendredi 5 janvier et intitulée « Professionnaliser les premiers prix, nouvel enjeu des relations industrie-commerce ». L'étude explique que la grande distribution s'est vite adaptée à la montée des chaînes à fortes remises (hard discount) en proposant un assortiment de premiers prix comparable à l'offre de ces nouveaux concurrents (environ 700 références). L'étude révèle qu'en l'espace de trois ans les premiers prix ont permis aux ménages français d'économiser environ 15 milliards de francs, dont 2 à 3 milliards pris sur la marge des

commerçants. Ce développement des premiers prix s'appuie surtout sur les petites et moyennes industries françaises, qui représentent 55 % des fournisseurs de la filière, contre 15 % pour les grandes entreprises françaises, et 30 % pour l'importation. Celle-ci est à 90 % en provenance des pays de l'Union européenne, avec une forte concentration sur la Belgique et l'Allemagne. Les premiers prix ne constituent plus un phénomène de mode. Selon l'étude de l'ICC, les consommateurs des années 90 sont des « caméléons » ou des « schizophrènes » parce qu'ils sont

susceptibles d'acheter aussi bien des produits très haut de gamme dans certaines catégories tout en optant pour le bas prix dans d'autres.

En ce qui concerne la vente par correspondance (VPC), une étude récente de la succursale de Roubaix-Tourcoing de la Banque de France montre que les ventes et les résultats de la VPC ont « fléchi » depuis la fin 1993, avec un chiffre d'affaires en baisse de 2,9 % de juillet 1994 à juin 1995, après deux exercices en hausse de 6,9 % et de 5 %. La Banque de France estime toutefois qu'il s'agit d'une « période de transition » en notant que la VPC a effectué en octobre 1995 une « percée », avec une progression des ventes de 5,7 % en valeur et de 4,3 % en volume, alors que les autres réseaux (supermarchés et hypermarchés, grands magasins, magasins populaires, succursalistes) perdaient en moyenne 15 %.

La situation financière du secteur reste saine. L'excédent brut d'exploitation global de la VPC a certes baissé en 94-95, à 4,6 % du chiffre d'affaires, contre 6,1 % l'année précédente, rejoignant ainsi celui des hypermarchés. Mais la VPC est largement moins endettée : ses charges d'intérêt ne représentent que 0,3 % du chiffre d'affaires, contre 0,8 % pour les hypermarchés et 2,8 % pour les grands magasins, et les établissements de crédit spécialisés de la VPC « prospèrent ».

M. O.

C. J. (avec AFP)

## L'Italie achève la privatisation de sa sidérurgie

APRÈS près de soixante ans de contrôle étatique, la sidérurgie italienne est sur le point de devenir totalement privée. L'Iva, le groupe public sidérurgique mis en liquidation, a annoncé, jeudi 4 janvier, qu'il allait céder le producteur de tubes Dalmine aux groupes privés Techint Finanziaria et Siderca (Argentine), tous deux contrôlés par la famille italienne Rocca.

Les acquéreurs ont offert de reprendre les 84,08 % qu'Iva détenait dans Dalmine pour 301,5 milliards de francs (environ 1 milliard de dollars). Ils ne devaient, toutefois, conserver à terme que 35,01 % du capital de Dalmine. Le Banco di Roma s'est engagé à prendre au moins 15 % des titres, tandis que le reste serait placé au-

près d'investisseurs privés. Dalmine étant coté à Milan, une OPA sera lancée par la suite sur les 16 % du capital encore dans le public.

Avec Dalmine, Siderca et la société mexicaine Tamsa, le groupe Rocca devrait devenir le premier producteur mondial de tubes en acier inoxydable, devant l'Allemand Mannesmann. Dalmine, qui se classe déjà au deuxième rang européen, a réalisé 1 600 milliards de francs de chiffre d'affaires l'an dernier et prévoit un bénéfice net de 25 milliards de francs. Le groupe, qui emploie 4 000 salariés, souffre cependant d'un endettement très élevé : 650 milliards de francs pour 400 milliards de fonds propres.

La vente de Dalmine marque pour Iva le quasi-achèvement de

son programme de désengagement de la sidérurgie. Aigullonée par la Communauté européenne, celle-ci a cédé en moins de deux ans le groupe Terni (acières spéciaux) à Krupp-Hoechst pour 600 milliards de francs, Iva Servizi Energie (production d'électricité) à Edison et EDF, et Iva Laminati Plati (acières plats) au groupe italien Riva.

La privatisation de la sidérurgie italienne aura rapporté 7 000 milliards de francs à l'Etat. Celui-ci a dépensé plus de 25 000 milliards de francs, au cours de ces quinze dernières années, pour remettre à flot la sidérurgie publique, et plus de 36 000 emplois ont été supprimés.

## EIFFAGE

Au cours du 2<sup>e</sup> semestre de 1995, un affaiblissement de la conjoncture s'est peu à peu affirmé dans la plupart des métiers du Groupe en France, et a conduit à des baisses d'activité par rapport aux prévisions établies antérieurement. Cette évolution s'est accompagnée d'une contraction des marges dans plusieurs branches du Groupe.

Dans ces conditions, et malgré la bonne tenue des résultats dans l'Électricité et la diminution marquée des pertes dans l'Immobilier, il est probable que les résultats d'ensemble du Groupe pour 1995, qui seront arrêtés par le Conseil d'Administration le 7 mars prochain, enregistreront une baisse modérée par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Cette situation n'affecte pas les perspectives de distribution d'EIFFAGE S.A.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## Revue des valeurs

Semaine du 2 au 5 janvier 1996

## PARIS

Indice CAC 40 + 2,44 %

## Reprise

LA TRÊVE des confiseurs est bien finie. La Bourse de Paris a débuté l'année sur les chapeaux de roue en gagnant 2,44 % en quatre séances seulement, lundi étant férié en raison du Jour de l'an. Au cours des deux premières séances de l'année et de la semaine, les valeurs françaises ont gagné 3,75 %, dans le sillage des autres places européennes. Pour l'occasion, la Bourse de Paris n'a pas été laissée pour compte. L'indice repassait au-dessus de la barre des 1900 points qu'il avait délaissée depuis le début du mois de novembre. Cette progression s'est effectuée en partie grâce au rebond du dollar, ce dernier progressant face à l'ensemble des devises et surtout, d'une façon spectaculaire, face au yen, ayant atteint son plus haut niveau depuis dix-neuf mois. L'espoir d'une solution rapide au conflit entre le

budget et la Maison Blanche a justifié en partie l'envol du billet vert. Cette hausse était jugée encourageante par les analystes, qui estiment que les mouvements du dollar au cours des premières séances de l'année donnent une indication de la tendance au cours du premier semestre.

Mais l'espoir a été de courte durée. Cette déception, associée aux prises de bénéfice, ainsi qu'au statu quo observé par les deux Instituts d'émission de part et d'autre du Rhin, a pesé sur les valeurs françaises, qui ont respectivement perdu 0,60 % jeudi et 0,70 % vendredi. Au cours de la dernière séance, la baisse a même avoisiné 1,3 %. Aux événements précédem-

ment cités s'est ajoutée la démission du premier ministre japonais. Les opérateurs craignent en effet que le successeur de Tomiichi Murayama ne rouvre les hostilités commerciales avec les États-Unis, qui avaient entraîné le billet vert à son plus bas historique au début de 1995. L'indice CAC 40 termine donc la semaine en hausse, à 1 917,72 points.

## MILAN (SUITE)

Pour en finir avec l'année 1995, la SBF-Bourse de Paris a publié, jeudi 4 janvier, les statistiques concernant l'activité au cours de l'année écoulée. Pour la deuxième année consécutive, la Bourse de Paris a franchi les 1 000 milliards

de francs de capitaux traités sur les actions françaises en termes de volume de transactions, mais le volume d'affaires total a reculé de 5,9 % par rapport à 1994 à 1 034,66 milliards de francs. Le volume quotidien moyen de transactions sur les actions françaises s'est élevé à 4,17 milliards de francs contre 4,4 milliards de francs en 1994. En dépit d'une conjoncture boursière morose, vingt-cinq nouvelles sociétés ont été introduites en Bourse. Mis à part les privatisations de la Seita, d'Usinor-Saclor et de Pechiney, dix-neuf entreprises ont joué la carte du second marché et trois valeurs étrangères ont été admises à la cote officielle.

Enfin, pour conclure, deux arrêtés du ministère de l'économie et des finances constituant l'acte de naissance officiel du « Nouveau Marché » ont été rendus publics vendredi. Le premier décret porte création du Nouveau Marché en vertu de la loi sur les Bourses de valeurs du 22 janvier 1988 ; le second a pour objet l'homologation du règlement 95-01 de la Commission des opérations de Bourse (COB). Ce règlement porte sur

l'information des investisseurs dans le cadre des appels publics à l'épargne des sociétés admises au Nouveau Marché. En outre, le collectif budgétaire adopté fin décembre prévoyait l'exonération de l'impôt de Bourse pour toutes les transactions réalisées sur les sociétés admises au Nouveau Marché. Ce dernier devrait être opérationnel dès le 14 février.

François Bostnavarion

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

Société	Nombre de titres échangés	Valeur en RF
Société Générale	2 678 691	
Carrefour	192 306	
BNP	1 602 971	
LMVH Moët-Hennessy	301 109	
Danone	610 601	
Alcatel Alsthom	1 043 640	
Banque Paribas	811 886	
Unibail	307 134	
SAF	620 524	
Alsa	911 860	
Paribas	1 091 213	
L'Air Liquide	341 751	
Michelin	1 459 298	

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Five-Life	10,1
UIC	9,8
CCM (ex CCMG)	9,7
Dassault Aviation	9,6
Geophysique	9,5
Radiofrance	9,4
Valloire	9,3
Esso	9,2
Matra-Hachette	9,1
CEP	9,0
Immoval France	8,9
Sodexo	8,8
Banque Paribas	8,7
Moulinex	8,6

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE	5-1-96	DIFF.
Bonigrain	2 829	+ 3,24
Danone	793	+ 0,29
Endesa Béghin-Sav	878	+ 4,52
Fromageries Bel	4 332	+ 0,27
LMVH	1 026	+ 0,99
Perrin-Ricard	287,20	+ 1,41
Remo-Combreux	165	+ 3,28
Saint-Louis	1 358	+ 5,38

ASSURANCES	5-1-96	DIFF.
AGF	1 60,20	+ 2,81
AXA	331,40	+ 0,21
CAN	180	+ 1,12
SCOR SA	194,50	+ 0,32
UAP	124,90	+ 2,88

BÂTIMENT ET MATÉRIEL	5-1-96	DIFF.
Bouygues	516	+ 5,48
Ciments français	149	+ 1,52
Colas	840	+ 0,21
Eiffage	743	+ 0,67
Eurotunnel	6,85	+ 1,83
CTM Entrepôts	331	+ 1,24
Imérial	594	+ 3,72
Jean Lefebvre	328	+ 0,93
Lafarge-Capelle	414,50	+ 0,88
Polysar	576	+ 0,46
SGE	110	+ 1,88

## TOKYO

Indice Nikkei + 4,06 %

## Au-dessus des 20 000 points

LA BOURSE de Tokyo a bien commencé l'année, encouragée par les espoirs de reprise économique et l'arrivée attendue d'un nouveau premier ministre à la place du socialiste Tomiichi Murayama. L'indice Nikkei a gagné 800,88 points, soit 4,06 % au cours de cette courte semaine, pour terminer à 20 669,03 points. La semaine dernière, il avait gagné 0,63 %.

Les transactions ont porté sur 434,3 millions de titres jeudi, où, au

cours d'une séance qui n'a duré que trois heures, l'indice Nikkei a gagné plus de 700 points. Vendredi, elles ont porté sur 752,6 millions de titres. Le marché avait reculé en début de séance mais s'est repêché à l'annonce de la démission du premier ministre, Tomiichi Murayama.

L'indice Nikkei, principal indicateur du marché, pourrait gagner 25 % pour atteindre 25 000 points à la fin de l'année en raison des espoirs de reprise économique et de la volonté du gouvernement d'aider les institutions financières à régler leur problème de créances douteuses. Au cours de cette semaine, les électriques, automobiles et autres valeurs exportatrices ont été en hausse en raison de la baisse du yen face au dollar.

Indices du 5 janvier : Nikkei, 20 669,03 (contre 19 868,15) ; Toxip, 1 632,03 (contre 1 577,50).

## NEW YORK

Indice Dow Jones + 1,26 %

## Mouvementée

WALL STREET a connu une première semaine de l'année mouvementée, soumise une nouvelle fois aux préoccupations budgétaires et aux tribulations du secteur de la haute technologie. L'indice Dow Jones a toutefois gagné 64,31 points, soit 1,26 %, à 5 181,43 points sur la période. Celle-ci a commencé mardi, après le long week-end du Nouvel An, sur un gain d'une soixantaine de points, grâce aux perspectives de poursuite du recul des taux d'intérêt américains et aux espoirs de conclusion rapide des négociations budgétaires. Mais ces dernières n'ont pas encore produit de résultat, même si les républicains de la Chambre des représentants se sont résignés vendredi à une réouverture partielle et temporaire des services publics.

Conséquence de la fermeture partielle du gouvernement, les marchés financiers n'ont pratiquement pas eu de statistiques économiques à se mettre sous la dent, ce qui a donné encore plus d'importance au budget.

Les experts estiment généralement que Wall Street devrait continuer à bénéficier cette année d'un environnement favorable au niveau des taux d'intérêt, mais l'obstacle le plus difficile pour le marché boursier sera la performance des compagnies américaines. Les résultats pour le quatrième trimestre 1995 inonderont le marché à partir de la fin janvier, et les analystes s'accordent à prévoir que la comparaison avec le dernier trimestre de 1994 risque de provoquer de grosses déceptions. Adobe Systems, un fabricant de logiciels coté sur le Nasdaq, a déjà provoqué des remous dans le secteur technologique en publiant jeudi soir une perte alors que le marché s'attendait à un modeste bénéfice.

Indice Dow Jones du 5 janvier : 5 181,43 (contre 5 117,12).

## LONDRES

Indice FT 100 + 0,41 %

## Progression

LA BOURSE de Londres n'a enregistré qu'une seule séance de hausse cette semaine mais a tout de même réussi à suivre la tendance positive générale sur les places mondiales pour battre de nouveaux records. L'indice Footsie a terminé vendredi à 3 704,5 points, en hausse de 15,2 points par rapport à vendredi dernier, soit un gain de 0,41 %.

Après les sommets atteints lors de la dernière semaine de 1995, les valeurs ont été logiquement soulagées à un courant de prises de bénéfice mardi, première séance de

l'année, avant de se reprendre le lendemain. Jeudi et vendredi les valeurs ont à nouveau cédé du terrain.

Sans effet sur les cours, le renvoi surprise du directeur général de la Bourse, Michael Lawrence, par son conseil d'administration a été un choc pour la place et a mis en lumière ses conflits internes face aux réformes à mettre en œuvre pour affronter la concurrence étrangère. Le duel Granada-Forte après l'OPA du premier a continué d'animer les échanges. Forte a publié son dernier document de défense, qui a été considéré comme solide par les analystes. Le titre a terminé à 345 pence, en hausse de 15 pence sur la semaine. Granada s'est toutefois maintenu, gagnant 2 pence à 647.

Indice FT 100 du 5 janvier : 3 704,50 (contre 3 689,30).

## FRANCFORT

Indice DAX 30 + 3,46 %

## En fanfare

LA BOURSE de Francfort a commencé l'année 1996 en fanfare, avec une hausse de 3,46 % de l'indice DAX sur la période et un nouveau record historique, grâce à la bonne tenue de Wall Street et du marché obligataire allemand. L'indice DAX a terminé vendredi à 2 331,88 points.

Il a atteint un premier record mercredi à 2 345 points - le précédent datait du 15 septembre 1995 - puis a continué à grimper vendredi après un léger recul jeudi. Selon les courtiers, ce record s'explique notam-

ment par les prises de position traditionnelles en début d'année sur le marché à terme. En ce début d'année, le volume des transactions est certes resté modéré, ont-ils souligné. L'optimisme observé à la réouverture des marchés, après les fêtes du Nouvel An, devrait néanmoins constituer la tendance pour les semaines à venir, selon plusieurs experts.

Les opérateurs sont encouragés par la meilleure tenue du dollar face au deutschemark et par le bas niveau des taux d'intérêt, a estimé la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire. La WestLB table également sur le maintien d'un environnement favorable, qui dopera d'autant plus le marché des actions si le volume de transactions s'étoffe. Indice DAX du 5 janvier : 2 331,88 (contre 2 259,38).

## COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	5-1-96	20-12-95
En dollars	5181,43	5117,12
Alcoa	55,38	52,88
Allied Signal	48,75	47,50
American Express	41	41,38
AT & T	46,88	44,75
Berkeley	14,25	14
Boeing Co.	78,50	78,38
Caterpillar Inc.	61	58,75
Chevron Corp.	59,38	52,50
Coca-Cola Co.	74,63	74,25
Disney Corp.	61,63	59
Du Pont Nemours & Co.	72,88	69,88
Eastman Kodak Co.	68,88	67
Eaton Corp.	63,38	60,13
Gen. Electric Co.	72,88	72
Gen. Motors Corp.	50,38	50,88
Goodrich T & Rubber	49,38	49,38
IBM	88,63	91,25
Intl Paper	98,75	97,88
J.P. Morgan Co.	77,63	80,25
McDonald's Corp.	49	45,13
Merck & Co. Inc.	69	65,75
Minnesota Mining & Mfg.	62,30	66,25
Philips Morris	89,75	90,50
Procter & Gamble Co.	87,88	87
Sears Roebuck & Co.	42	39
Telex	36,38	37,50
Union Carb.	36,63	37,50
Unif. Technol.	92	94,88
Westingh. Electric	18	16,50
Woolworth	12,25	13

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	5-1-96	20-12-95
En livres	3704,50	3689,30
Allied Lyons	5,87	5,25
Bardays Bank	7,20	7,39
BAIT Industries	5,57	5,68
British Aerospace	6,85	7,26
British Airways	4,98	4,62
British Gas	2,53	2,54
British Petroleum	5,39	5,39
British Telecom	3,54	3,54
BT	3,29	3,29
Cadbury Schweppes	5,91	5,92
Eurotunnel	0,67	0,67
Glaxo	9,15	9,15
Grand Metropolitan	4,64	4,64
Guinness	4,74	4,74
Hanson Plc	1,99	1,99
Grain Ltd	6,85	6,85
HSBC	9,82	9,82
Imperial Chemical	7,63	7,63
Joyce Bank	8,48	8,48
Marl & Spencer	4,50	4,50
National Westminster	6,49	6,49
Polinaidier Orleans	4,76	4,76
Reuters	5,90	5,90
Saatchi & Saatchi	0,90	0,90
Shell Transport	8,52	8,52
Smithkline Beecham	7,10	7,10
Tate and Lyle	4,72	4,72
Unilever Ltd	13,23	13,23
Wellcome	10,60	10,60
Zeneca	12,46	12,46

## FRANCFORT

Les valeurs du DAX 30

	5-1-96	20-12-95
En deutschemark	2331,88	2259,38
Allianz Holding N	239,00	239,00
BAF AG	319,50	319,50
Bayer AG	378,50	378,50
Boehr. Ing. & Pharm.	36,80	36,80
Boehr. Ing. & Pharm.	42,60	42,60
BMW	7,75	7,75
Commerzbank	3,33	3,33
Continental AG	20	20
Daimler-Benz AG	722	722
Deutsche Bank	478	478
Deutsche Bank AG	131,50	131,50
Dresdner Bank AG	38,30	38,30
Henkel VZ	539,50	539,50
Hoechst AG	389	389
Karstadt AG	585	585
Kaufhof Holding	437	437
Linde AG	627	627
MTU Aero Engines	197,50	197,50
Man AG	388	388
Mannesmann AG	456,70	456,70
Metzler AG	26,30	26,30
Preussag AG	401	401
RWE	520	520
Scherling AG	95,03	95,03
Siemens AG	783	783
Thyssen	260,60	260,60
Veba AG	60,90	60,90
Viel AG	575	575
Wella AG	772	772

## TOKYO

Sélection de valeurs du Nikkei

	5-1-96	20-12-95
En yens	20669,03	20117,12
Air Bus	1 010	1 010
Bank of Tokyo	1 640	1 640
Bridgestone	1 870	1 870
Canon	1 580	1 580
Daiwa Sec.	2 280	2 280
Fuji Bank	1 040	1 040
Hitech Ltd	2 130	2 130
Honda	1 228	1 228
Japan Airlines	319	319
Kirin Brew	1 680	1 680
Kobe Steel	1 730	1 730
Marubeni	1 680	1 680
Mitsubishi Corp.	1 730	1 730
Mitsui Marine	1 380	1 380
Nikko	1 380	1 380
Nitendo	7 850	7 850
Nippon Steel	354	354
Nissan	2 220	2 220
Nomura Sec.	1 890	1 890
NTT	1 650	1 650
Pioneer	2 130	2 130
Sanyo	595	595
Sharp	3 700	3 700
Sony	1 650	1 650
Sumitomo Bk	6 150	6 150
Sunrise Motors	1 150	1 150
Toshiba	809	809
Toyota	2 190	2 190
Yamachi Sec.	809	809

Crédits. chan

MARCHÉ INTERNI

DES CAPITAUX

Phonies plus

Pénitence dans le

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la

A l'heure de la



## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

**LE MARCHÉ INTERNATIONAL** des capitaux a été inondé de nouveaux emprunts au cours de la première semaine de janvier. Tous les catégories de débiteurs, établissements publics, banques et entreprises industrielles, ont été fortement représentés, sauf les Etats européens. Il n'y en a eu qu'un, la Suède, qui a levé, mercredi 17 janvier, 500 milliards de lires italiennes pour une durée de cinq ans. Cette affaire a été une vraie réussite et elle témoigne du bien de l'habileté des responsables du service de la dette extérieure suédoise qui sont réputés pour leur opportunisme. Plusieurs autres grands pays attachent davantage d'importance au choix de la devise dans laquelle ils veulent lever des fonds et, souvent, donnent une dimension politique à leurs transactions financières. Une des raisons qui expliquent pourquoi certains trésors publics prennent leur temps avant de se lancer, tient à la perspective de l'introduction d'une monnaie unique en Europe, l'euro, telle qu'elle a été tracée au récent sommet de Madrid.

Cette perspective incite certains pays susceptibles de participer, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à l'Union monétaire européenne, à réviser

leurs plans. Récemment encore, par crainte d'une envolée du deutchemark, monnaie d'emprunt très usitée, ils cherchaient à faire une place plus grande à d'autres devises moins fortes, et notamment au franc français, même si cela devait leur coûter plus cher en intérêts annuels. Ce souci leur permettrait également de montrer qu'ils étaient attachés au développement de la place de Paris. De telles préoccupations ont aujourd'hui perdu quelque peu de leur actualité dans la mesure où la confiance est revenue dans la monnaie française.

Ces pays sont donc à nouveau tentés de profiter des conditions très avantageuses du marché allemand où le niveau de rendement est encore nettement inférieur à celui du marché français. Ils sont d'autant plus enclins à se laisser guider par de telles considérations économiques que, sur le plan politique, nul ne saurait rien leur reprocher. Lâcher le franc en faveur du mark n'a rien de anti-européen puisque ces deux monnaies sont, à terme, appelées à se fondre pour donner naissance à l'euro. Il sera intéressant, dans ce contexte, de voir comment réagissent ces prochains mois l'Italie ou la Belgique qui, ces derniers

# TAIRE

calistes. Celle de l'emprunt d'Etat américain de référence à trente ans a dépassé 30 %, presque aussi bien que la *Bourse-new-yorkaise* (35,45 % pour l'indice Dow Jones). Selon l'indice établi par la banque américaine JP Morgan, la performance des obligations suédoises a atteint 19,76 % (19,62 % en Australie, 19,48 % en Espagne, 19,09 % au Danemark, 18,98 % au Canada, 17,09 % en France).

Les spécialistes ne croient pas que les marchés obligataires soient en mesure de résister en 1996 lors pousseuses de l'année passée.

« Après le *crû* exceptionnel de 1995, 1996 devrait être une année médiocre dans la plupart des pays », résumait les analystes de Lehman Brothers. Ce relatif pessimisme s'explique par le fait que les obligations semblent avoir épuisé la majeure partie de leur potentiel de hausse. Selon l'expression consacrée, les bonnes nouvelles (ralentissement de l'activité, inflation faible, déficits publics réduits) sont déjà dans les cours. Les analystes les plus optimistes prévoient par exemple que le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans (6,05 % vendredi), qui sert d'étalon aux obligations du monde

années, ont exprimé le souhait de remanier la composition de leur dette extérieure où le mark occupe une très grande place alors que la pondération du franc est faible. Ni l'Irnie ni l'autre ne sont pressées de se procurer des fonds en devises européennes. Le programme d'emprunts étrangers de l'Irlande n'est pas très important cette année et Dublin peut se permettre d'attendre. Celui de la Belgique est plus grand mais il est probable que la prochaine opération internationale de son Trésor public se fera dans une tout autre monnaie.

Brussels envisage de contracter un euro-emprunt de 500 millions de dollars qui pourrait voir le jour en février ou en mars et dont le produit serait destiné à remplacer une dette en francs suisses venant à échéance. Ce n'est que par la suite, au début de l'été, que l'Etat belge estotera de prendre sur le marché français une nouvelle émission de 500 millions en francs. Un tel emprunt sera en vue : la Finlande, qui, l'année dernière dès le début de janvier, s'était présentée sur le marché français pour une opération de 5 milliards de francs d'une durée de dix ans. Les principales banques d'investissement américaines cherchent à l'attirer cette année sur leur propre terrain, ce qui n'est pas étonnant, étant donné que New York où il est possible d'emprunter à très bon compte.

De leur côté les banquiers suisses souhaitent amener à eux l'Autriche qui, elle, n'a apparemment rien modifié à sa ligne traditionnelle consistant à privilégier les marchés où les taux d'intérêt sont les plus bas du monde.

**Christophe Vetter**

## Le dollar hésitant

**LE DOLLAR** avait très bien commencé l'année. Il avait franchi, jeudi 4 janvier, la barre des 106 francs, ce qu'il n'avait plus fait depuis dix-neuf mois. Mais il s'est replié brutalement, à 104,80 francs, vendredi (1,4360 mark et 4,9220 francs), les opérateurs se montrant déçus par l'absence de progrès dans les négociations budgétaires aux Etats-Unis. Ils ont également mal réagi à l'annonce de la démission du premier ministre japonais Tomichi Murayama, redoutant que son successeur cherchât à réduire les hostilités commerciales avec les Etats-Unis. Ils se souviennent qu'au début de l'année 1955 les différends opposant les deux pays sur le dossier automobile avait contribué à plonger le dollar à son plus bas niveau historique face à la monnaie japonaise (79,75 franc le 18 avril).

Les investisseurs craignent que la Mission Blanche ne choisisse d'utiliser à nouveau l'arme du dollar

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU		
DEVISE	New York	Paris

faible pour tenter de faire plier le gouvernement japonais. Ces incertitudes d'ordre politique constituent un raisonnement sérieux pour les analystes de craindre d'un violent rebond de la monnaie américaine en 1996. Selon un sondage effectué par l'agence d'informations financières Bloomberg auprès de vingt grandes institutions financières, le cours du billet vert se situerait à 103 yens en fin d'année. Les plus optimistes - les établissements japonais Daiwa et Long Term Credit Bank - prévoient un dollar à 110 yens fin 1996, le plus pessimiste - la compagnie d'assurances nipponne Sumitomo Life - partant sur un billet vert à 94 yens.

L'évolution du dollar constitue un enjeu d'autant plus décisif qu'elle déterminera directement celle du franc vis-à-vis du deutsche mark. Il est étonnant que les dirigeants du billet vert aient traduit par un renforcement mécanique de la monnaie allemande.

Ce scénario noir n'est toutefois pas à l'ordre du jour. Le mariage commence à souffrir de la défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'économie allemande. S'inquiétant des handicaps structurels de celle-ci et de son manque de compétitivité, de nombreux ges-

tionnaires préfèrent placer leurs capitaux dans des pays dont les devises offrent des rendements plus élevés. Les monnaies européennes réputées les plus faibles, comme la lire italienne, la peseta espagnole, la livre sterling, la couronne suédoise, en profitent. Le franc français, pour sa part, après une brève incursion mercredi sous la barre des 3,41 francs pour 1 mark, son cours le plus élevé depuis le mois de juin 1964, s'est repris en fin de semaine à 3,4260 francs pour 1 mark.

P.-A. D.		
L'OR		
	Cours 29-12	Cours 5-1
Or fin (kg barre)	60 900	62 300
Or fin (en lingot)	61 200	62 900
Pièce française (20 F)	349	362
Pièce française (10 F)*	341	356
Pièce suisse (20 F)	346	362
Pièce suisse (10 F)	350	366
Pièce tunisienne (20 FF)	350	375
Souverain	447	457
Souverain Elisabeth 1 <sup>re</sup>	455	459

Demi-souverain*	275	282
Pièce de 20 \$	2 340	2 245
Pièce de 10 \$	1 332,50	1 360
Pièce de 5 \$ <sup>a</sup>	650	640
Pièce de 50 pesos	2 200	2 325
Pièce de 20 marks <sup>b</sup>	447	848
Pièce de 10 florins	365	378
Pièce de 5 roubles <sup>c</sup>	267	267

\* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

## Une année de stabilité

**LES PREMIÈRES SÉANCES** de l'année ont-elles offert un bon résumé de ce que sera la tendance des marchés obligataires mondiaux au cours des douze prochains mois ? Les emprunts ont-ils connu une évolution stratégique, progressant fortement mais polissant fin de semaine. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans n'a finalement guère varié d'un vendredi sur quatre, terminant à 6,67 %.

De nombreux analystes estiment qu'après les trois « folles » années qu'elles viennent de vivre, les obligations internationales pourraient, au-delà de leurs fluctuations à court terme, connaître une relative stabilité en 1996. En 1993, les emprunts d'Etat avaient enregistré une hausse historique, totalement effacée par le krach subi en 1994. L'année dernière a été l'occasion d'un nouveau coup de balancier : les obligations internationales ont dégrégé des performances specta-

cialistes. Celle de l'emprunt d'Etat américain de référence à trente ans a dépassé 30 %, presque aussi bien que la Bourse new-yorkaise (35,45 % pour l'indice Dow Jones). Selon l'indice établi par la banque américaine JP Morgan, la performance des obligations suédoises a atteint 19,76 % (19,62 % en Australie, 19,48 % en Espagne, 19,09 % au Danemark, 18,98 % au Canada, 17,09 % en France).

Les spécialistes ne croient pas que les marchés obligataires soient en mesure de rééditer en 1996 leurs prouesses de l'année passée.

« Après le cas exceptionnel de 1995, 1996 devrait être une année médiocre dans la plupart des pays », résument les analystes de Lehman Brothers. Ce relatif pessimisme s'explique par le fait que les obligations semblent avoir épuisé la majeure partie de leur potentiel de hausse. Selon l'expression consacrée, les bonnes nouvelles (ralentissement de l'activité, inflation faible, déficits publics réduits) sont déjà dans les cours. Les analystes les plus optimistes prévoient par exemple que le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans (6,05 % vendredi), qui sert d'étalon aux obligations du monde

entier, tombera à 5 % cette année. Or, même dans ce cas, sa performance serait inférieure de moitié à celle qu'il a enregistrée en 1995 !

Les experts soulignent également la vulnérabilité, à court terme, du marché obligataire américain. Ceux de la banque Paribas Capital Markets craignent notamment que la conclusion d'un accord budgétaire aux Etats-Unis entre la Maison Blanche et le Congrès, « même si celui-ci est favorable », ne soit l'occasion pour les investisseurs de « prendre leurs profits ». Selon eux, le rendement de l'emprunt à trente ans pourrait remonter jusqu'à 6,50 au cours des deux prochains mois. Cette correction pourrait provoquer une remontée passagère des taux d'intérêt à long terme en Europe. Le rendement de l'emprunt d'Etat allemand à dix ans, aujourd'hui à 6 %, progresserait jusqu'à 6,25 % d'ici à la fin du mois de février, avant de se replier jusqu'à 5,5 % en fin d'année, grâce au ralentissement de l'activité économique outre-Rhin.

Les obligations françaises devraient également tirer profit d'un environnement économique placé sous le signe d'une croissance modeste et d'une absence de tensions pour les prix. Trois éléments pourraient toutefois venir contrarier ce scénario.

Le premier tient au fait que le rythme récent de baisse des taux

adretteurs de la Banque de France ne pourra pas être maintenu. Le taux des appels d'offres, aujourd'hui fixé à 4,45 %, est évalué à 4,50 % en 1994, à 4,55 % en 1995 et à 4,60 % en 1996. La Bundesbank, qui se situe à 3,75 %, est la plus basse.

En période de calme monétaire, comme ce fut le cas en 1994, l'écart entre des deux taux se situait à 0,65-0,70 %, ce qui permet d'envisager un taux des appels d'offres français ramené à 4 %. Une fois ce niveau atteint, la poursuite de la déroute monétaire en France serait entièrement dépendante d'une éventuelle baisse du REPO allemand. Si celle-ci est probable, elle sera limitée (au maximum 0,4 %, selon les spécialistes) et, surtout, elle ne s'effectuera qu'au compte-gouttes.

Ces derniers souhaitent que les taux réels (hors inflation) soient ramenés à zéro — ce qui signifie des taux nominaux à 2 % — pour tenir compte du contexte déflationniste dans lequel, selon eux, évolue l'économie française. Les partisans de l'austérité politique, aujourd'hui silencieux, n'ont donc pas dit leur dernier mot, surtout si les chiffres du chômage des prochains mois se révèlent médiocres.

Le deuxième risque est lié à l'offre accrue de papier. Le ministre de l'économie et des finances a annoncé qu'il comptait emprunter cette année 520 milliards de francs (520 milliards en 1995), auxquels s'ajouter les 200 milliards destinés à apurer les comptes de la Sécurité sociale. De surcroît, les autres émetteurs semblent bien décidés à solliciter davantage le marché du franc qu'ils ne l'ont fait l'année dernière. Cette semaine, le Crédit local de France a levé 5 milliards de francs d'obligations à dix ans, une opération géante dirigée par la BNP et le Crédit agricole. La demande, émanant principalement des compagnies d'assurances françaises, était au rendez-vous. Mais le risque de saturation existe à nul ou moins.

Le troisième élément d'inouï-

tude est lié à la construction monétaire européenne. Si les perspectives de croissance faible constituent a priori une bonne nouvelle pour les obligations françaises, un essoufflement trop marqué de l'activité les expose à des déconvenues.

Il pourrait en effet remettre en cause la capacité de la France à assainir ses finances publiques et à poursuivre satisfaisamment, fin 1997, le créneau de déficit public (3 % du produit intérieur brut) fixé par le traité de Maastricht. Si un tel scénario se dessinait, il pourrait provoquer de fortes turbulences sur les marchés financiers européens. L'Allemagne retrouverait alors, aux yeux des investisseurs, son statut de pays riche et la France celui de nation à budget riche.

**Pierre-Antoine Delhommeais**

## Métaux dans la grisaille céréales en folie

**INTÉRÊT** renouvelé ou brutal désengagement : les cent-seize ans ont vu des comportements économiques très variés au cours de cette première semaine de l'année. Tandis que les métaux dits de base (cuivre, aluminium, nickel, étain) plongent, les métaux précieux (or, argent, platine) sont pris d'une brusque fièvre.

La situation se montre aussi contrastée pour les matières agricoles : les céréales et le sucre étaient très courtisés par les spéculateurs, qui, parallèlement, se désintéressaient et continuèrent à le faire à cette fin de semaine - seulement du café et du cacao.

Seul point commun à ces différentes familles : le cuivre, l'aluminium et le café sont tombés à leur plus faible niveau depuis 1994.

À l'aube de la nouvelle année, le

métal rouge vierge au noir. Les prix se sont repliés jusqu'à 2 362 dollars la tonne cette semaine (*l'irre oussip*, p. 17). L'accumulation irréversible des stocks de cuivre inquiète les opérateurs. « 85 % de hausse des réserves depuis juillet, *c'est trop* », s'exclame un négociant. D'autant que le rythme s'accroît : pendant les deux dernières semaines, 45 000 tonnes sont venues s'ajouter à un volume déjà entassé de près de 360 000 tonnes. Et le rythme s'accroît encore. En 1996, il est prévu un surplus de production de 160 000 tonnes en 1996 », affirment les analystes de Salomon Brothers, une maison de courtage britannique. Les professionnels, qui ne manquent pas de comparer ces niveaux avec ceux de 1995 - l'année dernière, l'offre était au contraire déficitaire de 365 000

hommes par rapport à la demande, jugent cette situation « angoissante ».

change, le cuivre a entraîné dans la chute ses homologues comme l'aluminium. Des ventes spéculatives ont précipité cette dégringolade. La tonne de métal blanc s'établissait dès mercredi 3 janvier à moins de 1 650 dollars. Non seulement l'offre mondiale dépasse la demande, mais elle semble attirée à la hausse. Le producteur canadien CAPRAL (qui s'appelait autrefois ALCAN) ne cache pas qu'il va remettre en route certaines des unités gelées dans le cadre d'une autoimitation de l'offre en février.

Cette décision semble pour le moins étonnante au moment où les organismes s'accrochent à explorer la faiblesse, voire l'incertitude, de la demande. Seule l'Association des producteurs d'aluminium garde un optimisme inébranlable: elle pense que la consommation devrait s'animer entre les mois de février et mars, et surtout si l'économie japonaise confirme les signes de reprise. Pour l'heure, les réserves au London Metal Exchange ne cessent d'augmenter, ce qui n'est pas pré-

isément un indicateur de la bonne santé de la consommation. Elles se sont accrues cette semaine de 5 500 tonnes pour s'établir à 89 925 tonnes.

Les céréales continuent à flammer. Les opérateurs sont très inquiets à cause de la faiblesse de la récolte de blé et de maïs en 1995 et de la diminution persistante des réserves mondiales. De 136 millions de tonnes en 1992, les stocks de blé sont passés à 93 millions de tonnes en 1996, soit six semaines de consommation. Des analystes du secteur n'hésitent pas à pronostiquer une rupture d'approvisionnement d'ici à l'été !

Les courtiers de Chicago, première place mondiale pour l'échange des céréales, craignent également que la persistance du sec sur les grandes plaines agricoles américaines ne finisse par ruiner la récolte de blé d'hiver. En Asie, plusieurs pays, comme le Bangladesh, le Sri Lanka et l'Égypte, s'empressent sur le marché. Les négociants redoutent que l'offre ne satisfasse pas les besoins de la planète, particulièrement ceux de l'Asie et du Proche-Orient. Le résultat : depuis la fin de l'année dernière, la tonne de blé ne semble plus avoir de quoi décrocher de la barre -

haut placée - de 200 dollars. L'euphorie récente du sucre - et probablement de plus courte durée - obéit à d'autres motifs : les fonds d'investissement semblent s'être pris de passion pour cette denrée, surtout pour le sucre blanc produit par l'Union européenne. L'Europe, qui a connu des accidents climatiques, enregistre quelque retard

En outre, des incertitudes demeurent sur les capacités européennes à l'exportation. Certains analystes du secteur craignent que

---

Un lion ne privilégie son approvisionnement intérieur en stockant la marchandise. Le sucre a enregistré en 1995 un volume record d'activité sur le London Commodity Exchange (LCE) depuis sa création en 1983. Les experts de cet organisme estiment que « ce bon résultat reflète l'importance grandissante du sucre blanc dans le commerce international ». Fidèle à ses traditions, le sucre a renoué avec la production.

**Marie de Varney**

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

VOICES		
	5-1	4-1
How Jones complaint	227.78	307.25
How Jones a termie	329.35	384.22
MEDAWK (London)		
Wine complaint	2.735	1.605
Wine 1 1/2 crows	2.540	1.605
Wine 1 1/2 crows	1.624	1.640
Wine 1 1/2 crows	1.634.50	1.635.50
Wine complaint	687	687
Wine 1 1/2 crows	680	680
Wine complaint	6.275	6.350
Wine 1 1/2 crows	6.275	6.350
Wine complaint	1.001.50	1.001.50
Wine 1 1/2 crows	1.001.50	1.001.50
Wine complaint	7.073	7.073
Wine 1 1/2 crows	7.073	7.073

Alcali à 3 mois	7.685	7.730
<b>DÉTAUX PRÉCIEUX (New York)</b>		
Argent à terme	5,29	5,10
Or à 3 mois	404	417,50
Palladium	155,25	153,20
<b>GRAINES ET DENRÉES</b>		
Mé (Chicago)		
Maïs (Chicago)	3,68	3,69
Graine soja (Chicago)		
Graine, soja (Chicago)		
de terre (Londres)	107,50	208
rye (Londres)	112,25	116,75
<b>POISSONS</b>		
saumon (New York)		
saumon (Londres)	2.545	1.860
saumon blanc (Paris)	1.779,48	
<b>POISSONS, AGRIUMES</b>		
saumon (New York)	0,75	0,85
saumon d'orange (New York)	1,04	1,20



## AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

**PRESSE** Le conseil d'administration de la Sodepresse, société éditrice du quotidien *InfoMatin*, dont André Rousselet est le directeur et le principal actionnaire (78 % du capi-

tal, avec sa famille), a décidé vendredi 5 janvier de déposer le bilan en raison de l'ampleur des pertes financières. Dans l'après-midi, cette décision a été communiquée aux repré-

sentants des 86 salariés lors d'un comité d'entreprise extraordinaire. **LE TRIBUNAL** de commerce de Paris devra désigner un administrateur judiciaire et se prononcer, dans un

très bref délai, sur le sort du journal qui s'apprête à fêter son deuxième anniversaire : liquidation ou tentative de redressement avec l'espoir - faible - de trouver un repreneur.

● **ANDRÉ ROUSSELET** a estimé sur LCI, qu'il n'était pas « interdit de presse » et qu'il n'excluait pas de revenir dans ce secteur, à *InfoMatin*, ou éventuellement avec un autre projet.

## La rédaction d'« InfoMatin » croit encore à la survie du titre

Après avoir annoncé, vendredi 5 janvier, le dépôt de bilan du quotidien, André Rousselet n'exclut pas de revenir dans la presse. Contestant sa version de la crise, les journalistes espèrent trouver un repreneur. Un espoir bien ténu...

CE N'ÉTAIT PAS un jour de deuil à *InfoMatin*, vendredi 5 janvier, jour de l'annonce du dépôt de bilan du journal. Parce qu'il reste un numéro à faire, celui qui sortira lundi, qui sera sans doute le dernier, dans lequel doit être racontée aux lecteurs la fin de leur nouveau quotidien. Parce qu'on se dit qu'il va peut-être y avoir un repreneur, que le journal va repartir. Parce que « ce n'est pas possible que ce journal meure ». Parce que les lecteurs sont solidaires : ils envoient des fax, ils appellent pour demander d'empêcher cette disparition, pour proposer une augmentation

leur journal. Un journal ressemble à une entreprise, avec un directeur, un financier, une ligne éditoriale, une rédaction en chef qui sert de relais. Un journal commence à perdre l'équilibre et à perdre pied lorsque le pouvoir, au lieu d'être exercé de haut en bas, est exercé de bas en haut. A *InfoMatin*, le pouvoir était exercé de bas en haut.

Le communiqué des journalistes réplique : « André Rousselet fait porter toute la responsabilité de l'arrêt d'*InfoMatin* sur la rédaction. Or les journalistes qui la composent, comme ils l'ont montré depuis deux ans, étaient et restent prêts à des sacrifices supplémentaires dès lors qu'ils apparaissent utiles. Or André Rousselet n'a présenté aucun plan de développement du journal, ni au niveau rédactionnel, ni sur celui de la diffusion, ni sur celui de sa promotion. »

« On a tout entendu, qu'on était un journal pour les femmes, pour les jeunes, qu'on allait atteindre 100 000 exemplaires après la nouvelle formule, qu'il fallait faire un journal populaire », explique un journaliste. Une autre renchérit : « S'il

avait changé les gens, il pouvait. » Trois des fondateurs et plusieurs journalistes et rédacteurs en chef sont partis. Deux directeurs généraux ont été nommés puis remerciés ensuite. On réfléchit : « On meurt de ne pas avoir été jusqu'au bout d'une vraie formule, d'un vrai choix. » On diagnostique : « Un autocritique qui fonctionne sur l'effet de surprise s'il est porté par une vision. André Rousselet n'avait pas de véritable vision d'*InfoMatin*. »

« Une belle mécanique », explique Marc Jézégabel, directeur de la rédaction, c'est qu'on n'a pas réussi à prendre en compte toutes les dimensions complexes de ce journal. On a créé un concept nouveau, montré qu'on pouvait créer de nouveaux lecteurs, mais qui ne peuvent pas devenir du jour au lendemain des lecteurs réguliers. *InfoMatin* est venu à la fois en avance et en retard. En retard parce que, si ce type de journal était apparu plus tôt, on n'aurait pas perdu toute une génération de lecteurs, qu'on a attirés et qu'on n'a pas pu fidéliser. » Quant à

restent cependant faibles, pour un journal qui perd 150 000 francs par jour. Les syndicats vont concentrer tous leurs efforts pour permettre la survie du titre. Selon Marc Jézégabel, toutefois, « mieux vaut pas de reprise, qu'une mauvaise reprise, qui ne permettrait pas d'envisager une vraie relance du titre ». D'ailleurs, quatre fondateurs à être restés en fonctions, Patrick Duthell, le directeur de la région, est prêt à tout mettre en œuvre pour trouver une

solution de développement du titre. Et André Rousselet ? En a-t-il fini avec la presse après cette expérience qui lui a coûté près de 150 millions de francs, vingt ans après un premier échec : le lancement et l'arrêt de *Sports-Magazine*, en 1976 ? Sans parler des tractations avec Robert Hersant pour vendre *France-Soir* à Max Théret en 1982. « C'est un secteur qui ne me réussit pas très bien », reconnaît-il volontiers. Est-il, à soixante-trois ans, dans une logique de réorganisation de son groupe et de succession, comme semble l'indiquer la vente de sa société de remorqueage Les Abellies ? Mais veut-il rester sur un sentiment d'échec ?

« Je préfère avant tout qu'on trouve un repreneur, a-t-il reconnu sur LCI. S'il n'y a pas de repreneur, il y a liquidation. Si la liquidation est prononcée, je suis libre. Je ne suis pas interdit de presse. Ce ne sera peut-être pas à *InfoMatin*, peut-être ailleurs. S'il y a un repreneur, je renonce à toute activité de presse. »

Alain Salles

des ventes trop faibles

Après un lancement prometteur, la diffusion payée du quotidien s'est stabilisée autour de 65 000 et 70 000 exemplaires.

du prix pour permettre de tenir, pour savoir où ils peuvent envoyer des dons. « Ils ne comprennent pas pourquoi le journal s'arrête, ils se demandent ce qu'ils vont lire après », explique l'une des standardistes.

Et aussi parce qu'André Rousselet les a comparés trois fois dans la journée - au conseil d'administration, le matin, au comité d'entreprise, l'après-midi, sur La Chaîne Info (LCI), le soir - à des adeptes de la secte de l'Ordre du Temple solaire, et que ce sentiment les maintient en vie, leur montre qu'ils ont eu raison de voter contre les propositions de leur patron. Parce que, enfin, dans ces relations d'amour-haine, de séduction-répulsion, qui ont caractérisé les rapports du directeur et de sa rédaction, il ne semble rester, de part et d'autre, que la haine. Parce que ce climat montre que « ça n'aurait jamais pu marcher ».

Les propos d'André Rousselet sur LCI ont suscité un tollé. « Nous sommes proprement abusés par sa version des faits », s'indignent dans un communiqué l'ensemble des journalistes présents : « L'assimilation de l'équipe solaire peut faire sourire. Elle révèle à la fois les capacités de dialogue et d'écoute d'André Rousselet, ainsi que le climat dans lequel l'équipe d'*InfoMatin* a travaillé depuis dix-huit mois. »

« Tous les ingrédients étaient là pour la réussite, avait, pour sa part, expliqué André Rousselet, sauf l'essentiel : les rapports entre eux [les journalistes] et, non pas moi, mais

■ **MAGAZINE** : l'hebdomadaire professionnel *Communication CB News* propose à ses 10 000 lecteurs, une nouvelle formule à partir du lundi 8 janvier. Un titre raccourci, un format légèrement plus petit pour « gagner en maniabilité » doivent assurer au journal de communication de « conserver sa personnalité ». Les responsables de la rédaction ont aussi imaginé un nouveau sommaire et une mise en page « simplifiée », pour « augmenter le confort de lecture », trois ans après une première évolution du titre. A partir de ce numéro, le journal dirigé par Christian Blachas doit s'appeler simplement *CB News*.

■ **UN NOUVEAU COUP PORTÉ AU PLURALISME**

Le dépôt de bilan d'*InfoMatin* est « un nouveau coup porté au pluralisme » de la presse, a affirmé vendredi 5 janvier, sur la chaîne de télévision LCI, Jean Miot, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF). Selon le président du conseil de surveillance du Figaro, l'expérience d'*InfoMatin* a « quand même été un demi-succès ».

Jean Miot estime que le quotidien, créé il y a deux ans, « avait réussi à trouver un créneau de citoyens qui n'aiment pas lire mais qui ont besoin de l'écrit. La télévision ne suffira jamais à l'information ». Jean Miot a également mis en cause « le coût encore beaucoup trop élevé de fabrication d'un journal », la « récession publicitaire », « les 46 % d'augmentation de coût du papier en 1995 » et les « trois semaines de grèves qui ont eu un effet désastreux sur les comptes de fin d'année de nos journaux ».

■ **UN PROJET DE RADIO-NOTRE-DAME PROVOQUE LA CACOPHONIE SUR LES ONDES CHRÉTIENNES**

L'ÉPISCOPAT français, qui rêve de bâtir un plan de communication, n'est pas au bout de ses peines. Jeudi 4 janvier, jour où le réseau de 38 radios FM chrétiennes associées au serveur satellite de Fourvière (du nom de la colline symbole de l'Eglise de Lyon) annonçait sa décision de renforcer sa notoriété nationale en se faisant appeler Radios chrétiennes en France, la radio de l'archevêché de Paris, Radio-Notre-Dame, faisait part de la création d'une « banque de programmes », destinée à alimenter les radios chrétiennes de France et des pays francophones.

Après un tel croc-en-jambe, faut-il parler de guerre des ondes ou de saine émulation ? A la fois technique et religieux, le débat oppose les deux plus puissantes radios diocésaines, à Paris et à Lyon, édités au grand jour. A Lyon, en novembre 1995, la commission compétente de l'épiscopat

avait choisi de ne pas trancher, en souhaitant « une organisation qui manifeste l'unité des radios chrétiennes, mais en respectant la pluralité des différents systèmes ». Vœu pieux, sachant qu'il n'y a pas place, dans l'Eglise, pour deux serveurs nationaux.

Le réseau désormais appelé Radios chrétiennes en France (RCF), groupé autour de Radio-Fourvière et de son directeur, le Père Emmanuel Payen, compte trois cents salariés et trois mille bénévoles. Sa vocation est généraliste et sa conception œcuménique, associant des représentants protestants et orthodoxes. Chacune des radios ainsi associées (Lyon, Grenoble, Bordeaux, Lourdes, Rennes, etc.) prend part à la programmation commune et assure un minimum de quatre heures de décrochage local. L'histoire de ce réseau remonte à 1991, quand l'épiscopat avait choisi comme opérateur du serveur satellite de l'Eglise - pour une

durée de cinq ans - la radio lyonnaise, parce qu'elle comptait déjà une dizaine de partenaires. Et celle-ci attribue la mauvaise humeur de Radio-Notre-Dame à l'absence du leadership de Paris sur ce réseau national.

Une interprétation que récuse les responsables de Radio-Notre-Dame, Mgr André Vingt-Trois, auxiliaire du cardinal Lustiger, et Hervé Monmarché, directeur de ses services de communication. Ayant connu depuis sa création, il y a quinze ans, une histoire plus agitée, marquée par une valse de directeurs, la radio chrétienne de Paris (70 000 auditeurs par jour) estime sans avoir ni la formule d'un réseau national qui ne respecte pas la diversité des attentes locales de la population chrétienne. Paradoxalement, c'est ici Paris qui joue la carte de la décentralisation.

En réalité, des objections de fond ex-

istent. Radio-Notre-Dame insiste sur l'identité catholique de ses programmes et ne partage pas la conception œcuménique du réseau de Fourvière. Cédant des temps d'antenne à Fréquence protestante, la radio parisienne souhaite un message clairement identifié, veut permettre à l'antenne des réceptions de chapelier ou des prédications catholiques, impossibles dans les radios où, comme à Lyon, on ne sait jamais si c'est un prêtre ou un pasteur qui parle. Radio-Notre-Dame s'est donc associée à des radios proches d'elle pour lancer une « banque de programmes francophones », dont l'authenticité catholique sera dûment garantie. Ces grandes manœuvres ont pour horizon la double visite que le pape doit faire en France en 1996 et 1997.

Henri Tincq

## SPORTS

## D'anciens champions américains sortent de leur retraite en vue des Jeux d'Atlanta

**ATLANTA** correspondance

L'année 1996 est déjà entamée, mais le sport américain a toujours ses regards tournés vers l'arrière. Une question occupe ses pensées : quel bilan faut-il tirer des douze derniers mois ? Fidèle à une habitude qui semble la rejoindre, la presse états-unienne depuis plusieurs jours cet éternel débat. Les uns

■ **SKI ALPIN** : Martina Ertl a remporté le slalom géant de Maribor, vendredi 5 janvier, et prend ainsi la tête du classement général de la Coupe du monde, avec cinq points d'avance sur l'Autrichienne Anita Wachter. L'Allemande a devancé l'Italienne Deborah Compagnoni. De retour à la compétition après une opération au genou, celle-ci avait réalisé le meilleur temps de la première manche. L'Allemande Katja Seizinger est troisième.

■ **RALLYE-RAID** : le motard français Stéphane Peterhansel (Yamaha) a renoncé, vendredi 5 janvier, à prendre le départ de la septième étape, Zouérat-Atar, du Grand-Dakar. Le quadruple vainqueur de l'épreuve avait perdu la première place du classement, la veille, à la suite de problèmes d'alimentation d'essence. Il avait terminé 45<sup>e</sup> de l'étape et comptait plus de 2 heures 30 minutes de retard sur le nouveau leader, l'Italien Edi Orioli (Yamaha).

## RÉSULTATS

## RALLYE-RAID

## GRAND-DAKAR

7<sup>e</sup> étape Zouérat-Atar

1374 km, dont 383 de spéciale

Autos : 1. Vatanen-Hardt (SWE-FRA) 02 h 01 min 46 s ; 2. Saby-Seney (FRA-MEX) 02 h 01 min 48 s ; 3. Wambert-Gallagher (FRA-GB) 02 h 01 min 49 s ; 4. Mascha-Schulz (GER-FRA) 02 h 01 min 50 s ; 5. Langlois (FRA-FRA) 02 h 01 min 51 s ; 6. Tosti (ITA) 02 h 01 min 52 s ; 7. Tosti (ITA) 02 h 01 min 53 s ; 8. Tosti (ITA) 02 h 01 min 54 s ; 9. Tosti (ITA) 02 h 01 min 55 s ; 10. Tosti (ITA) 02 h 01 min 56 s ; 11. Tosti (ITA) 02 h 01 min 57 s ; 12. Tosti (ITA) 02 h 01 min 58 s ; 13. Tosti (ITA) 02 h 01 min 59 s ; 14. Tosti (ITA) 02 h 02 min 00 s ; 15. Tosti (ITA) 02 h 02 min 01 s ; 16. Tosti (ITA) 02 h 02 min 02 s ; 17. Tosti (ITA) 02 h 02 min 03 s ; 18. Tosti (ITA) 02 h 02 min 04 s ; 19. Tosti (ITA) 02 h 02 min 05 s ; 20. Tosti (ITA) 02 h 02 min 06 s ; 21. Tosti (ITA) 02 h 02 min 07 s ; 22. Tosti (ITA) 02 h 02 min 08 s ; 23. Tosti (ITA) 02 h 02 min 09 s ; 24. Tosti (ITA) 02 h 02 min 10 s ; 25. Tosti (ITA) 02 h 02 min 11 s ; 26. Tosti (ITA) 02 h 02 min 12 s ; 27. Tosti (ITA) 02 h 02 min 13 s ; 28. Tosti (ITA) 02 h 02 min 14 s ; 29. Tosti (ITA) 02 h 02 min 15 s ; 30. Tosti (ITA) 02 h 02 min 16 s ; 31. Tosti (ITA) 02 h 02 min 17 s ; 32. Tosti (ITA) 02 h 02 min 18 s ; 33. Tosti (ITA) 02 h 02 min 19 s ; 34. Tosti (ITA) 02 h 02 min 20 s ; 35. Tosti (ITA) 02 h 02 min 21 s ; 36. Tosti (ITA) 02 h 02 min 22 s ; 37. Tosti (ITA) 02 h 02 min 23 s ; 38. Tosti (ITA) 02 h 02 min 24 s ; 39. Tosti (ITA) 02 h 02 min 25 s ; 40. Tosti (ITA) 02 h 02 min 26 s ; 41. Tosti (ITA) 02 h 02 min 27 s ; 42. Tosti (ITA) 02 h 02 min 28 s ; 43. Tosti (ITA) 02 h 02 min 29 s ; 44. Tosti (ITA) 02 h 02 min 30 s ; 45. Tosti (ITA) 02 h 02 min 31 s ; 46. Tosti (ITA) 02 h 02 min 32 s ; 47. Tosti (ITA) 02 h 02 min 33 s ; 48. Tosti (ITA) 02 h 02 min 34 s ; 49. Tosti (ITA) 02 h 02 min 35 s ; 50. Tosti (ITA) 02 h 02 min 36 s ; 51. Tosti (ITA) 02 h 02 min 37 s ; 52. Tosti (ITA) 02 h 02 min 38 s ; 53. Tosti (ITA) 02 h 02 min 39 s ; 54. Tosti (ITA) 02 h 02 min 40 s ; 55. Tosti (ITA) 02 h 02 min 41 s ; 56. Tosti (ITA) 02 h 02 min 42 s ; 57. Tosti (ITA) 02 h 02 min 43 s ; 58. Tosti (ITA) 02 h 02 min 44 s ; 59. Tosti (ITA) 02 h 02 min 45 s ; 60. Tosti (ITA) 02 h 02 min 46 s ; 61. Tosti (ITA) 02 h 02 min 47 s ; 62. Tosti (ITA) 02 h 02 min 48 s ; 63. Tosti (ITA) 02 h 02 min 49 s ; 64. Tosti (ITA) 02 h 02 min 50 s ; 65. Tosti (ITA) 02 h 02 min 51 s ; 66. Tosti (ITA) 02 h 02 min 52 s ; 67. Tosti (ITA) 02 h 02 min 53 s ; 68. Tosti (ITA) 02 h 02 min 54 s ; 69. Tosti (ITA) 02 h 02 min 55 s ; 70. Tosti (ITA) 02 h 02 min 56 s ; 71. Tosti (ITA) 02 h 02 min 57 s ; 72. Tosti (ITA) 02 h 02 min 58 s ; 73. Tosti (ITA) 02 h 02 min 59 s ; 74. Tosti (ITA) 02 h 03 min 00 s ; 75. Tosti (ITA) 02 h 03 min 01 s ; 76. Tosti (ITA) 02 h 03 min 02 s ; 77. Tosti (ITA) 02 h 03 min 03 s ; 78. Tosti (ITA) 02 h 03 min 04 s ; 79. Tosti (ITA) 02 h 03 min 05 s ; 80. Tosti (ITA) 02 h 03 min 06 s ; 81. Tosti (ITA) 02 h 03 min 07 s ; 82. Tosti (ITA) 02 h 03 min 08 s ; 83. Tosti (ITA) 02 h 03 min 09 s ; 84. Tosti (ITA) 02 h 03 min 10 s ; 85. Tosti (ITA) 02 h 03 min 11 s ; 86. Tosti (ITA) 02 h 03 min 12 s ; 87. Tosti (ITA) 02 h 03 min 13 s ; 88. Tosti (ITA) 02 h 03 min 14 s ; 89. Tosti (ITA) 02 h 03 min 15 s ; 90. Tosti (ITA) 02 h 03 min 16 s ; 91. Tosti (ITA) 02 h 03 min 17 s ; 92. Tosti (ITA) 02 h 03 min 18 s ; 93. Tosti (ITA) 02 h 03 min 19 s ; 94. Tosti (ITA) 02 h 03 min 20 s ; 95. Tosti (ITA) 02 h 03 min 21 s ; 96. Tosti (ITA) 02 h 03 min 22 s ; 97. Tosti (ITA) 02 h 03 min 23 s ; 98. Tosti (ITA) 02 h 03 min 24 s ; 99. Tosti (ITA) 02 h 03 min 25 s ; 100. Tosti (ITA) 02 h 03 min 26 s ; 101. Tosti (ITA) 02 h 03 min 27 s ; 102. Tosti (ITA) 02 h 03 min 28 s ; 103. Tosti (ITA) 02 h 03 min 29 s ; 104. Tosti (ITA) 02 h 03 min 30 s ; 105. Tosti (ITA) 02 h 03 min 31 s ; 106. Tosti (ITA) 02 h 03 min 32 s ; 107. Tosti (ITA) 02 h 03 min 33 s ; 108. Tosti (ITA) 02 h 03 min 34 s ; 109. Tosti (ITA) 02 h 03 min 35 s ; 110. Tosti (ITA) 02 h 03 min 36 s ; 111. Tosti (ITA) 02 h 03 min 37 s ; 112. Tosti (ITA) 02 h 03 min 38 s ; 113. Tosti (ITA) 02 h 03 min 39 s ; 114. Tosti (ITA) 02 h 03 min 40 s ; 115. Tosti (ITA) 02 h 03 min 41 s ; 116. Tosti (ITA) 02 h 03 min 42 s ; 117. Tosti (ITA) 02 h 03 min 43 s ; 118. Tosti (ITA) 02 h 03 min 44 s ; 119. Tosti (ITA) 02 h 03 min 45 s ; 120. Tosti (ITA) 02 h 03 min 46 s ; 121. Tosti (ITA) 02 h 03 min 47 s ; 122. Tosti (ITA) 02 h 03 min 48 s ; 123. Tosti (ITA) 02 h 03 min 49 s ; 124. Tosti (ITA) 02 h 03 min 50 s ; 125. Tosti (ITA) 02 h 03 min 51 s ; 126. Tosti (ITA) 02 h 03 min 52 s ; 127. Tosti (ITA) 02 h 03 min 53 s ; 128. Tosti (ITA) 02 h 03 min 54 s ; 129. Tosti (ITA) 02 h 03 min 55 s ; 130. Tosti (ITA) 02 h 03 min 56 s ; 131. Tosti (ITA) 02 h 03 min 57 s ; 132. Tosti (ITA) 02 h 03 min 58 s ; 133. Tosti (ITA) 02 h 03 min 59 s ; 134. Tosti (ITA) 02 h 04 min 00 s ; 135. Tosti (ITA) 02 h 04 min 01 s ; 136. Tosti (ITA) 02 h 04 min 02 s ; 137. Tosti (ITA) 02 h 04 min 03 s ; 138. Tosti (ITA) 02 h 04 min 04 s ; 139. Tosti (ITA) 02 h 04 min 05 s ; 140. Tosti (ITA) 02 h 04 min 06 s ; 141. Tosti (ITA) 02 h 04 min 07 s ; 142. Tosti (ITA) 02 h 04 min 08 s ; 143. Tosti (ITA) 02 h 04 min 09 s ; 144. Tosti (ITA) 02 h 04 min 10 s ; 145. Tosti (ITA) 02 h 04 min 11 s ; 146. Tosti (ITA) 02 h 04 min 12 s ; 147. Tosti (ITA) 02 h 04 min 13 s ; 148. Tosti (ITA) 02 h 04 min 14 s ; 149. Tosti (ITA) 02 h 04 min 15 s ; 150. Tosti (ITA) 02 h 04 min 16 s ; 151. Tosti (ITA) 02 h 04 min 17 s ; 152. Tosti (ITA) 02 h 04 min 18 s ; 153. Tosti (ITA) 02 h 04 min 19 s ; 154. Tosti (ITA) 02 h 04 min 20 s ; 155. Tosti (ITA) 02 h 04 min 21 s ; 156. Tosti (ITA) 02 h 04 min 22 s ; 157. Tosti (ITA) 02 h 04 min 23 s ; 158. Tosti (ITA) 02 h 04 min 24 s ; 159. Tosti (ITA) 02 h 04 min 25 s ; 160. Tosti (ITA) 02 h 04 min 26 s ; 161. Tosti (ITA) 02 h 04 min 27 s ; 162. Tosti (ITA) 02 h 04 min 28 s ; 163. Tosti (ITA) 02 h 04 min 29 s ; 164. Tosti (ITA) 02 h 04 min 30 s ; 165. Tosti (ITA) 02 h 04 min 31 s ; 166. Tosti (ITA) 02 h 04 min 32 s ; 167. Tosti (ITA) 02 h 04 min 33 s ; 168. Tosti (ITA) 02 h 04 min 34 s ; 169. Tosti (ITA) 02 h 04 min 35 s ; 170. Tosti (ITA) 02 h 04 min 36 s ; 171. Tosti (ITA) 02 h 04 min 37 s ; 172. Tosti (ITA) 02 h 04 min 38 s ; 173. Tosti (ITA) 02 h 04 min 39 s ; 174. Tosti (ITA) 02 h 04 min 40 s ; 175. Tosti (ITA) 02 h 04 min 41 s ; 176. Tosti (ITA) 02 h 04 min 42 s ; 177. Tosti (ITA) 02 h 04 min 43 s ; 178. Tosti (ITA) 02 h 04 min 44 s ; 179. Tosti (ITA) 02 h 04 min 45 s ; 180. Tosti (ITA) 02 h 04 min 46 s ; 181. Tosti (ITA) 02 h 04 min 47 s ; 182. Tosti (ITA) 02 h 04 min 48 s ; 183. Tosti (ITA) 02 h 04 min 49 s ; 184. Tosti (ITA) 02 h 04 min 50 s ; 185. Tosti (ITA) 02 h 04 min 51 s ; 186. Tosti (ITA) 02 h 04 min 52 s ; 187. Tosti (ITA) 02 h 04 min 53 s ; 188. Tosti (ITA) 02 h 04 min 54 s ; 189. Tosti (ITA) 02 h 04 min 55 s ; 190. Tosti (ITA) 02 h 04 min 56 s ; 191. Tosti (ITA) 02 h 04 min 57 s ; 192. Tosti (ITA) 02 h 04 min 58 s ; 193. Tosti (ITA) 02 h 04 min 59 s ; 194. Tosti (ITA) 02 h 05 min 00 s ; 195. Tosti (ITA) 02 h 05 min 01 s ; 196. Tosti (ITA) 02 h 05 min 02 s ; 197. Tosti (ITA) 02 h 05 min 03 s ; 198. Tosti (ITA) 02 h 05 min 04 s ; 199. Tosti (ITA) 02 h 05 min 05 s ; 200. Tosti (ITA) 02 h 05 min 06 s ; 201. Tosti (ITA) 02 h 05 min 07 s ; 202. Tosti (ITA) 02 h 05 min 08 s ; 203. Tosti (ITA) 02 h 05 min 09 s ; 204. Tosti (ITA) 02 h 05 min 10 s ; 205. Tosti (ITA) 02 h 05 min 11 s ; 206. Tosti (ITA) 02 h 05 min 12 s ; 207. Tosti (ITA) 02 h 05 min 13 s ; 208. Tosti (ITA) 02 h 05 min 14 s ; 209. Tosti (ITA) 02 h 05 min 15 s ; 210. Tosti (ITA) 02 h 05 min 16 s ; 211. Tosti (ITA) 02 h 05 min 17 s ; 212. Tosti (ITA) 02 h 05 min 18 s ; 213. Tosti (ITA) 02 h 05 min 19 s ; 214. Tosti (ITA) 02 h 05 min 20 s ; 215. Tosti (ITA) 02 h 05 min 21 s ; 216. Tosti (ITA) 02 h 05 min 22 s ; 217. Tosti (ITA) 02 h 05 min 23 s ; 218. Tosti (ITA) 02 h 05 min 24 s ; 219. Tosti (ITA) 02 h 05 min 25 s ; 220. Tosti (ITA) 02 h 05 min 26 s ; 221. Tosti (ITA) 02 h 05 min 27 s ; 222. Tosti (ITA) 02 h 05 min 28 s ; 223. Tosti (ITA) 02 h 05 min 29 s ; 224. Tosti (ITA) 02 h 05 min 30 s ; 225. Tosti (ITA) 02 h 05 min 31 s ; 226. Tosti (ITA) 02 h 05 min 32 s ; 227. Tosti (ITA) 02 h 05 min 33 s ; 228. Tosti (ITA) 02 h 05 min 34 s ; 229. Tosti (ITA) 02 h 05 min 35 s ; 230. Tosti (ITA) 02 h 05 min 36 s ; 231. Tosti (ITA) 02 h 05 min 37 s ; 232. Tosti (ITA) 02 h 05 min 38 s ; 233. Tosti (ITA) 02 h 05 min 39 s ; 234. Tosti (ITA) 02 h 05 min 40 s ; 235. Tosti (ITA) 02 h 05 min 41 s ; 236. Tosti (ITA) 02 h 05 min 42 s ; 237. Tosti (ITA) 02 h 05 min 43 s ; 238. Tosti (ITA) 02 h 05 min 44 s ; 239. Tosti (ITA) 02 h 05 min 45 s ; 240. Tosti (ITA) 02 h 05 min 46 s ; 241. Tosti (ITA) 02 h 05 min 47 s ; 242. Tosti (ITA) 02 h 05 min 48 s ; 243. Tosti (ITA) 02 h 05 min 49 s ; 244. Tosti (ITA) 02 h 05 min 50 s ; 245. Tosti (ITA) 02 h 05 min 51 s ; 246. Tosti (ITA) 02 h 05 min 52 s ; 247. Tosti (ITA) 02 h 05 min 53 s ; 248. Tosti (ITA) 02 h 05 min 54 s ; 249. Tosti (ITA) 02 h 05 min 55 s ; 250. Tosti (ITA) 02 h 05 min 56 s ; 251. Tosti (ITA) 02 h 05 min 57 s ; 252. Tosti (ITA) 02 h 05 min 58 s ; 253. Tosti (ITA) 02 h 05 min 59 s ; 254. Tosti (ITA) 02 h 06 min 00 s ; 255. Tosti (ITA) 02 h 06 min 01 s ; 256. Tosti (ITA) 02 h 06 min 02 s ; 257. Tosti (ITA) 02 h 06 min 03 s ; 258. Tosti (ITA) 02 h 06 min 04 s ; 259. Tosti (ITA) 02 h 06 min 05 s ; 260. Tosti (ITA) 02 h 06 min 06 s ; 261. Tosti (ITA) 02 h 06 min 07 s ; 262. Tosti (ITA) 02 h 06 min 08 s ; 263. Tosti (ITA) 02 h 06 min 09 s ; 264. Tosti (ITA) 02 h 06 min 10 s ; 265. Tosti (ITA) 02 h 06 min 11 s ; 266. Tosti (ITA) 02 h 06 min 12 s ; 267. Tosti (ITA) 02 h 06 min 13 s ; 268. Tosti (ITA) 02 h 06 min 14 s ; 269. Tosti (ITA) 02 h 06 min 15 s ; 270. Tosti (ITA) 02 h 06 min 16 s ; 271. Tosti (ITA) 02 h 06 min 17 s ; 272. Tosti (ITA) 02 h 06 min 18 s ; 273. Tosti (ITA) 02 h 06 min 19 s ; 274. Tosti (ITA) 02 h 06 min 20 s ; 275. Tosti (ITA) 02 h 06 min 21 s ; 276. Tosti (ITA) 02 h 06 min 22 s ; 277. Tosti (ITA) 02 h 06 min 23 s ; 278. Tosti (ITA) 02 h 06 min 24 s ; 279. Tosti (ITA) 02 h 06 min 25 s ; 280. Tosti (ITA) 02 h 06 min 26 s ; 281. Tosti (ITA) 02 h 06 min 27 s ; 282. Tosti (ITA) 02 h 06 min 28 s ; 283. Tosti (ITA) 02 h 06 min 29 s ; 284. Tosti (ITA) 02 h 06 min 30 s ; 285. Tosti (ITA) 02 h 06 min 31 s ; 286. Tosti (ITA) 02 h 06 min 32 s ; 287. Tosti (ITA) 02 h 06 min 33 s ; 288. Tosti (ITA) 02 h 06 min 34 s ; 289. Tosti (ITA) 02 h 06 min 35 s ; 290. Tosti (ITA) 02 h 06 min 36 s ; 291. Tosti (ITA) 02 h 06 min 37 s ; 292. Tosti (ITA) 02 h 06 min 38 s ; 293. Tosti (ITA) 02 h 06 min 39 s ; 294. Tosti (ITA) 02 h 06 min 40 s ; 295. Tosti (ITA) 02 h 06 min 41 s ; 296. Tosti (ITA) 02 h 06 min 42 s ; 297. Tosti (ITA) 02 h 06 min 43 s ; 298. Tosti (ITA) 02 h 06 min 44 s ; 299. Tosti (ITA) 02 h 06 min 45 s ; 300. Tosti (ITA) 02 h 06 min 46 s ; 301. Tosti (ITA) 02 h 06 min 47 s ; 302. Tosti (ITA) 02 h 06 min 48 s ; 303. Tosti (ITA) 02 h 06 min 49 s ; 304. Tosti (ITA) 02 h 06 min 50 s ; 305. Tosti (ITA) 02 h 06 min 51 s ; 306. Tosti (ITA) 02 h 06 min 52 s ; 307. Tosti (ITA) 02 h 06 min 53 s ; 308. Tosti (ITA) 02 h 06 min 54 s ; 309. Tosti (ITA) 02 h 06 min 55 s ; 310. Tosti (ITA) 02 h 06 min 56 s ; 311. Tosti (ITA) 02 h 06 min 57 s ; 312. Tosti (ITA) 02 h 06 min 58 s ; 313. Tosti (ITA) 02 h 06 min 59 s ; 314. Tosti (ITA) 02 h 07 min 00 s ; 315. Tosti (ITA) 02 h 07 min 01 s ; 316. Tosti (ITA) 02 h 07 min 02 s ; 317. Tosti (ITA) 02 h 07 min 03 s ; 318. Tosti (ITA) 02 h 07 min 04 s ; 319. Tosti (ITA) 02 h 07 min 05 s ; 320. Tosti (ITA) 02 h 07 min 06 s ; 321. Tosti (ITA) 02 h 07 min 07 s ; 322. Tosti (ITA) 02 h 07 min 08 s ; 323. Tosti (ITA) 02 h 07 min 09 s ; 324. Tosti (ITA)



# Richard Peduzzi, des meubles pour la nouvelle Europe

Un créateur lance sa ligne de recherche à la conquête d'un art de vivre jamais rencontré depuis l'âge d'or des années 30

FRAÎCHEMENT sortie de l'atelier de recherche et de création du mobilier national, la table de Richard Peduzzi se dresse simplement, majestueuse, avec des allonges qui peuvent se séparer en deux consoles. Pas moins de seize essences de bois découpées en losanges forment sur le plateau un arlequin de couleurs, marquetterie sans vernis de pâle sycamore, jaguar violacé, ébène de macassar. Avec un vase en porcelaine de Sévres, il fait partie de la collection de l'atelier Peduzzi présentée pour la première fois à la galerie Sentou. Ces formes pures, conçues comme des « papiers découpés dans l'espace », s'imposent naturellement comme des classiques des années 90. « J'aime qu'ils aient une réalité, un poids, tout en donnant l'impression de s'envoler, par la fuite, par la forme », peut dire l'artiste.

En traitant le mobilier avec un dépouillement qui privilégie la perspective, la lumière et l'espace, aux dépens du détail, Richard Peduzzi renouvelle d'une manière très contemporaine les matières et les techniques traditionnelles. Ni « pompier », ni glacié, voici du beau qui ne fait pas peur.

Scénographe, architecte d'intérieur (on lui doit la bibliothèque-musée de l'Opéra Garnier), directeur de l'Ecole des arts décoratifs (l'Ensad) depuis 1990, Richard Peduzzi a choisi la diversité pour s'exprimer, retrouvant dans ses passions l'esprit des artisans de la

Renaissance. Son nom est associé à celui de Patrice Chéreau, rencontré en 1967, et pour lequel il a créé tous les décors de théâtre et d'opéra, de Wagner à *La Reine Margot*, film pour lequel il a imaginé la chambre de Catherine de Médicis.

Il travaille également depuis 1988 avec Luc Bondy : et c'est en « cherchant » une chaise longue pour *Le Conte d'hiver* de Shakespeare mis en scène à Avignon qu'il a commencé à dessiner ses premiers meubles. En 1995, il ouvre son atelier, dirigé par Caroline Valode. Après avoir trouvé le bon équilibre, il se lance même dans l'édition. A travers son travail, nourri par le sens du métier, il redonne un sens à l'éclectisme, à l'observation, à l'écart des collages du « zapping », qui dissimule, sous le culte de la nouveauté, une atrophie du goût et de la mémoire.

Il travaille aujourd'hui à la restauration du Capitole à Toulouse, à la présentation de l'exposition « Marianne et Germania » au Martin-Gropius Bau de Berlin (octobre 1996), ou encore aux décors du *Bel Ami* de Maupassant, un film signé Luc Bondy. « Dessiner une table, ou un décor, c'est s'attaquer à l'espace et à la forme », affirme-t-il.

Si « la chaise est la petite sœur de la colonne... » (Josef Hoff-



LIEU

## Reflets dans un œil d'acier

EN PASSANT en voiture, en glissant au long, on risque de le manquer. S'il est à Paris un édifice récent qui a pris naturellement sa place dans le paysage, c'est l'Institut du monde arabe, quai Saint-Bernard, à la hauteur du pont Sully. Derrière les grands arbres, la façade amorce une légère courbe qui accompagne, à distance, le mouvement de la Seine. Plus nettement, au coin de la rue des Fossés-Saint-Bernard, la tour d'angle annonce qu'il s'agit d'un lieu public. A voir, à revoir et sûrement à visiter.

Pour le piéton qui l'aborde par la face sud, au débouché du boulevard Saint-Germain, c'est la lumière qui prime. Toute la lumière. Réfléchissant la blancheur de l'esplanade dallée, l'acier ouvragé qui double la muraille de verre instaure dans un double mouvement le mystère et sa résolution, figure à la fois le regard et la main qui le voile, l'œil vivant et la résille qui le tient caché.

CINÉMA ÉGYPTIEN, DESERTS :

Insertion subtile et puissante, osée, dans un paysage ingrat - les abords de la faculté des sciences de Jussieu pour toujours inachevée -, l'architecture de l'Institut du monde arabe, huit ans après son ouverture, est à la hauteur de son ambition : le choc esthétique affirmé d'un tableau abstrait accroché aux cimaises de la ville se double du plaisir de le voir, de le savoir là, ayant bien veillé et affirmant son statut d'objet urbain nécessaire.

Or l'envers vaut l'endroit. Originalité acclimatée au ciel parisien par son extérieur tout en volumes sobres, le bâtiment continue d'intriguer celui qui entre. Divers itinéraires s'offrent à lui, au cœur du bâtiment, un labyrinthe de transparences et de reflets où les ascenseurs exécutent en silence leur danse de jolions, où les escaliers se croisent en multipliant les signes et les lignes métalliques, filins d'acier, rampes satinées, marches en tôle perforée, le tout dans un va-et-vient de lumière grise, tamisée par le fameux rideau de la façade. Ses diagrammes, dessinés en cinq variantes autour de la figure de l'ocytogone, s'ouvrent et se ferment selon une animation programmée qui n'a plus de lien - comme imaginé au départ - avec l'intensité de la lumière du jour. C'est égal, car l'effet de merveilleux mélangé joue à plein, lumière ou pas, et donne son sens à l'ensemble.

L'affaire, on s'en souvient, n'allait pas de soi. Coup d'audace des débuts du premier septennat de François Mitterrand, le concours qui permit de désigner l'équipe Nouvel, Soria, Lézeret et Architecture Studio pour ce « grand chantier » avant la lettre aurait pu conduire à un choix moins pertinent. Par la suite, la vie agitée de l'institution elle-même, qui « réunit » bon gré mal gré la France et les pays arabes, aurait pu achever de compromettre le tout. Les difficultés de gestion, de financement, d'entretien sur les programmes, qu'a connues et que connaît encore l'Institut (*Le Monde* du 10 novembre 1995) ont conduit au remplacement de son président, Edgar Pisani, par un gestionnaire chargé de remettre de l'ordre, Camille Cabana. L'événement créé autour du cinéma égyptien, exposition et festival de films, est, semble-t-il, le dernier d'une époque, le projet pharaonique autour des « Déserts » ayant été abandonné. Mais, quoi qu'il arrive, quoi qu'il « lui » arrive, l'Institut du monde arabe mérite ardemment de durer.

Michèle Champenois

\* Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 40-51-38-38. Exposition « Égypte, cent ans de cinéma », tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 19 heures. Jeudi, jusqu'à 21 heures. Entrée : 35 F. Projection de films égyptiens. Jusqu'au 25 février. En permanence, musée et bibliothèque de 50 000 ouvrages (ouverte de 13 heures à 20 heures).

Au neuvième étage, restaurant panoramique Fakhr el Dine (tél. : 46-33-47-70), spécialités libanaises et terrasse avec vue sur Notre-Dame.

mann), Richard Peduzzi aime, en maître, faire la différence et éviter à la fois l'éclectisme au théâtre et le choc visuel dans le registre du design. Son principe est simple : « Ne pas être agressé par un objet dont on se demande s'il est fait pour s'asseoir ou pour se lever. »

CAPRICE DE GÉOMÉTRIE

Nourri de références - on pense à la chaise Zig-Zag de Rietveld, aux tracés rectilignes du mouvement Arts and Crafts, aux volumes de Jean Michel Frank, comme à ceux de Pierre Chareau -, son mobilier s'abstient pourtant de toute citation historique. Ce faisant, il exprime cette recherche de formes que l'orne-

ment « barbare », comme le minimalisme des années 80 avaient fait oublier.

En redonnant aux lignes leur nécessité première, le geste, Richard Peduzzi s'impose comme un humaniste, en dehors des modes qui ont précipité l'art décoratif dans le décor ou le vide prétentieux. Longtemps le caprice s'est déguisé en géométrie. D'un tracé vigoureux, ses meubles - commodes, lit de repos, tables carrées - assurent de leur présence discrète la relance d'un véritable style européen : ce sens de l'équilibre, des proportions, de l'espace, qui a contribué à faire rayonner un certain art de vivre, dont le déclin a été d'or remonte aux années 30.

Laurence Bernadine

\* Exposition à la galerie Sentou, du jeudi 11 janvier au lundi 5 février, 26, boulevard Raspail, 75007 Paris.

## La fête et la fête

L'ÉPIPHANIE sonne le glas des agapes de fin d'année. Le 6 janvier, ou, dans les pays où cette date n'est pas fériée, le dimanche compris entre le 2 et le 8, païens et croyants se régalaient de délices d'une pâte feuilletée fourrée d'une crème à base d'amandes pilées ou de compote de pommes. Ils nourrissent le notoire espoir de tomber sur une pastille non comestible dissimulée dans l'épaisseur du disque doré : la fève. De plastique, de porcelaine ou de cuivre recouvert d'or, objet de convoitise et de collection, la fève n'est d'abord qu'une vulgaire légumineuse. Cultivée toute l'année depuis des temps immémoriaux,

généreuse, elle constitue longtemps la base du repas. La plante, parfois les prémices à servir de terre après l'hiver, représente une offrande lors des labours ou des mariages, et symbolise les enfants nés à venir. Sa graine, sèche et dure, sert dans la Grèce antique à l'expression des suffrages lors de l'élection des magistrats.

Démocrates en toutes circonstances, les Grecs utilisaient aussi les fèves pour tirer au sort un roi du banquet. Les Romains obéissaient à cette coutume conviviale, mais avec des dés. Lors des saturnales, leurs enfants les copiaient... avec des fèves. A la cour du Roi-Soleil, la plaisanterie dure encore. Celui qui trouve la graine dans un mets devient souverain à la place du roi le temps de la bombance.

Il dicte les lois de la table, désigne l'interprète d'une chanson ou lance une marche. La tradition du « jour des Rois » traverse peu à peu les couches sociales, offrant aux moins aisés l'occasion de consommer des produits précieux, promus à la vente le reste de l'année : œufs, farine et beurre. La brioche confectionnée symbolise le partage. Une part, de la même taille que les autres, est mise de côté pour le pauvre de passage, alors qu'une autre renferme le squelette de la fête. Lorsque l'un des hôtes trouve le fruit, la petite piécette devient dévouement général. Une autre tradition prévoit le convive désigné par la fève à régaler de boissons les gens de la table. La légende prétend que des chanoines n'hésitaient pas à avaler la

graine pour laisser leur bourse au fond de leur poche. Aussi a-t-on remplacé le légume par une figurine de porcelaine représentant, Épiphanie oblige, un papeau emballotté. Car, depuis le Moyen Âge, l'église s'étant occupée de superviser les croyances populaires et de fixer nombre de coutumes, le « jour des Rois » (de la galette) se confond avec celui de l'Épiphanie, jour de l'Adoration de l'enfant Jésus par les Rois mages. Prodiges de nature, la fève représente depuis lors un baigneur auréolé d'innocence, une couronne royale, un métier, un blason, un costume régional, un astre, un animal, un héros, un tableau... et donne toujours droit à une couronne de carnaval.

Aude Dassonville

## L'arrivée de la cuisine déstructurée

La nouvelle organisation de cette pièce se fera autour des appareils électroménagers

A QUELQUES JOURS du Salon du meuble de Paris, et surtout de celui de Cologne, qui, comme tous les deux ans, fera une large place au secteur de la cuisine, les pronostics vont bon train chez les professionnels du secteur, concessionnaires de marque, concepteurs-installateurs et décorateurs. L'Italie et l'Allemagne, premier fournisseur européen de cuisines, tous deux leaders en matière de design, devraient encore y dicter les nouvelles tendances. Encore faut-il, selon l'avis de Jacques Broche, le secrétaire général du Syndicat national de l'équipement de la cuisine (SNEC), nuancer le propos : « A la faveur d'un fléchissement général des prix, sensible sur le haut de gamme, qui explique d'ailleurs en partie la position de repli des fabricants allemands sur le marché français, les marques hexagonales, telle Mobilpa, ont pu développer une offre moyen-haut de gamme, voire haut de gamme, tout à fait concurrentielle face à l'offre italienne. »

La notion de prix devient, en effet, de plus en plus importante. Selon ce syndicat, qui regroupe trois cent cinquante entreprises, le prix moyen d'une cuisine s'établit aux alentours de 40 000 à 45 000 francs. Alors qu'un budget de 100 000 francs paraissait encore nécessaire il y a peu, on parle aujourd'hui de cuisine haut de gamme à partir de 70 000 francs, dans une proportion de 65 % environ pour les meubles et 35 % pour l'électroménager. Un minimum,

bien entendu, qu'il faut moduler à la hausse selon la surface de la pièce, la conception, l'installation et les travaux éventuellement requis, ainsi que l'électroménager choisi.

Quant au moyen de gamme, il se situe dans une fourchette comprise entre 35 000 et 70 000 francs, le bas de gamme - souvent des cuisines à monter soi-même - évoluant entre 15 000 et 35 000 francs.

LES BOIS EN POINTE

En quoi la cuisine 1996 se distinguera de celle de 1995 ? Emmanuel Pouly, décorateur et concessionnaire, à Paris, de la marque allemande haut de gamme Poggen Pohl, subodore « un retour aux années 70 » et à leurs « couleurs chaudes ». On est déjà en train de passer du bleu soutenu, qui a très bien marché, au jaune. Dans des nuances pâles dans un premier temps, orange ensuite. Détrouneront-elles le blanc, que les Français affectionnent particulièrement, tant il leur laisse toute latitude pour personnaliser leur décor ?

La machine à remonter le temps accélère sa marche chez l'italien Snaidero, dont les modèles phares, des « cuisines d'auteur », sont signés Pininfarina et Gae Aulenti. Michel Lemoing, concessionnaire parisien (ligne intérieure) de la marque, note le prompt succès remporté par le modèle Mitica, lancé il y a un an, à l'esthétique résolument an-

nées 30. Côté coloris, il prédit le succès des tons clairs, « vanille » ou « malaga » (orange), déjà testés sur des modèles plus « commerciaux », et celui du bleu pastel associé à l'érable.

Côté matériau, le retour de l'inox (évier, accessoires, etc.) fait l'unanimité des prédictions, tandis que le bois, déjà très en pointe, s'affirme dans toutes les ambiances, y compris ultramodernes, par le jeu d'essences ou de teintes différentes, éventuellement associées à une couleur. « L'érable clair, par exemple, se marie bien avec la couleur orange et adoucit l'inox », suggère Emmanuel Pouly.

Serge Fauché, responsable de la boutique à l'enseigne Arthur Bonnet du boulevard Raspail, à Paris, propose des bois en lamellé-collé, traités selon deux finitions : vernis brillant ou ciré. Chez Snaidero, la laque mate sur médium (un aggloméré de bois très dense) devrait créer l'événement à Cologne : Oia, le modèle fleuron de la marque italienne qui doit ses galbes au designer Pininfarina, va délaissier les couleurs audacieuses de ses débuts, le rouge et le jaune Ferrari, pour se décliner dans cette finition. Quant au modèle Extra, très dépoli, conçu par Gae Aulenti, sa prochaine variation devrait s'orner de façades en marbre cadrées d'aluminium.

Mais c'est l'organisation même de la pièce qui, tout en conservant ses quatre fonctions (point eau,

point cuisson, point froid et point repas), devrait connaître les plus grands chambardements. L'uniformisation des lignes et des matériaux, la rigueur des hauteurs, notamment des éléments bas, sont revenues en question. L'air du temps privilégie le déstructuré, élaboré autour d'un ou plusieurs appareils à poser.

« C'est à la fois de l'électroménager et un meuble en tant que tel. Indiscutablement, le point de départ de cette tendance a été le réfrigérateur américain », analyse le secrétaire général du SNEC. Dans la foulée, cuisinières et fours abandonnent leurs dimensions normalisées pour d'imposantes proportions. « Les appareils électroménagers se font plus beaux, plus larges et plus profonds. On ne les cache plus comme auparavant dans les cuisines laboratoires », remarque Emmanuel Pouly, qui y voit le signe d'une tendance plus générale. « En fait, tout est sous la main et tout reste visible, même quand le repas est fini. »

Michel Lemoing prend acte de cette tendance qui rend leur liberté aux gros appareils ménagers, éventuellement peints comme l'on en trouve déjà en Italie. Mais il se veut réaliste au contact de sa clientèle parisienne : « A Paris, les



cuisines sont particulièrement petites. Or, pour déstructurer, il faut de grands espaces. »

Véronique Balizat

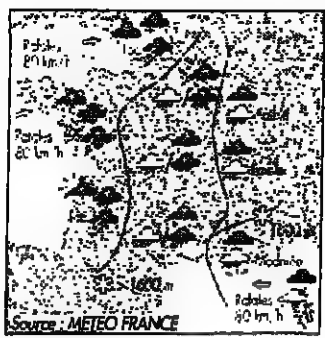
\* Salon du meuble de Paris, Parc des expositions, porte de Versailles. Ouvert au public le samedi 13 janvier, de 9 heures à 19 heures. Salon du meuble de Cologne, du 16 au 21 janvier. Renseignements : Salons internationaux de Cologne, 12, rue de Chemnitz, 75762 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 45-25-82-51.



## Nuages et passages pluvieux

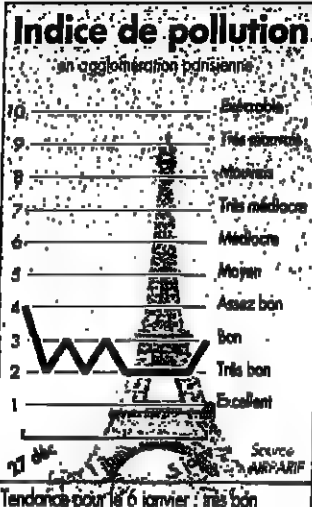
UN VASTE système dépressionnaire occupe la quasi-totalité de l'Atlantique nord. Il dirige sur la France un rapide flux de sud-ouest, doux et humide, dans lequel circulent de nombreux passages pluvieux.

Dimanche, sur les régions de la façade ouest, depuis la Bretagne jusqu'à l'Aquitaine, ce sera une journée très maussade, avec des nuages abondants qui donneront des averse. Une accalmie se pro-



Prévisions pour le 7 janvier vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 6 janvier : très bon

duira par l'ouest en cours d'après-midi. Sur les côtes, le vent de sud-ouest puis d'ouest faiblira progressivement, et ne dépassera plus 60 km/h en pointes l'après-midi. Sur la Normandie, le Nord, les Ardennes, l'ensemble du Bassin parisien, le Centre, le Massif Central et la région Midi-Pyrénées, les nuages ne laisseront que peu de place aux éclaircies; ils se montreront souvent menaçants, donnant de brèves averses. Une amélioration se produira en fin d'après-midi. La limite pluie-neige sur les Pyrénées se situera vers 1 800 mètres le matin, 1 600 l'après-midi. Sur toute la moitié est, depuis la Lorraine et l'Alsace jusqu'aux Alpes et à la Corse, ce sera un temps très médiocre: le ciel sera couvert, avec une pluie régulière: celle-ci tombera de manière plus soutenue sur les Cévennes ainsi que sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Toutefois, une accalmie commencera à se faire sentir par l'ouest en fin d'après-midi. La limite pluie-neige se situera vers 1 800 mètres durant la matinée, puis 1 600 l'après-midi. Le vent d'est soufflera assez fort le matin de la côte varoise à la Côte d'Azur, avec des rafales atteignant jusqu'à 70 km/h, puis il faiblira.

Les températures seront en légère hausse: les minimales seront généralement comprises entre 5 et 8 degrés sur la moitié ouest ainsi que dans le sud-est, jusqu'à 9 ou 10 degrés sur les franges littorales, et au contraire seulement 2 à 5 degrés sur la moitié est, et encore 0 à 2 degrés sur l'extrême Nord-Est; quant aux maximales, elles ne dépasseront pas 5 à 7 degrés sur le Nord-Est, mais atteindront ailleurs 8 à 11 degrés en général, et 12 à 13 du littoral atlantique aux régions méditerranéennes en passant par le Sud-Ouest.

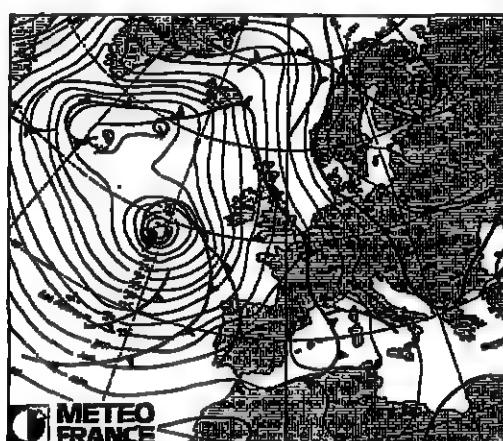
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



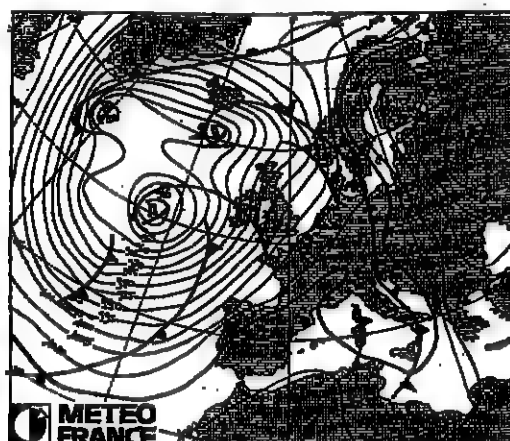
Prévisions pour le 7 janvier vers 12h00



TEMPÉRATURES		GRENObLE		7/4	TOURS		8/2	CHICAGO	-7-12	LISSONNE	15/13	PÉKOTIA	30/20	
du 5 janvier		LILLE		5/1	STRASBOURG		12/16	COPENHAGUE	-4-7	LONDRES		9/6	RETRAIT	30/20
maxima/minima		LYON		10/15	ALGER		22/6	DJAKART	28/24	PARIS		12/16	DEJIAN	12/16
		LYON, BRON		13/6	AMSTERDAM		22/6	DUBAI	29/15	LUXEMBOURG		0/-6	ROME	11/17
		MARSEILLE		12/10	BANGKOK		31/18	FRANCOFORT	34/20	MADRID		22/8	SAN FRANC.	12/17
		NANTES		11/7	BERLIN		9/17	GENÈVE	3-2	MILAN		20/6	SEVILLE	16/17
FRANCE		NICE		10/2	BOMBAY		24/8	HANOI	-14-12	MONTREAL		-19/-10	STOCKHOLM	-4/-4
		PARIS		9/17	BRASILIA		-12/-2	HELSINKI	-24/8	MUNICH		-7-12	TENBERGE	24/20
		PERPIGNAN		12/8	BUENOS AIRES		17/20	HONGKONG	23/18	NAIROBI		26/15	TOKYO	12/17
		BRESCIA		13/7	BUENOS AIRES		17/20	ISTANBUL	10/16	NEW DELHI		34/6	TUNIS	19/19
		CHERBOURG		10/1	BUENOS AIRES		17/20	JERUSALEM	-17-11	NEW YORK		-3/-6	VARSOVIE	19/19
		CHERBOURG		8/1	BUENOS AIRES		17/20	KIEV	-4/14	OSAKA		17/7	VIENNE	12/17
		CLEMENT-7		10/9	BUENOS AIRES		17/20	KINSHASA	22/20	PALMA DE MAJ.		17/7	VENISE	12/17
		CLEMENT-7		10/9	BUENOS AIRES		17/20	LAURE	19/19	PRAGUE		6/-6	VIENNE	12/17
		FORT-DE-FR.		30/23	TOULOUSE		10/2	LIMA	27/20					



Situation le 6 janvier, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 8 janvier, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Sports de glace

« IL GÈLE plus vite qu'avant la guerre », entendions-nous dire l'autre jour à un M. Prudhomme du métro. De fait, dès vendredi dernier la glace durcissait les lacs parisiens, où l'on retrouvait le spectacle traditionnel des canards pénétrant la banquise d'une palme étonnée et des amateurs de glissades les quatre fers en l'air. Samedi, les patins étaient exhumés à la hâte, livrés aux affûteurs. Et hier chacun s'élancait de bon matin vers les miroirs gelés.

Le bois de Boulogne prit ainsi, toute cette journée de dimanche, une pittoresque animation hivernale. Les ruisseaux où nous galopions dans notre enfance équipés d'horribles patins à courroies étaient sillonnés par des potaches en tenue de sports d'hiver.

Et le lac Saint-James, à la porte de Madrid, se prêtait sans danger, étant donné son peu de profondeur, à des ébats d'une centaine de patineurs dont les rondes et les poursuites dans un décor aux arbres échevelés, au ciel gris et bas, évoquaient de loin les visions de canal de Breghe.

Il n'était pas dit, cependant, que l'on ne pouvait prendre son plaisir sans payer. La patinoire Molitor avait, dès hier, prévenu cette anomalie. Nous y avons retrouvé contre espèces débouchantes une piste de glace naturelle. Du vice, direz-vous? Plutôt la recherche de la meilleure surface où nous refaire les chevilles.

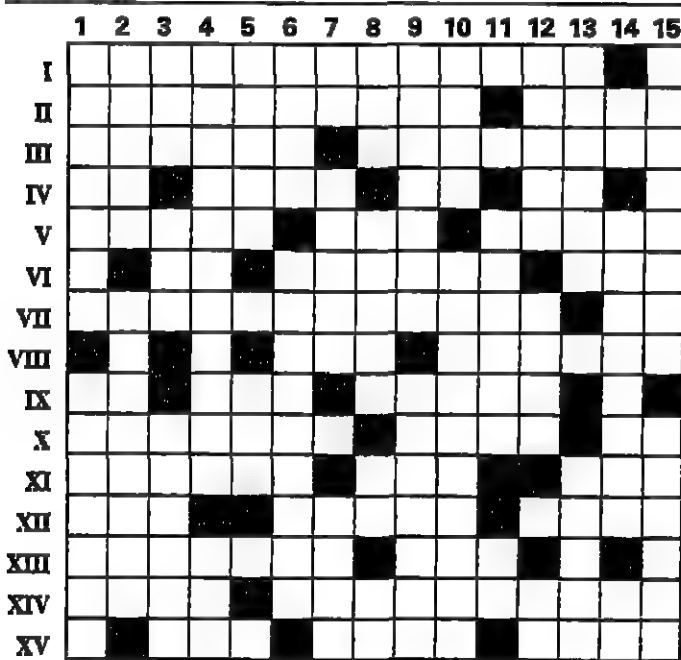
Cadre à peine changé par rapport à ces dernières années: le bar, le salon de thé sont fermés, mais le pick-up diffuse toujours d'anachroniques rumbas cubaines. Employés de vestiaire et professeurs ont les mêmes visages, tandis que, sur la patinoire, les filles et les garçons en canadienne ressemblent à s'y méprendre à celles ou ceux que nous côtoyions jadis - à une génération près.

Olivier Merlin

(8 janvier 1946.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6729



### HORIZONTALEMENT

1. Elle peut faire ou non ne trouve plus aucun charme. - II. Un protecteur du milieu. Lieu de pèlerinage. - III. Un maître de la prose latine. Qu'on ne peut pas prendre sans se faire piquer. - IV. Dieu pour Moïse. Un tour en Italie. Dans l'alternative. Ne semble jamais pressé. - V. Les leçons de Séneque ne lui profitèrent pas beaucoup. Grand récipiendaire. Un bon plan en cas de catastrophe. - VI. Agrément d'autrefois. Une région aride. Réponse à une question embarrassante. - VII. C'est le dernier qui l'emporte. En Suisse. - VIII. Pâleur. Pâleur. Pas court. - IX. Demi-sommeil, pour les enfants. Peuple du Nigeria. Tour de vis. - X. Personnage d'Hamlet. Chef de tribu. Symbole. - XI. Capitale étrangère. D'un auxiliaire. Celui des Jésuites est dur d'oreille. - XII. Un « meuble » bien français. Charge comme un ballon. Prendre un ton plus grave. - XIII. Essayer de faire repartir. Jamais autrefois. - XIV. Qui fait partie de l'effort. Qui nous donne le fil. - XV. Comme parfois un blanc. Pas d'Italie. Gras et salés.

### VERTICALEMENT

1. Quand elle est dure, on a du mal à cracher. Espèces d'Américains. - 2. Tiré de l'enveloppe. Un chrétien de fraîche date. - 3. Est exposé à tous les vents. Est très so-

### VERTICALEMENT

1. Sauterie. - II. Endormie. - III. Reine. Pré. - IV. Égée. - V. Égée. - VI. Ni. Tordus. - VII. Tape. Tan. - VIII. Aug. Ibis. IX. L. Isolai. - X. Reine. Ness. - XI. Er. Sasse. - XII. Sasse. - XIII. Sasse. - XIV. Sasse. - XV. Sasse.

### SOLUTION DU N° 6728

HORIZONTALEMENT  
1. Sauterie. - II. Endormie. - III. Reine. Pré. - IV. Égée. - V. Égée. - VI. Ni. Tordus. - VII. Tape. Tan. - VIII. Aug. Ibis. IX. L. Isolai. - X. Reine. Ness. - XI. Er. Sasse. - XII. Sasse. - XIII. Sasse. - XIV. Sasse. - XV. Sasse.

VERTICALEMENT  
1. Quand elle est dure, on a du mal à cracher. Espèces d'Américains. - 2. Tiré de l'enveloppe. Un chrétien de fraîche date. - 3. Est exposé à tous les vents. Est très so-

## PARIS EN VISITE

Lundi 8 janvier

MUSÉE GODET: la Chine impériale des Han aux Song (50 F + prix d'entrée), 10 h 30 (Pierre-Yves Jaslet); exposition « Chine, des chevaux et des hommes » (24 F + prix d'entrée), 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musées nationaux).  
MUSÉE DU LOUVRE: les primitifs italiens et le Quattrocento (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux); les appartements royaux (60 F + prix d'entrée), 14 h 45, sortie du métro Palais-Royal sur le terre-plein central (Isabelle Haullier); les peintres italiens de la Renaissance (55 F + prix d'entrée), 14 h 45, sortie du métro Palais-Royal côté place Colette (Paris et son bistrot); exposition « Les Emaux limousins » (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 2, place du Palais-Royal (Europ expro); petits appartements meublés (50 F + prix d'entrée), 15 h 15, sous la Pyramide, devant l'accueil des groupes (Connaissance de Paris); les objets d'art du Moyen Âge (33 F + prix d'entrée), 19 h 30 (Musées nationaux).  
DES ITALIENS à la place Vendôme (50 F), 14 h 30, sortie du métro Richelieu-Drouot côté Opéra-Comique (Émile de Langlade).  
NOTRE-DAME DE PARIS (50 F), 14 h 30, devant le portail central (Elisabeth Romann).  
L'OPÉRA GARNIER et l'exposition sur les costumes (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).  
PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES du dix-neuvième siècle (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autotour).  
LE QUARTIER BREDA (60 F), 14 h 30, sortie du métro Pigalle (Vincent de Langlade).  
GRAND PALAIS: exposition « Sérénité, terre de Bouddha », 15 heures (50 F + prix d'entrée), entrée de l'exposition (Institut culturel de Paris); 16 heures (50 F + prix d'entrée), devant l'entrée (Christine Merle).  
MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES: exposition sur le compagnonnage (40 F + prix

d'entrée), 15 heures, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Approche de l'art).

Mardi 9 janvier

MUSÉE D'ORSAY (34 F + prix d'entrée): exposition « Chefs-d'œuvre de la Ny Carlsberg Glyptotek de Copenhague », 11 heures; visite par thème, les impressionnistes, 14 h 30 (Musées nationaux).  
L'OPÉRA-BASTILLE (55 F + prix d'entrée), 11 heures, hall d'entrée (Mathilde Hager).  
MUSÉE D'ART MODERNE: exposition « Passion privée » (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
MUSÉE DU PETIT PALAIS (25 F + prix d'entrée): exposition « A l'ombre du Vésuve », 12 h 30; portraits du seizième au dix-neuvième siècle, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).  
L'UNESCO (50 F), 14 h 15, sortie du métro Ségur (Pierre-Yves Jaslet).  
LES CARMES (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (Didier Bouchard).  
L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autotour).  
MUSÉE BOURDELLE (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de Paris).  
MUSÉE CARNAVALET: naissance d'une capitale (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).  
MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE, 14 h 30 (25 F + prix d'entrée), 16, rue Chaplat (Musées de la Ville de Paris); 14 h 50 (50 F + prix d'entrée) (Institut culturel de Paris).  
LE PALAIS DE JUSTICE en activité (50 F), 14 h 30, métro Cité, sortie côté Marché aux fleurs (Christine Merle).  
LE QUARTIER BRETEUIL-SUFFREN et le palais de l'Unesco (60 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-François-Xavier (Vincent de Langlade).  
L'HÔTEL MEZZARA (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 60, rue La Fontaine (Paris et son bistrot).  
MARAIS: hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE A80

Bulletin à renvoyer accompagné de votre chèque à: Le Monde Service abonnements

24, avenue du G<sup>e</sup> Lefèvre - 69646 Chantilly Cedex - Tél: 01 49 40 33 90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-1082) is published daily for \$ 392 per year - LE MONDE - 1, place Robert-Schoeller-Méry 94051 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Champlain, NY, US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1000 Avenue of the Americas, New York, NY 10020-1097. Pour les abonnements étrangers, voir: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach VA 23461-7481 USA Tel.: 800-424-6611

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Pays: \_\_\_\_\_ 601 MD 001

Ci-joint mon règlement de: \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse: \_\_\_\_\_

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarifs autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49 40 33 90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Pgt Mondial 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC

CD-ROM: (1) 43-37-66-11

Index et microfilms: (1) 40-65-25-33

Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 Franc)

Le Monde

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437.

ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani

Directeur général: Gérard Morin

Membres du comité de direction: Dominique Auby, Gable Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tel.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

LE MAT DE de ren...  
COGNAC  
théâtre international...  
9 janvier / 3  
ROMÉ  
William Shakespeare

مسرح الروم



**ART** En dépit de sa notoriété, aucune rétrospective parisienne n'a rendu hommage au peintre Serge Poliakoff depuis 1970, un an après sa mort. Confronté avec la généra-

tion des années 50, alors qu'il naquit en 1900, il passa pour l'un des représentants de l'abstraction de l'après-guerre. ● DINA VIERNY, dans les salles de sa fondation, a entre-

pris de lui rendre justice en rassemblant près d'une centaine de ses œuvres sur toile et sur papier. La couleur y domine, explorée dans ses épaisseurs et ses transparences, étu-

diée dans ses harmonies et ses discordances au moyen de compositions à la géométrie irrégulière. ● BIEN des questions demeurent cependant énigmatiques, à commen-

cer par celles de la formation de Poliakoff dans l'entre-deux-guerres et de l'origine de son abstraction ni expressionniste ni systématique, mais essentiellement expérimentale.

## Serge Poliakoff, ou l'immersion dans la couleur

La Fondation Dina Vierny rend hommage à l'artiste au travers d'une centaine d'œuvres. Tenant d'une abstraction expérimentale, il est l'un de ces peintres des années 50 que l'on croit connaître et qui n'en demeurent pas moins encore énigmatiques

FONDATION DINA VIERNY, 61, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>; tél.: 42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 31 mai.

Étrange situation que celle de Serge Poliakoff : des abstraits apparus après la Libération. Il est l'un des mieux connus, l'un de ceux dont le style se reconnaît à tout coup - l'un de ceux encore dont, au temps de sa splendeur, le marché de l'art parisien faisait grand cas. Pour autant, son œuvre n'entreprend plus aucun rapport avec la création d'aujourd'hui, très éloignée de ses jouissances chromatiques et de son respect attentif du tableau, espace clos et ensemble complet. Aucun musée français ne lui a consacré d'exposition de grande ampleur depuis une rétrospective en 1970, hommage à l'artiste mort l'année précédente. Les livres d'histoire ne lui ménagent pas une place plus large, le comptant comme l'une des figures de l'abstraction française des années 50, cette abstraction qu'il a été longtemps de bon ton de tenir pour nécessairement inférieure à l'abstraction américaine. A San Francisco, aujourd'hui encore, sont réservées les salles du jeu de paume et les honneurs d'une institution officielle, quand Poliakoff doit d'être présent à une initiative privée.

Dans les salles de la Fondation Dina Vierny, une cinquantaine de ses toiles et presque autant de ses gouaches voisinent avec les bronzes, les tableaux et les singuliers de Maillol, les dessins à l'encre de Matisse et une collection de peintres



Serge Poliakoff travaillant une fresque dans la maison de Charles Estienne; Gordes, 1952.

naïfs, très nombreuses, elles sont accrochées serrées, de telle sorte que l'œil ne peut en isoler aucune. Il se trouve comme forcé à la comparaison. Or celle-ci, trop facile, accorde à l'œuvre de Poliakoff, à la fin des années 40 à sa mort, ce dernier a procédé selon une méthode qui semble n'avoir que très peu changé. La toile ou le papier sont divisés par des lignes qui découpent des polygones irréguliers aux bords tantôt droits, tantôt

courbes. Ce dessin suscite des formes variées, mixtes de trapèzes et de demi-cercles, ovales hérissés de triangles, pentagones éurichés. Ces contours zigzaguent et ondule d'un bord à l'autre en s'entrecroisant.

La-dessus, sur ce schéma tracé au crayon ou au fusain, intervient la couleur, qu'elle soit à l'huile ou à la tempera. Ce n'est pas une couleur uniforme qui remplirait les surfaces déterminées par la géométrie fantas-

tement désordonnée du dessin, mais une suite de nuances qui se reçoivent, un jeu de transparences et de superpositions telles qu'un vert sombre parvient à ressortir sous un jaune, que par les interstices d'un carmin un outremer se révèle. Rien n'est plus éloigné de Poliakoff que le monochrome trop parfait, trop inerte. Découvrant le Carré blanc sur fond blanc de Malevitch, il en déduit, à l'inverse de l'opinion générale, que l'œuvre démontre « le rôle capital de la vibration de la matière. Même s'il n'y a pas de couleur, un tableau où la matière vibre reste vivant ».

La vie, dans ses propres tableaux, se mesure à la multiplicité des contours chromatiques, aux dissonances et aux échos imprévus qui se développent à la surface. Dans les moments de plus grande réussite, la complexité de la construction colorée est telle qu'il suffit de se déplacer d'un pas pour détecter des tons cachés. Tout tient à la différenciation des touches qui oscillent entre une fluidité d'aquarelle et une épaisseur un peu grasse, entre la gestualité de hachures et de strles et la tranquillité d'aplats compacts. Quand ceux-ci sont en trop grand nombre, quand le travail a trop duré, de reprise en reprise, de recouvrement en recouvrement, la peinture s'engoue dans la pesanteur et l'opulence, une opulence confortable et monotone. Quand le rythme a été bon, il a suscité une toile bizarre qui ne cesse de se modifier. Dans le temps de son observation, elle gagne en complexité, et de la complexité peut naître une vue de la complexité essentielle optique.

Pour la percevoir, il faut regarder lentement et il faudrait pouvoir regarder chaque peinture séparément. Sinon l'œil risque de glisser sur les surfaces sans y pénétrer. C'est ce qui peut arriver dans la grande salle où, sur des murs de pierre à l'appareil très visible, une anthologie très riche a été disposée. Ce qui, dans le cas particulier, arrête et peut séduire, a moins de charme quand la répétition s'expose trop crûment. L'ordre chronologique lui-même ne sert à rien, tant sont infimes les variations d'une année à l'autre. Passée une phase d'incertitude, autour de 1950, Poliakoff a circonscrit le champ de ses expériences et déterminé ses moyens. Dès lors, il traite et reprend inlassablement la question de la couleur et de ses ressources.

Aussi n'est-ce que par malentendu qu'il est assimilé au mouvement dominant des années 50, qu'on le

dénomme expressionnisme abstrait, abstraction lyrique ou informel. Ses toiles ne se veulent ni la transcription d'une émotion, ni la transposition d'un paysage, ni le signe d'une passion. Elles n'ont rien de commun avec les Hartung traversés de faisceaux noirs et éclaboussés de taches en pluie; rien de commun non plus avec les Dehn et les Rebeyrolle les plus « matérialistes », qui sentent la terre et l'herbe écrasée. Bien que Poliakoff soit né à Moscou, ses toiles ne relèvent pas davantage d'un quelconque mysticisme russe. Alors quoi? Quel passé? Quelle généalogie? A vrai dire, on ne sait trop. Braque peut-être; probablement les gouaches découpées de Matisse; l'héritage du postimpressionnisme semble-t-il; assurément une certaine histoire de l'abstraction française avant 1914.

Ce qui manque à cette exposition, ce sont des points de repères. Or Poliakoff, à la Libération, n'est ni un débutant ni même un jeune peintre. Né en 1900, il a étudié et peint durant l'entre-deux-guerres, tout en vivant de ses cachets de guitariste. Il est passé par Londres en 1935, où il aurait examiné de près les sarcophages égyptiens du British Museum. Il a rencontré Kandinsky en 1937, qui l'a encouragé. En 1939, il a appartenu au cercle des Delaunay et a connu Otto Freundlich. Sans doute conviendrait-il de chercher de ce côté-là et de remonter jusqu'aux contrastes simultanés de Delaunay, dont Poliakoff a retenu l'un des principes essentiels : la couleur doit être analysée pour elle-même, dans sa diversité.

Il faudrait encore se demander ce que Poliakoff a retenu de Kandinsky - et duquel, de l'auteur de *Du spirituel dans l'art* ou de l'ancien professeur du Bauhaus? Seules ces recherches permettraient de situer plus précisément l'œuvre et de lui rendre justice.

### Maillol chez lui

Modèle et amlé d'Aristide Maillol, Dina Vierny a réuni la collection la plus complète de son œuvre qui puisse se visiter, des tapisseries et des bois sculptés de ses débuts jusqu'à ses nus monumentaux, en passant par ses toiles et ses dessins, des nus à l'encre, non moins voluptueux que les bronzes. A cette présentation, s'ajoute un complément temporaire, une suite d'une vingtaine de bronzes châtés et patinés par l'artiste lui-même, qui ne confiant pas cette tâche à des spécialistes. Ce sont, une fois encore, des nus féminins, où la grâce caressante des patines parfaitement lissées s'allie, sans l'amoindrir, à la netteté du modelé. Leur rencontre est à mi-chemin entre archaïsme et idéalisme.

★ Jusqu'au 14 avril.

Philippe Dagen

## Une exposition pour mieux connaître les icônes

VISAGES DE L'ICÔNE, Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1<sup>er</sup>. Tél.: 42-33-82-50. Jusqu'au 4 février. Catalogue, 136 pages, 220 francs.

Les icônes se ressemblent toutes, pense le profane. Rien ne distinguait les productions du monastère de Sainte-Catherine du Sinai de celles de Novgorod. Après tout, les moines qui les ont peintes ne furent-ils pas soumis à des règles draconiennes, au respect d'un même canon rigoureux?

Le profane n'a pas totalement tort, mais ne prendrait rien à visiter le Pavillon des Arts. L'exposition Visages de l'icône est belle, certes, mais elle offre plus encore en distillant le doute, en inspirant la réflexion : en juxtaposant, par exemple, deux *Baptême du Christ* sensiblement de même taille et tous deux peints au dix-septième siècle. L'iconographie est presque semblable, d'un panneau à l'autre. Le Christ est au centre, dans le lit du Jourdain. A sa droite, Jean Baptiste officie. A sa gauche, des anges s'inclinent. Des deux descend le Saint-Esprit, sous la forme d'une colombe. Pourtant, ce qui saute aux yeux, ce sont les différences. L'une des

icônes est bulgare, l'autre est russe : les tons de la première sont saturés ; les contrastes violents ; le graphisme expressif. Des spirales blanches stylisées les flots du Jourdain. D'autres courbes, notes celles-ci, soulignent les rochers, les côtes et les pectoraux du Christ. L'ensemble est presque brutal, surtout comparé à l'icône russe, imprégnée d'une harmonie douce et rose, élégante et raffinée.

Sans s'attacher à une « école » particulière, l'exposition aborde les icônes dans leur diversité, thématique et stylistique, avec des œuvres superbement choisies. Celles-ci proviennent pour l'essentiel de collections publiques ou privées françaises, lesquelles, c'est une autre bonne surprise, se révèlent particulièrement riches. Deux exceptions cependant : les organisateurs ont dû emprunter à Houston (Texas) leurs exemples de l'époque Paléologue (1261-1453), et à Tripoli (Liban) de superbes icônes arabo-chrétiennes. L'ensemble - soixante-cinq pièces - est une réussite.

L'exposition procure un autre agrément constant, en ne s'adressant pas aux seuls spécialistes : elle est en effet soutenue par un appareil critique et des panneaux explicatifs remarquablement conçus. Pour qui veut s'en donner la peine,

l'icône devient alors vivante, ludique même. Terrifiante parfois : il est souvent douloureux d'être béatifié. Les tribulations de saint Charlampe en donneront une idée. L'évêque de Magnésie fut martyrisé en 203, sous Sévère Sévère, lequel ne manquait pas d'imagination. L'icône grecque du dix-huitième siècle qui raconte sa vie ne néglige aucun détail, n'épargne aucun tourment. Et attribue ses bourreaux de costumes turcs, montrant ainsi que l'histoire n'est pas absente de ces images supposées intemporelles.

### INSTRUMENT DE PRIÈRE

D'autres sont plus tendres. Elles trahissent, pense-t-on, une influence de la Renaissance italienne : c'est le cas de cette icône crétoise, à mille lieues de l'islamisme byzantin, qui représente la Vierge allaitant le Christ. D'autres croient cependant que le thème vient de plus loin : il serait d'origine copte, inspiré par la figure d'Isis nourrissant le fils d'Horus. Cette Madone « galaktotrophousa » voisine dans l'exposition avec une autre Vierge à l'Enfant, dite « *hodigitria* » (« celle qui montre le chemin »), habituellement conservée à l'église Saint-Nicolas de Tripoli. Cette dernière a bénéficié d'une importante restauration pour l'occasion. Elle était, explique la restauratrice, Nathalie Houdehine, « fortement tachée, probablement par les fumées des bougies, les brûlures et les divers gouts... ». L'icône a pu souffrir de trop de ferveur.

Les fidèles avaient également pour habitude de clouer leurs ex-votos directement sur le panneau. Car, pour les chrétiens orthodoxes, l'icône est d'abord instrument de prière. Pour saint Jean Damascène, elle est « comme remplie d'énergie et de grâce ». Non celle du peintre, quantité négligeable, mais celle du Christ. L'icône est habitée. Nous ne

la regardons pas, c'est elle qui nous regarde. Si la perspective en est inversée par rapport à la norme fixée par la Renaissance, c'est que le point de vue n'est pas dans l'image, mais au devant, à la place du spectateur. Avant d'être des tableaux, les icônes sont des simulacres, ou des substituts. L'équivalent peint de ce que furent les reliques pour notre Moyen Âge.

Malgré tous les efforts des organisateurs de l'exposition, les visiteurs auront sans doute des difficultés à se représenter cet aspect sacré qui échappe le plus souvent à l'entendement occidental et ne se révèle réellement qu'à celui qui pénètre dans une église orthodoxe. Mais ils peuvent se prendre rapidement au jeu des comparaisons, ou à celui des dévotions iconographiques ou historiques : ainsi cette *Deisis* dans laquelle un petit personnage agenouillé rappelle les figures des donateurs telles qu'elles apparaissent chez certains primitifs italiens. Un donateur dans une icône, l'idée est surprenante. A l'usage, elle s'avère fautive, probablement : l'homme en question est Melek El Moattam, sultan de Damas, miraculé du treizième siècle. Un ex-voto alors? Non plus : l'icône date de 1813, et l'on l'imagine mal quelqu'un remerciant Dieu pour un miracle vieux de six cents ans. Le profane, rassuré, en conclut un peu vite qu'en effet oser se faire représenter à côté du divin est une idée purement européenne, qui n'a pu fleurir qu'aux temps de l'humanisme triomphant. Encore une fois, ce n'est pas si simple : le donateur n'est pas toujours absent. Ainsi Isayas et son inévitable Akamenba se sont-ils fait peindre au beau milieu d'une crucifixion. C'était en Éthiopie, au dix-huitième siècle.

Un autre mérite de l'exposition est d'oser affirmer les nuances, les doutes, les contradictions qui font l'histoire de l'art. Le visiteur ne pourra que s'en satisfaire : il n'y apprendra pas tout ce qu'il y a à connaître sur l'icône, mais ce serait bien le diable s'il n'avait pas envie d'en découvrir, par la suite, un peu plus.

Harry Bellet

### DANS LES GALERIES

CATHERINE HÜBSCHMANN

Galerie Alain Veinstein, 30, rue de Lappe, 75011 Paris; tél.: 47-00-15-20. Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures, le samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures; jusqu'au 13 janvier. Après cubistes et surréalistes, après Picasso et Ernst, Schwitters et le pop art, reste-t-il encore quelque nouveauté à rechercher du côté du collage? Catherine Hübschmann le pense. Depuis plus d'une décennie, elle accumule des photographies tirées de magazines de toutes sortes, les découpe et agence ces fragments de manière à obtenir des rencontres et des juxtapositions incongrues et expressives. Du cliché de mode à la quidichronie du catalogue d'art, tout lui est bon. Plus que la variété de ses sources est remarquable l'arrangement des rapprochements. Bouts de paysages, débris d'objets, morceaux de corps s'organisent en reliquaires baroques. Chaque collage, sous son apparence de diversité, s'organise autour d'un motif ou d'un sentiment, mer ou ville visitée, érotisme ou mélancolie. Les plus réussis sont sans doute ces derniers, en noir et blanc, légers et fugitifs comme des souvenirs près de s'effacer. Ph. D.

### A nous, les grands espaces vierges!

Séjours à partir de 5.495 F, chez votre agent de voyages LAPONIE SUEDE Documentation gratuite : Office Suédois du Tourisme, 11, rue Payenne, 75003 Paris. Tél. (1) 42 72 58 77. Nom : Adresse :

LE MAT DE COGNAC de René Depestre création compagnie chène noir adaptation et mise en scène gérard gelas théâtre international de langue française paris parc de la ville pavillon du charolais 9 janvier / 3 février 96 renseignements réservations 40 03 93 95

Romane Bohringer, Denis Lavant ROMÉO ET JULIETTE William Shakespeare mise en scène Hans Peter Cloos jusqu'au 9 mars



Deux concerts  
avec l'un des big bands  
les plus actuels du jazz

trombonistes Daniel Casimir et Denis Leloup, le tubiste François Thuitier, Hubert Dupont et Benoît Du noyer de Segonzac aux con trebasses, le pianiste Pierre de Bethmann... Dans *La Femme du bouc émissaire* (DOC Night and Day), ce cinquième enregistrement de QND, le travail rythmique des batteurs Benjamin Henocq et François Merville et le vibraphoniste Norbert Lucarain suscite tous les enthousiasmes.

★ Dunois, 108, rue du Chevaleret  
Paris 13°. M<sup>re</sup> Chevaleret. 18 heures  
le 7 janvier ; 20 h 30, le 8 janvier  
Tél. : 45-84-72-00. 100 F. Dans le  
cadre de l'opération « Prenez une  
place et venez à deux ».

**Wim Wenders à la FNAC**  
Coproducteur et coréalisateur du film de Michelangelo Antonioni *Par-delà les nuages* (qui sortira le 24 janvier), Wim Wenders a tiré de l'exceptionnelle expérience de

Le maître muet un journal de tournage, à la fois écrit et en photos, Avec *Michelangelo Antonioni*, édité par l'Arche. Il présente son livre d'un «rencontre avec le public» organisée par la FNAC en partenariat avec *Le Monde* et animée par Jean-Michel Fonfon. FNAC Forum des Halles, Entrée par la porte Lescoq. De 17 h 30 à 19 heures, le 9 janvier.

**Hommage à Paul Verlaine**  
Pour célébrer le centenaire de la mort de Paul Verlaine et faire entendre, outre ses poèmes, les mélodies qu'il a inspirées aux musiciens, le Théâtre du Châtelet lui consacre un hommage lundi 9 janvier, de 14 h 45 à 19 h 30, concert-cinéma : des textes de Paul Verlaine, Arthur Rimbaud et Paul Fort, sur des musiques de Claude Debussy, Emmanuel Chabrier, Gabriel Fauré, Jacques Chailion (pacteur), Jean-Louis Hagenauer (piano). A 20 heures, Verlaine et la Méthode : des poèmes de Paul Verlaine, sur des musiques de Gabriel

Faure, Ernest Chausson, Reynaldo  
Hahn, Claude Debussy, Maurice  
Ravel, Igor Stravinsky... Ann Mur-  
ray (mezzo-soprano), François Le  
Roux (baryton), Jeff Cohen et  
Graham Johnson (piano).  
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris  
1<sup>er</sup>. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à  
170 F.

Jean-Louis Charbonnier  
Jean-Louis Charbonnier est un  
pionnier : en France, il y a quel-  
ques lustres déjà, il jouait de la  
virole, quand Jordi Savall n'était  
pas une star et que Marin Marais  
ne disait rien à personne... Au-  
jourd'hui, il persiste, auréolé de  
son rôle de professeur des acteurs  
du film de Coenau. Il a raison,  
car, lorsqu'on aura oublié le film,  
la musique de Marais restera.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque,  
17, rue des Carmes, Paris 5<sup>e</sup>.  
M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité. 17 h 30, le  
jeudi. Tél. : 34-51-36-46. 100 F.

Luciano  
Quatorze ans après la mort du  
grand Bob (Marley), Luciano,  
chanteur au timbre sûr et talent-  
ueux mélodiste, prouve que les  
rales chansons n'ont pas  
complètement disparu du réper-  
toire jamaïcain.

Eglise-Montmartre, 72, boulevard  
Rochecrouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers.  
19 h 30, le 6. Tél. : 44-92-45-49.

## NOUVEAUX FILMS

**HEAD MAN**  
 ILMF américain de Jim Jarmusch, avec  
 Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Hen-  
 sen, Robert Mitchum, Gabriel Byrne,  
 John Hurt (2 h).

**RE** : Les Haïles, doily, 1<sup>er</sup> (36-  
 75-55 ; rés.) ; UGC 40-30-20 ; (36-  
 68-45) ; UGC Rotonda, (36-65-70-73 ; 36-68-  
 -45) ; UGC Danton, doily, (36-68-  
 -45-21) ; UGC Champs-Élysées, doily, (36-  
 68-45-21) ; UGC 14-70 ; UGC Linder Parlay,  
 (36-68-45-21) ; UGC 48-25-20 ; réserva-  
 tion : 40-30-20-10 ; Majestic Bastille,  
 doily, 1<sup>er</sup> (36-68-45-55 ; réservation :  
 40-30-20-10) ; Eclair, doily, 13<sup>e</sup> (36-  
 -48-24 ; réservation : 40-30-20-10) ;  
 UGC 14-70 ; UGC Ecran Infa, doily, 13<sup>e</sup> (36-  
 68-68-75 ; réservation : 40-30-20-10) ;  
 Mistril, 14<sup>e</sup> (36-65-70-41 ; réserva-  
 tion : 40-30-20-10) ; Bienvenue Mont-  
 marnasse, doily, 15<sup>e</sup> (36-65-70-38 ; ré-  
 servation : 40-30-20-10) ; Majestic  
 14-70 (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ;

**NOT TO LOOK BACK**  
 ILMF britannique de D. A. Penneb-  
 aker, avec Bob Dylan, Joan Baez, Alan  
 Price, John Lennon, Eric Clapton, George  
 Harrison, Ringo Starr, The Beatles.  
 D. Action : Eclos, (35-73-27-07 ; 35-73-  
 70-64).

**HEAD RAND**  
 ILMF americano-canadien de Georges  
 Lautner, avec Christopher Lambert,  
 Charles Cahan, Catherine McCormack,  
 John Young, Jacques François, Nicolas  
 Pot (1 h 35).

**RE** : UGC Ciné-cité les Haïles, doily, 1<sup>er</sup>  
 (36-68-68-45-21) ; UGC Danton, doily, (36-  
 68-68-24-21) ; Gaumont Ambassade,  
 doily, (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés-  
 ervation : 40-30-20-10) ; George-V,  
 doily, (36-68-48-47) ; Gaumont Geo-  
 rge-V, doily, (36-68-48-47) ; UGC 14-70,  
 doily, (36-68-48-47) ; UGC 14-70, doily, (36-68-  
 -48-47) ; UGC 40-30-20 ;

**RE** : Rex, doily, 2<sup>e</sup> (36-68-70-23) ; UGC  
 (omarpasse), (36-68-70-23) ; 36-68-  
 -47-14 ; Paramount Opéra, doily, 3<sup>e</sup> (36-  
 68-68-48-22-27 ; 36-68-81-09 ; réserva-  
 tion : 40-30-20-10) ; Gaumont Alesia,  
 doily, (43-04-04-67 ; 36-65-71-33 ; réserva-  
 tion : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille,  
 (36-68-68-33) ; UGC Gobelins, doily,  
 19-70 (36-68-68-22-27) ; Gaumont Alesia,  
 doily, 14<sup>e</sup> (36-68-75-55 ; réservation :  
 40-30-20-10) ; Miramar, doily, 14<sup>e</sup> (36-  
 -70-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ;  
 UGC 14-70 ; UGC 14-70, doily, 15<sup>e</sup> (36-68-29-  
 -29) ; Parthé Wagram, doily, (36-68-68-  
 -22-27 ; réservation : 40-30-20-10) ;

[illegible]

42-56-31; 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13° (36-68-22-27); Mistral, dolby, 14° (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); UGC Convention, 15° (36-68-29-31).

## LES EXCLUSIVITÉS

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

**ARNAUD MARIE KOLTES**

# LA TUDE

**CAMPS DE COTON**

**PRICE CHEREAU**

**28 JANVIER 96 À IVRY**

**3615 ODEON (21<sup>ème</sup> arr.)**

## ODEON

**THEATRE DE L'EUROPE**

ange héroïque, sam. 18 h, 22 h ;  
omme qui tua Liberty Valance, dim.  
16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; le Massacre  
ort Apache, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h,  
30 ; Rio Bravo, mar. 16 h, 16 h 30,  
21 h 30.

**TOUR DU MONDE**, Centre Wallonnie  
elles, 4<sup>e</sup> (42-71-25-16), la Fille de  
st, sam. 18 h ; Dust, sam. 20 h 30,  
15 h ; Nœue en Galles, dim. 18 h ;  
entide, dim. 20 h 30 ; Isure de se,  
mar. 15 h ; Femmes d'Alger, mar.  
A la recherche du lieu de ma nais-  
e, mar. 20 h 30.

**TEL ARCHITECTE DU RÊVE**, Reflet  
icid 12, 5<sup>e</sup> (35-65-48-24), le Charme  
et de la bourgeoisie, mar. 12 h.

**CENT ANS DE CINÉMA**, Studio des  
lines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09), La Petite  
chambre d'allumettes, dim. 12 h,

**CLAUDE CLAUDE-JEAN PHILIPPE**  
(J.), L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (36-68-48-24),  
e et chachouère, dim. 11 h.  
l'Alphibre, Grand Actor, 5<sup>e</sup> (43-28-  
44-06), Tour du monde, lun. 12 h, mar. 12 h.

**TOUR DU MONDE**, 5<sup>e</sup> (43-28-44-06),  
0<sup>e</sup>, Théorie, lun. 12 h, mar. 12 h, 15 h.

**TOUR DU MUSÉE**, Musée de l'Armée,  
42-43-37-70), Diviser pour régner, la  
le de France, dim. 14 h ; Blinded by  
the light, 5<sup>e</sup> (43-28-44-06), Les femmes blindées  
sante moderne, dim. 16 h.

**LES DENTS**, Denfert, 14<sup>e</sup> (43-21-  
7-21), The Zip, mar. 20 h 30.

**TE : CENT ANS DE CINÉMA** (v.o.),  
du monde arabe, 5<sup>e</sup> (40-57-39-  
55), L'Impasse des deux palais, sam.  
le Chant de la fidélité, dim.  
10 ; Al-Soukriya, dim. 17 h.

**MA-MASCUNIA**, Centre Pompidou,  
5<sup>e</sup> (43-26-19-09), Le Musée, 4<sup>e</sup> (44-78-12-  
44-78), La Passion, sam. 17 h ; la Cité des  
portes, sam. 20 h ; Roberte, dim.  
10e, dim. 20 h ; Sweet Movie, lun.  
Casanova de Fellini, lun. 20 h.

**ALMA MORETTI** (v.o.), Reflet Médias  
36-68-48-24), Journal intime, dim.  
5<sup>e</sup> ; Bianca, lun. 12 h 05.

**SCIOS TRUFFAUT**, le CINÉMA et la  
Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-  
09),

[illegible]

12.30 Magazine & info  
 13.00 Journal Météo  
 13.30 Jeux  
 14.00 Réalité (sans censure)  
 14.30 Sans frontières  
 15.00 Jeux de l'école  
 15.30 Jeux  
 16.00 Disney Palace  
 17.30 Spécial sport  
 18.00 Journal 7 jours  
 18.30 Journal  
 19.00 Cinéma : La M...  
 20.00 Cinéma : L'arme parfaite  
 20.30 Cinéma : L'arme parfaite  
 21.00 Journal Météo  
 21.30 Programmes de nuit  
 22.00 Journal Météo  
 22.30 Journal Météo  
 23.00 Journal Météo  
 23.30 Journal Météo  
 24.00 Journal Météo

مركز من الإصم



Up 1.50

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 7 - LUNDI 8 JANVIER 1996 / 19

SAMEDI 6 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Divertissement :</b> Les Années 60. Présenté par Jean-Pierre Foucault.	<b>20.45 Divertissement :</b> N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.	<b>20.55 Téléfilm :</b> La Colline aux mille enfants. De Jean-Louis Lorenzi, avec Patrick Dempsey, Olivia Riccio. Pendant l'Occupation, dans un vil- lage des Cévennes, les habitants s'organisent pour sauver des enfants juifs.	<b>20.45 Série :</b> Aux frontières du réel. Nous ne sommes pas seuls (épisode pilote). Gorge profonde. Compres- sions.	<b>20.30 Téléfilm :</b> La vérité est un vilain défaut. De Jean-Pierre Salomé.	<b>20.45 Série :</b> Du rouge à lèvres sur ton col. [1/6] De Dennis Potter. L'ascension de cette série britannique à succès se situe à Londres à la fin des années 50. Tandis que les adultes s'inquiètent des problèmes liés à la crise de Suez, les jeunes rêvent d'amour et de rock'n'roll. Grand prix Europa des séries 1993.
<b>22.45 Téléfilm :</b> L'Arme suprême. De Charles T. Kanganis.	<b>22.55 Programme non communiqué.</b>	<b>22.55 Les Dossiers de l'Histoire.</b> Les deux monts de Sainte, de Wil- liam Karel et Claire Jéanteur.	<b>23.25 Série :</b> Les Contes de La crypte. Le Vampire récalcitrant. La Peinture au sang.	<b>22.05 Magazine :</b> Jour de foot.	<b>21.45 Magazine :</b> Métropolis.
<b>0.25 Spécial Sport :</b> Basket-ball. Buckler Christmas Challenge. Ben- fica de Lisbonne-Juventud Badalona (Espagne).	<b>0.05 Journal, Météo.</b>	<b>23.55 Météo, Journal.</b>	<b>0.30 Dance Machine Club.</b> La techno. Invitée : Diane King.	<b>23.00 Sport :</b> Boxe. Réunion en direct de Lavallois. Championnat d'Europe des poids super-welters : Laurent Boudouane (France) - Javier Castillejo (Espagne).	<b>22.45 Magazine :</b> Music Planet.
<b>1.10 Journal, Météo.</b>	<b>1.00 Magazine :</b> La 25 <sup>e</sup> Heure. Envoyé Hodge ou l'imposture alba- naise, de Jean-Louis Berdort.	<b>23.55 Météo, Journal.</b>	<b>1.00 Magazine :</b> Hit Dance.	<b>0.00 Le Journal du hard.</b>	<b>23.45 Téléfilm :</b> La Mort bleue.
<b>1.25 Programmes de nuit.</b> Histoires naturelles (5.05) ; 2.20, TF 1 nuit (et 3.20, 4.00, 4.30) ; 2.30, Les Aventures du jeune Patrick Pacard [5/6] ; 3.30, Intrigues (et 4.10) ; 4.40, Musique.	<b>1.55 Programmes de nuit.</b> Solo ; 2.45, Documentaire : Les Echos de la nuit ; 3.35, Jeu : Pyra- mide ; 4.00, Jeu : Les Z'amours ; 4.30, Voltigeur du Mont-Blanc ; 4.45, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.50, Dessin animé.	<b>1.15 Musique Graffiti.</b> Variations sur un thème de valse de Diabelli, par Georges Pludermacher, piano (20 min).	<b>3.00 Rediffusions.</b> Jazz 6 ; 3.55, Black Ballad ; 4.45, El Tiempo pasa.	<b>1.45 Le Grand Saut. III</b> Film américain de Joel Coen (1993, v.o.).	<b>1.15 Cartoon Factory.</b> [17/18] (rediff.)

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des  
cinq continents (et 22.00). 19.30 Journal de la  
RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Le Pays du  
soleil levant. De Laurent Heynenmann (1988)  
avec Fanny Ardant, Bruno Cremer. 21.30 1884.  
cinéma. 22.05 Journal de France 2. Édition de  
20 heures. 22.30 Faibles la tête : la fête brita-  
nnique. Rediff. de France 2 du 31/12/95. 0.35  
Journal de France 3. Édition Soir (25 min).  
PLANÈTE 19.40 Le Cube de Fidel Castro. De  
Marc de Baulfort et Yossi Campos. 20.35  
Chemins de feu. [11/12] De Santos à Santa  
Cruz. De Michel Houle. 21.35 Saint Bernar-  
d et les domaines cisterciens en Europe.  
[2/3] La Puissance et la Gloire. De Lorène  
Solier. 22.00 Corica Raid, Aventure 95. De  
Frédéric Guichard. 22.55 15 jours sur Planète.  
23.20 Seigne. [1/2] Révolutionnaire. De Jor-  
dan Lewis. 0.15 L'après, la Chine au-delà des  
nuages. [4/4] Destins croisés. De Phil Agland  
(60 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Top-Flap (et  
22.00). 19.30 Stars en stock. 20.00 600, écu  
et quoi ? 20.30 Le Cadre Noir de Saumur.  
22.25 Paris dernière. 23.20 Betty Page. De  
Gilles Rogier. 23.45 Hollywood and the

Shoppers. De Jeff et Toni Forrester. 0.25  
Musiques en scènes. 0.55 À bout portant. Jo  
Pézet (60 min).  
CANAL J 17.30 Série : Le Vain Petit Canard.  
17.55 Capitaine. 18.00 Les P'tits Frits. Julien,  
l'enfant de la glace. 18.15 Regarde le monde.  
18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. 19.30  
Prince Valiant. 20.00 Princesse genévole.  
CANAL JIMMY 21.00 Série : Angela,  
quinze ans. Opération à cœur ouvert. 21.50  
Série : Le Frelon vert. La Machine à rêves.  
22.10 Chronique du chrome. 22.20 Allo  
Jimmy, spécial 5<sup>e</sup> anniversaire (60 min). 23.20  
Quatre en un. 23.50 Série : Route 66. 0.40  
Série : Police (55 min).  
SÉRIE CLUB 19.05 Le Club. 19.15 Série :  
Models Inc. 19.55 Série : Miami Vice. 20.45  
Série : Schindler. 22.20 Série : Commando  
Garson. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure  
continue. Le Démon de l'amour. 23.50  
Série : Miss. 0.45 Collection George Sand. Les  
Métiers sonneurs. Téléfilm de Lazare Iglesis  
(105 min).  
MCM 18.00 CinémaScope. 19.15 Clips non-  
stop (et 20.30). 19.30 L'invité de marque.  
20.00 Eurotrash. 22.30 MCM Dance Club  
(210 min).  
MTV 19.00 European Top 20 Countdown.  
21.00 First Look. 21.30 Music Videos. 23.30  
The Top 8. 24.00 Yo! MTV Raps  
(120 min).

EUROSPORT 9.20 Ski. En direct. Coupe du  
monde : slalom géant dames. 1<sup>re</sup> manche, à  
Maribor (Slovénie) ; 10.50, slalom géant mes-  
sieurs. 1<sup>re</sup> manche, à Flachau (Autriche) ;  
12.20, slalom géant dames. 2<sup>e</sup> manche, à  
Maribor ; 13.10, Služ, saut à skis, tournoi des  
Quatre Tremplins. 4<sup>e</sup> manche, à Bechhofen  
(Autriche). 19.00 Speedworld. 19.25 Basket-  
ball. En direct. Championnat de France Pro A :  
1<sup>re</sup> journée. Antibes-Racing-PG. 21.15 15<sup>e</sup>  
journée artistique. En direct. Championnat de  
France, à Albertville (Savoie). 22.30 Super-  
cross. En direct. Indoor de Dortmund (Alle-  
magne). 23.30 Rallye. Résumé (et 1.00). Gre-  
nade-Dakar 96. 1<sup>re</sup> étape : Arax-Coverant  
(51 km). 0.00 Saut à skis. Résumé (60 min).  
CINÉ CINÉFIL 18.35 Born Reddiss. III Film  
américain de Howard W. Koch (1959, N, v.o.).  
19.55 Actualité Pathe n° 2. 20.50 Le Club.  
André Dussollier. 22.05 Hollywood Backstage.  
23.30 Collection à un cadavre. III Film Or-  
donnance de Seth Holt (1965, N, v.o.). 0.35  
Quasimodo. III Film américain de William Die-  
zelle (1959, N, v.o.). 1.15 min).  
CINÉ CINÉMAS 18.45 Avec Krystof Kies-  
lovska. 19.40 Le Bazar de Ciné Cinémas.  
20.30 Téléfilm : Les Amis du Pacifique. [1/2]  
De Ray Aldrich. 21.55 Ciné Cinémas. 23.00  
L'Empire du Nord. III Film américain de  
Robert Aldrich (1973, v.o.). 0.55 Téléfilm :  
Black Reins. Classé X (90 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Le Temps de la  
danse. Les amateurs de la danse en  
France. 20.30 Photo-portrait. Euprosine  
Dossais (Les Portraits du Fayum). 20.45  
Fiction. Sérénade. d'André Tardieu. 22.35  
Musique : Opus. Eric Watson ou la que-  
relle des éléments. 0.05 Fiction : Tard dans  
la nuit. Appassionata, de Jacques-Pierre  
Amette. 0.55 Chronique du bout des  
heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture  
(rediff.).  
FRANCE-MUSIQUE 19.05 Opéra. Festival de  
Bayreuth. Donné le 2 août 1995, par le  
Chœur et l'Orchestre du Festival de Bay-  
reuth, dir. Giuseppe Sinopoli : Parsifal, de  
Wagner, Plácido Domingo (Parsifal), Uta  
Frieß (Kundry), Franz Mrazur (Klingsor),  
Hans Sotin (Gurnemanz), Matthias Hölle  
(Titurel). 22.45 Entracte. 23.20 Le Bel  
Aujourd'hui. Concert donné le 16  
décembre 1995, salle Olivier Messiaen à  
Radio-France : Homomorphismes (créa-  
tion mondiale), de Ratu ; Trois chants  
pour un Noël sur des poèmes de René  
David (création), de Lejeu, par la Maîtrise  
de Radio-France, dir. Denis Dupays ;  
Sonate pour violon et piano (création), de

Nigg, Tran Gnoc, violon, Brigitte Ven-  
dôme, piano. 1.00 Nuit de musique tradi-  
tionnelle. Emission spéciale. Les Rous  
Mages. Extraits d'archives relatives au  
thème de l'Épiphanie.  
RADIO-CLASSIQUE 20.40 Transcriptions  
et arrangements. Quatuor n° 11, de Bee-  
thoven, par les Solistes de Moscou ; Ser-  
vator n° 1, (2<sup>e</sup> mouvement), de Brahms, Ax-  
piano ; Opus. Amner, boire et chanter, de J.  
Strauss fils, par le Quatuor Alan Berg ;  
Deux préludes chorals, de Schoenberg,  
par l'Orchestre de la Radio bavaroise, dir.  
Tison-Thomas ; Variations chorales BWV  
759, de Bach, par l'Orchestre symphon-  
ique de Boston, dir. Ozawa ; Prélude, de  
Chostakovich, par le Royal Philharmonic  
Orchestra, dir. Siskowski ; Casse-Noisette,  
extraits, de Tchaïkovski, Martha Argerich et  
Economou, pianos ; Préludes op. 28, de  
Chopin, par l'Orchestre de la Radio sym-  
phonique de Berlin, dir. Rickenbacher.  
23.35 Da Capo. Glenn Gould. Concerto  
op. 42, de Schoenberg, par l'Orchestre  
symphonique de la CBC, dir. Craft ;  
Sonate n° 3 op. 92 n° 4, de Krenek ;  
Sonate aux poèmes, de Hindemith, Mason  
Jones, cor ; Concerto italien, de Beethoven,  
symphonie n° 6 (transcription de Lucif), de  
Beethoven. 0.00 Les Nuits de Radio-  
Classique.

Les programmes complets de  
radio, de télévision et une sélection  
du câble sont publiés chaque  
semaine dans notre supplément  
daté dimanche-mardi. Signification  
des symboles :  
■ Signalé dans « Le Monde  
radio-télévision » ; ■ Film à éviter ;  
■ On peut voir ; ■ Ne pas  
manquer ; ■ Chef-d'œuvre ou  
classique ; ■ Sous-titrage spécial  
pour les sourds et les  
malentendants.

DIMANCHE 7 JANVIER

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>12.50 Magazine :</b> A vrai dire.	<b>12.05 Magazine :</b> Polemiques (et 2.30).	<b>12.00 Télévision régionale.</b>	<b>12.30 Série :</b> Madame est servie.	<b>12.25 Flash d'informations</b> (et 19.40, 22.30).	<b>12.00 Documentaire :</b> Madame Butterfly. Le tournage.
<b>13.00 Journal, Météo.</b>	<b>12.50 Météo</b> (et 13.15).	<b>12.45 Journal.</b>	<b>13.00 Série :</b> DocuSur Quinze. Femme médecin.	<b>12.30 Magazine :</b> Télé dimanche.	<b>13.00 Détours de France.</b> La Tradition des fêtes.
<b>14.15 Série :</b> Les Ranges.	<b>13.25 Dimanche Martin.</b> Le monde est à vous, avec Michèle Toni.	<b>13.05 Documentaire :</b> Les Quatre Dromadaires. Tong Tapa, voyage au cœur des der- nières forêts vierges, de Frédéric Krusenstjerna et Jan Boed.	<b>14.50 Magazine :</b> Culture rock. Présenté par Christophe Crenel. La Sage David Bowie.	<b>13.30 La Semaine des Guignols.</b>	<b>13.30 Fête des bébés !</b> Bric-à-lalonde.
<b>15.00 Les Dessous de Palm Beach.</b>	<b>15.05 Documentaire :</b> Courtois. Fortunes de mer.	<b>14.05 Sports dimanche.</b> Rugby : Finale de la 1 <sup>re</sup> Coupe d'Europe Toulouse-Castell. 14.30, Coup d'envoi ; 16.10, Tierscé, en direct de Vincennes ; 16.30, Sur la piste du Dakar.	<b>15.45 Série :</b> Le Journal.	<b>14.05 Téléfilm :</b> Le Cavalier des nuages. De Gilles Béhat, avec Richard Berry, Nadia Fari.	<b>15.00 Teva :</b> Odyssée arctique.
<b>16.40 Disney Parade.</b> Donald bagueur ; L'impitoyable Che- valier Millard (2 <sup>e</sup> partie).	<b>16.05 Dimanche Martin (suite).</b> L'Ecole des fans, avec Mireille Méthieu ; Ainsi font, font, font.	<b>17.05 Série :</b> Magnum.	<b>16.00 Documentaire :</b> Diana face à son destin. De René-Jean Boyer (rediff.).	<b>16.05 Téléfilm :</b> Scènes de la vie. De Jacques Erard, d'après Hector Malot.	<b>16.00 Le Sens de l'Histoire.</b> La Russie en guerre.
<b>17.50 Spécial sport :</b> Patinage artistique. Championnat de France à Albert- ville. Avec Surya Bonaly, Philippe Candeloro, Sarah Abitbol, Stéphane Bernade, Vanessa Guenard, Eric Millot, Thierry Géro, Francis Gas- telle, Frédéric Dambier, Stanick Jeanette, Gabriel Monnier, Line Hachet, Sylvain Privé.	<b>17.50 Stade 2 (et 5.10).</b> Ski : Résumé des épreuves de Coupe du monde : Bishofen : Championnat de France : Rugby : Finale de la Coupe d'Europe des clubs ; Basket- ball : Moteurs : Résumé du Gre- nade-Dakar ; Judo : Championnat de France par équipes.	<b>18.55 La 19-20 de l'information.</b> 19.08, l'information.	<b>19.00 Série :</b> Mission impossible. vingt ans après. Cow-boy.	<b>17.00 L'Esprit du sport.</b> Bric-à-lalonde.	<b>17.50 Le Journal du temps.</b>
<b>19.00 Magazine : 7 sur 7.</b> Présenté par Anne Sinclair. Invités : François Léonard, Line Renaud.	<b>18.45 Déjà dimanche.</b>	<b>20.05 Divertissement :</b> Benny Hill.	<b>19.54 Six minutes d'informations.</b> Météo.	<b>18.00 Cinéma :</b> Les Grinchoux. □ Film américain de Donald Petrie (1993). Avec Jack Lemmon, Walter Matthew, Ann Margret.	<b>18.00 Cinéma :</b> Le Cavalier des nuages.
<b>20.00 Journal, Météo.</b>	<b>19.25 Déjà le retour.</b>	<b>20.35 Le Journal de Dakar.</b>	<b>20.00 Jeu :</b> Le Grand Zap. Présenté par Olivier Carreras.	<b>19.50 Ça cartoon.</b> Présenté par Philippe Dana.	<b>18.00 Cinéma :</b> Le Cavalier des nuages.
<b>20.45 Cinéma :</b> L'627. ■ ■ ■ Film français de Bertrand Tavernier (1992). Avec Didier Bezace.	<b>20.50 Cinéma :</b> Ma Femme d'appelle reviens. ■ Film français de Patrice Leconte (1981). Avec Michel Blanc.	<b>21.55 Série :</b> Un cas pour deux. Le Dernier Amour d'Hanna, de Kas- par Heidebrecht.	<b>20.35 Sport 6 (et 1.00).</b> Présenté par Stéphane Tortora.	<b>20.35 Cinéma :</b> Etat second. ■ Film américain de Peter Weir (1994). Avec Jeff Bridges, Isabella Rossellini, Rosie Perez.	<b>19.00 Cartoon Factory [18/18].</b> Ball Game (1932) ; Chinaman's Chance (1932) ; Crosby, Columbo & Vallee (1932) ; Mary's Little Lamb (1936).
<b>23.15 Ciné dimanche.</b>	<b>22.20 Variétés : Tintarella.</b> Présenté par Nagui. Avec Bernard Lavilliers, Zazie, les Rita Mitsouko, Edit.	<b>23.00 Dimanche soir.</b> Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leduc. Invité : Laurent Fabius, suivi de : A la une sur la Trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge Joly et Philippe Alexandre.	<b>21.00 Cinéma :</b> Quintance Juliette. ■ ■ ■ Film français de René Clair (1932, N.).	<b>20.35 Cinéma :</b> Etat second. ■ Film américain de Peter Weir (1994). Avec Jeff Bridges, Isabella Rossellini, Rosie Perez.	<b>19.30 Magazine : Maestro.</b> L'Art de la direction d'orchestre [1/2]. De Sue Knussen. Maestro est un nouveau rendez- vous musical hebdomadaire. Les deux premières émissions nous font découvrir l'art et les secrets des grands chefs d'orchestre de notre siècle.
<b>0.55 Journal, Météo.</b>	<b>23.35 Journal, Météo.</b>	<b>0.00 Cinéma :</b> Quintance Juliette. ■ ■ ■ Film français de René Clair (1932, N.).	<b>22.40 Culture pub (et 4.20).</b> Spécial Italie.	<b>22.35 L'Equipe du dimanche.</b> Présenté par Philippe Bruet.	<b>20.30 8 1/2 Journal.</b>
<b>1.05 Programmes de nuit.</b> Concert : Orgues et trompettes, par l'Orchestre français ; Quatuor Anton ; 3.40, TF 1 nuit (et 4.20) ; 3.50, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.30, Série : Méseavements ; 4.55, Musique.	<b>23.45 Le Dakar 96 : Le Bivouac.</b> 0.30 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.) ; 1.00, Terror ; 3.15, Savoir plus santé (rediff.) ; 4.10, Trois musiques à Shanghai ; 5.50, Dessin animé.	<b>1.30 Musique Graffiti.</b> Lied, de Rossini, Chapi, par Mon- sieur Caballé, soprano ; Manuel Burguerra, piano (15 min).	<b>2.40 Rediffusions.</b> Le Ballet royal ; 3.30, Jazz 6.	<b>2.35 Surprises (25 min).</b>	<b>20.45 Soirée thématique :</b> Les Bandits au grand cœur. Proposé par Vivian Mart.

CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'armes. Rediff. de TF 1  
du 30/12/95. 19.25 Météo des cinq conti-  
nents (et 22.00). 19.30 Journal de la RTBF. En  
direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps présent.  
22.05 Journal de France 2. Édition de 20  
heures. 22.30 La Désobéissance. ■ ■ ■ Film  
français de Benoît Jacquot (1990). Avec  
Judith Godrèche. 0.00 Kallidoscope. 0.35  
Journal de France 3. Édition Soir 3.1.00 Jour-  
nal de la TSR. En direct (25 min).  
PLANÈTE 19.30 Ujhang, la Chine au-delà des  
nuages. [4/4] Destins croisés. De Phil  
Agland. 20.35 Alice in Lisbon. Portrait de Bob  
Wilson. De Luis Matos. 21.30 Les Grands  
Maîtres de la photographie. [5/6] Bill Brandt.  
De Peter Adam. 22.05 Les Métiers du  
monde. De Guy Richard. 23.00 César. De  
Marc Perle. 23.40 Condors. De Michel  
Terrasse. 0.35 Kanun. De Fikri Karim et Cida  
Zyde (65 min).  
PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's  
Club. 20.00 Totalment cinéma. 20.30 Top-  
Flap. 21.00 Ecabulur. ■ ■ ■ Film américain de  
John Boorman (1981, v.o.). 23.20 Concert :  
Lionel Hampton and His Giants. Enregistré à  
la Stadthalle de Leoben (Autriche), en  
1988. 0.40 Eco. écu et quoi ? (25 min).

CANAL J 17.30 Série : Le Vain Petit Canard.  
Les colles, ça décolle. 18.00 Série :  
Les Monroes. Sous la menace. 19.00 Survival.  
Pêcheurs de haut vol. 19.30 Dessin animé :  
Prince Valiant. 20.00 Série : Sans famille.  
20.25 Dodo, le retour. 20.30 Série : Anna et  
le roi.  
CANAL JIMMY 21.00 Série : Seinfeld.  
La Soupe. 21.30 Série : Dream On. Théorie de la  
relativité. 21.50 Chronique New Age. 21.55  
La semaine sur Jimmy. 22.00 Série : New York  
Police Blues. Épisode n° 30. 22.00 Le Meilleur  
du pire. 23.30 Série : Les Envahisseurs.  
Le Réseau de liens. 0.20 Atlantic Records, un  
label de légende. De Uri Fuchman et John T.  
Davis (110 min).  
SÉRIE CLUB 19.00 Série : Models Inc. Crise  
d'identité. 19.45 Série : Miami Vice. A contre-  
cœur. 20.35 Le Club. 20.45 Téléfilm : La Mé-  
tallurgie. [1/6] De Jacques Erard. 22.20  
Série : Commando Garson. Laissez-moi  
mourir. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure  
continue. Le Voyage de retour. 23.50  
Série : Miss. Miss fait une cure. 0.45 Série :  
Les Bouscadel. Le Temps d'aimer (105 min).  
MCM 19.30 Mangazone Mag. 20.00 NBA  
Action. 20.30 Clips non-stop (et 21.45, 0.00).  
21.00 Médiamag. 22.30 Eurotrash. 23.00  
MCM Mag. 23.25 Mangazone (et 0.55).  
23.30 Black Metal (30 min).  
MTV 19.00 News : Weekend Edition. 19.30

Concert : Bruce Springsteen. Enregistré à Los  
Angeles, en septembre 1992. 20.30 The Soul  
of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddities Fea-  
turing the Maxx. 22.30 Alternative Nation.  
0.00 Headbangers Ball (90 min).  
EUROSPORT 9.20 Ski. En direct. Coupe du  
monde : slalom dames. 1<sup>re</sup> manche, à Mar-  
ibor (2<sup>e</sup> manche à 12.20). 10.20 Ski. En direct.  
Coupe du monde : slalom messieurs. 1<sup>re</sup> manche,  
à Flachau. (2<sup>e</sup> manche à 13.20). 19.00 Sumo.  
Résumé. 19.25 Grand tournoi de Paris-Bercy.  
20.30 Adrocity. Résumé. Miss Ri-  
ness États-Unis (4<sup>e</sup> partie). 21.30 Rallye (et  
1.00). Grenade-Dakar 96. 22.00 Supercross.  
En direct. Supercross Indoor de Dortmund  
(Allemagne). 23.00 Monster Truck. 0.00  
Course de camions (60 min).  
CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. Invité : André  
Dussollier. 20.30 Quasimodo. III Film améri-  
cain de William Dieterle (1956, N.). 22.25 Ses  
trois amoureux. III Film américain de Gascon  
Karin (1941, N, v.o.). Avec Ginger Rogers.  
23.55 Born Reddiss. III Film américain de  
Howard W. Koch (1959, N, v.o.).  
CINÉ CINÉMAS 19.45 Les Cent Premières  
Années du cinéma [1/2]. 20.35 Amazon. III  
Film finlandais de Mika Kaurismäki (1990).  
22.05 Elv Dead : La Mort dialogique. III Film  
américain de Sam Raimi (1982). 23.35 Toys.  
□ Film américain de Barry Levinson (1992,  
v.o.). 120 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 22.25 Poésie sur  
parole. Malcolm de Chazal (6). 22.35  
Musique : Le Concert. Musica 95. Enregistré  
le 23 septembre au Palais des fêtes, à Stras-  
bourg : La Rosa de Aradna, opéra, de Dazzi.  
0.05 Clair de nuit. Tentatives premières :  
L'atelier d'écriture de la maison d'arrêt  
d'Orly ; Rub à dub dub ; Rémanence ; Tour  
de nuit ; Des mots dans le vent ; La Durée du  
oui ; Cirque, par Michèle Bolanowski. 1.00  
Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
FRANCE-MUSIQUE 20.05 Voix souveraines.  
Fanny Revell, mezzo-soprano. Monsieur  
Beaucaire : air du rossignol, de Messager ;  
Œuvres de Lécroix : Le Petit Duc ; Mes Jell's  
Madams ; Le Coeur et le Main ; boléro, de  
Marcel Carven (enregistré en 1943) ; Œuvres  
de Yvonne : L'Amour mouillé ; Il était jeune ;  
Voilà la marchande d'oranges, par le Chœur  
et l'Orchestre Radio-Lyrique, dir. Roger Blis  
(enregistré en 1957) ; Œuvres d'Offenbach :  
La Pêcheuse de Perles. O non cher amant ;  
Couplet de l'aveu ; Le cadore brigand, dir.  
Edouard Bernilly (enregistré en 1935) ;  
Madame Fawst : Ronde des vignes Ma mère  
aux vignes m'enjoyait ; Rondeau de la vieille  
Je passe sur mon enfance, dir. Edouard Bernilly

(enregistré en 1934) ; Œuvres de Van Parys :  
Vierge déjeunée ; Valse de Virginia ; Présenta-  
tion de Paris, de Pierre Foglia (enregistré en  
1946) ; Œuvres de Ganne : Les Saltim-  
banques ; Tableau de la parade ; C'est  
l'amour, valse, dir. Pierre Carven (enregistré  
en 1943). 21.00 Capitale Prague. Ou la  
mémoire des pierres. 22.30 Transversales. 1.  
Variations transversales : Autour de la dan-  
seuse et chorégraphe Karine Saporta (au  
Théâtre de la Ville du 8 au 13 janvier). Œuvres  
de Schullhoff, Lully, Mynnet, Zeller, Fren-  
den, Cascales, Lemère. 2. Les Magiciens de  
la Terre : Vietnam : Tran Quang Hai et Bach  
Yen ; Chine : Lin Youren, avec François  
Picaud ; 3. Chantons : Histoires d'accordéon :  
Adolphe Desprez, Frédéric ; 4. Le jazz, pro-  
bablement : Jimmy Guiffre, Paul Bley, Steve  
Swallow ou la magie d'un trio d'exposition.  
1.00 Les Nuits de France-Musique. Pro-  
gramme Hector.  
RADIO-CLASSIQUE 20.00 Soirée lyrique.  
Radamisto, de Haendel, par l'Orchestre  
baroque de Fribourg, dir. McGegan, Gondak,  
Saffier, Hanchard, sopranos, Popken, contre-  
ténor, Dean, Cañellas, basses. 23.15 Soirée  
lyrique (suite). Œuvres de Haendel :  
Concerto grosso n° 1, par le Haendel et  
Haydn Society ; Floridante, acte 1, par les  
Solistes et le Tafelmusik ; Rondeau de la vieille  
Je passe sur mon enfance, dir. Edouard Bernilly

Les interventions à la radio

RCL, tout au long de la matinée : hom-  
mage à Emmanuel Levinas.



## Grandeurs d'Etat

par Alain Rollat

AINSI, selon M. Chirac, l'Etat « n'a pas à être modeste ». L'Etat « doit être grand ». Qu'est-ce que cela signifie ? De prime abord, il semble que, dans l'esprit du président de la République, ces deux options soient antinomiques. Mais cette première impression est sûrement trompeuse, car elle induit une interprétation erronée. Elle accredit, en effet, l'idée que la modestie se situerait à l'opposé de la grandeur.

Or, comme chacun le sait depuis que c'est écrit dans la Bible (« Vanité des vanités, tout n'est que vanité »), rien n'est plus faux. Donc, ce n'est certainement pas ce qu'a voulu dire M. Chirac. Sinon, il se retrouverait dans une position politique ambiguë puisqu'il figurerait volontairement parmi les chefs d'Etat portés à l'Etat : cela dit à cause d'un Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (« L'Etat, c'est nous »). Bref, il convient d'écarter cette grille de lecture tant que rien n'autorise à penser que, dans sa pratique gaullienne des institutions de la V<sup>e</sup> République, M. Chirac dérive jusqu'à épouser la thèse de son prédécesseur sur « le coup d'Etat permanent ».

La vraie question est de savoir comment l'Etat peut « être grand » lorsqu'il s'agit d'un Etat républicain. Qu'est-ce qui fait la grandeur de l'Etat dans une démocratie normalement constituée, peuplée de citoyens assez modestes pour se tenir sagement à égale distance des conceptions

d'un Platon (« Tant que les philosophes ne seront pas rois dans les cités ou que ceux qu'on appelle aujourd'hui rois ne seront pas vraiment philosophes (...), il n'y aura de cesse (...) aux maux des cités, ni, ce me semble, à ceux du genre humain ») et du pessimisme d'un Paul Valéry (« L'Etat est un être énorme, terrible, débile. Cyclope d'une puissance et d'une maladresse insignes, enfant monstrueux de la Force et du Droit ») ?

Il n'y a pas trente-six réponses. La meilleure façon de mesurer la grandeur de l'Etat est de le faire à l'aune de ses fonctions les plus élémentaires. Le mieux est de revenir au sens littéral du terme pour évaluer sa « manière d'être », au ras des paquerettes, dans ses manifestations les plus humbles à l'égard des membres de la société. En prenant la précaution de ne pas oublier que la définition du bonheur est une affaire trop personnelle pour être laissée à l'Etat : cela dit à cause de M. Juppé, qui a gentiment souhaité rendre les Français « heureux ».

Alors, il apparaît vite que l'Etat républicain ne peut prétendre à la grandeur s'il ne fonde pas son action sur un juste milieu entre deux nécessités aussi absolues qu'inséparables : la préservation de la paix civile, qui passe certes par le maintien de l'ordre, et l'établissement de la justice sociale, qui implique la répartition équitable des droits, des devoirs mais aussi des richesses. Ce qui conduit à présumer que, dans l'esprit de M. Chirac, ces deux impératifs restent bien liés.

## Le gouvernement lituanien est fragilisé par une grave crise bancaire

STOCKHOLM  
de notre correspondant  
en Europe du Nord

Dans les Républiques baltes, la mise en place de nouvelles institutions financières dans lesquelles se sont parfois faufilés d'anciens représentants de la Nomenklatura et des groupes plus ou moins honnêtes spécialistes du « blanchiment », s'est accompagnée de quelques « krachs » bancaires retentissants depuis la restauration de l'indépendance.

En Lettonie, par exemple, la Banka Baltija - le plus grand établissement du pays - cessait ses activités en mai 1995, ruinant par la même occasion des dizaines de milliers de petits épargnants. Cette faillite devait expliquer en partie le succès, fin septembre 1995, des mouvements populistes aux élections législatives.

C'est au tour maintenant de la Lituanie - la plus peuplée des trois Républiques baltes avec 3,7 millions d'habitants - de connaître un scandale politico-financier. Quelques jours avant Noël, deux établissements locaux, la Litimpeks Bank et la Banque de l'Innovation (Laib), fermaient leurs portes et quatre de leurs responsables, accusés de fraude et de détournement de fonds, étaient arrêtés, les 20 et 21 décembre 1995, à la demande du gouvernement. La Banque centrale à Vilnius décidait de geler tous les comptes des particuliers, qui, de ce fait, ne pouvaient toucher leurs salaires ou leurs retraites.

La crise devait rapidement prendre une dimension politique. On apprendait, en effet, que le premier ministre, Adolfas Slezevicius, avait retiré ses économies - l'équivalent, dit-on, de 30 000 dollars (environ 150 000 francs) - de son compte personnel à la Banque d'Innovation, la plus importante institution financière du pays, deux jours avant la suspension des activités de l'établissement... Tirant les enseignements du scandale, deux membres du gouvernement, Povi-

las Gylis et Linas Linkevicius, respectivement ministres des affaires étrangères et de la défense, et appartenant eux aussi au Parti du travail au pouvoir de M. Slezevicius, ont annoncé, vendredi 5 janvier, leur démission. Ils estiment ne plus pouvoir travailler dans une équipe ébranlée par une « crise politique et morale ».

La veille, le président de la République, Algirdas Brazauskas, n'avait pas été tendre avec son chef du gouvernement. Il lui avait reproché de se soucier davantage de ses intérêts personnels que du sort des milliers de Litoniens qui font les frais actuellement de la crise bancaire. Toutefois, le chef de l'Etat n'a pas les moyens constitutionnels de lier le gouvernement, avait-il souligné, de se démettre pour des raisons d'ordre civiques et morales. Ou bien d'être renversé par les députés, ce qui ne peut être exclu.

« CORROMPU »  
L'opposition et une partie de la presse réclament depuis plusieurs jours déjà la démission immédiate de M. Slezevicius et de son gouvernement, qualifié de « corrompu » par Vytautas Landsbergis, l'homme qui avait conduit la lutte des Litoniens pour l'indépendance contre les Soviétiques. Les élections législatives doivent avoir lieu en principe dans le courant de l'automne, mais, en raison du scandale politico-financier dans lequel d'autres ministres seraient impliqués, elles pourraient être avancées, indiquent-ils à Vilnius.

L'assainissement et la restructuration de la Litimpeks Bank et de la Laib ont déjà commencé avec le concours d'institutions financières internationales, et les deux établissements ont reçu l'autorisation de reprendre certaines opérations et de rouvrir, notamment, leurs bureaux de change.

Alain Débove

## La « gauche de la gauche » n'a pas bénéficié du mouvement social

La Convention pour une alternative progressiste se dote d'un exécutif

L'ÉVÉNEMENT est marginal, mais symbolique : samedi 6 janvier, la Convention pour une alternative progressiste (CAP), créée il y a un an autour de l'Alternative pour la démocratie et le socialisme (ADS) de Claude Poperen avec l'ambition de devenir le point d'ancrage de la gauche alternative, devait se réunir à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, pour élire son exécutif et ses porte-parole. Mais personne, ou presque, ne connaît la CAP. Réunis en assemblée à Lyon, la mi-décembre, ses six cent cinquante élus, dont une soixantaine de maires, n'ont pas su faire entendre leur voix dans le conflit social.

La déclaration commune avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), les Verts, l'Alternative rouge et verte (AREV) et les Refondateurs communistes (Futurs) pour « prendre un certain nombre d'initiatives politiques d'action et de débat » est passée inaperçue. Pire : la réunion de samedi devait acter le refus de ces derniers d'abandonner leur étiquette et de se fonder dans un parti, consacrant ainsi la faiblesse de ce mouvement politique.

En décembre 1995, dans les meetings ou dans les « manifs », les bannières politiques ont eu peu d'importance. Priorité à la lutte et aux slogans. Dès le 25 novembre 1995, autour d'une grosse délégation du Parti communiste, l'autre gauche, non socialiste, était dans la rue. Syndicalistes, militants politiques et membres d'associations avaient défilé, à l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'habitat et à la contraception (Cadac), dirigée par Maya Surduts - une militante de la LCR - pour l'égalité des femmes. Comme une répétition générale avant les grèves « à la carte » contre le plan Juppé.

« Cette manif-là aurait dû mettre la puce à l'oreille des observateurs », dit Wally Rosell, un des piliers de la Fédération anarchiste, qui tient le bar Amoket, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « Rappelez-vous, dit-il, ce qui s'était passé juste un an auparavant : la réquisition des logements, un mot hors-la-loi tombé dans l'usage commun. » En tête du défilé, Dominique Voynet, porte-parole des Verts, se voyait aussi de sa surprise de voir, le 25 novembre 1995, qu'on avait troqué « les traditionnels mots d'ordre biologiques pour le battre contre l'ordre moral : la libération de la tête, plus que celle du corps ».

Porté par le « peuple de gauche » ou les tenants d'une autre politique (parmi lesquels des déçus de Jacques Chirac), le mouvement de décembre aurait pu être pour les « petites gauches » l'occasion d'un sursaut. Il n'en a rien été. La gauche alternative n'a pas réussi à se faire le relais du mouvement social. Faute de force ou d'unité et « peut-être aussi parce qu'elle pro-

pose des choses trop subtiles et trop intellectuelles », dit-on chez les Verts, l'alternative politique, réelle, est restée virtuelle.

La « gauche de la gauche socialiste » disposait pourtant d'une plate-forme solide, qui passe d'abord par le refus unanime d'une politique monétariste et de l'Europe libérale : la déclaration télévisée de Jacques Chirac, le 26 octobre, ressentie comme une forme d'allégeance aux marchés financiers, fournit force, colère et arguments. Le Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement, mais aussi le Parti communiste, y puisent le sel de leurs ana-

listes ont adopté une attitude très conventionnelle, explique Gilbert Wasserman (ADS), en appelant à la grève générale - et non, selon le prudent mot d'ordre de la CGT, à la « généralisation » de la grève. « Evidemment, personne ne les a écoutés », ajoute M. Wasserman. La LCR, traditionnellement plus à l'aise dans les mouvements sociaux que lors des élections et qui dispose de nombreux relais au sein des syndicats, s'est cantonnée à son activisme traditionnel. Arlette Laguiller (Lutte ouvrière), qui avait réuni sur son nom quelque 1,6 million d'électeurs en avril 1995, a semblé à la re-morque d'un conflit qu'elle croyait

### Les « assos » en première ligne

Elles s'appellent Droit au logement (DAL), Agir contre le chômage (ACI), Ras Front, APEIS, Droits devant et défendent les chômeurs, les immigrés ou les sans-abri. Elles proposent une « alternative » sociale, et non politique. Lors des deux grandes manifestations des 12 et 16 décembre 1995, on les a vues s'associer pour la première fois aux défilés d'un mouvement revendicatif de salariés, avec les dirigeants de la CGT, de FO, de syndicats CFDT, de la FSU, et de SUD. « Les assos » ont empêché que l'on ne mette en opposition les salariés et les exclus, résume Jean-Baptiste Eyraud, président de DAL. On a bordé le mouvement.

Le 20 décembre 1995, un « Forum des sans » s'est réuni au Centre Beaubourg à Paris, à la veille du sommet social sur le plan Juppé. Sans aucun parti politique. Ces derniers jorgnent pourtant avec conviction sur ces viviers de forces vives, ex-militants déçus ou nouveaux venus aux combats sociaux. En témoigne l'attention que leur porte, depuis le « sommet des sans », le quotidien L'Humanité.

lyses sur le conflit : « Il s'agit bien de la première manifestation de masse contre l'esprit de Maastricht », confirme aujourd'hui le MDC. Ceux qui, lors de l'élection présidentielle, avaient plaidé pour la réduction du temps de travail sans perte de pouvoir d'achat, pour l'accès à la retraite au bout de trente-sept ans et demi pour le public comme pour le privé, la taxation des revenus financiers pour résoudre le déficit de la Sécurité sociale, la défense et la rénovation du service public à la française, ont aujourd'hui « des droits d'auteur à faire valoir », comme dit l'un d'eux.

Les incertitudes du PCF sur les alliances à mener et le parti à construire ont sans doute contribué à ce rendez-vous raté. Durant tout le mois de décembre, Robert Hue a rappelé son souci de « mutation » de manière incantatoire, mais en donnant l'impression de ne pas surmonter clairement les contradictions de son parti. Réuni le 20 décembre 1995, le bureau national du PCF a continué à proposer, sans choisir, deux pistes parallèles : le « pacte unitaire pour le progrès » avec les forces de gauche, cher à M. Hue, et celle des Forums sur les « contenus et conditions du changement », qui seront organisés, à partir du 15 janvier, dans les départements.

Même l'extrême gauche n'a pas su rebondir sur le conflit. « Les tro-

a priori peu probable et qu'elle a finalement jugé « limitée ».

« Le mouvement social a révélé un grand vide politique », explique M. Wasserman. « Depuis le trotskisme et les années 30, on connaît toute la difficulté de créer un groupe estampillé à gauche hors des socialistes et des communistes », rappelle aussi Jean-Luc Benaïm, chez les Verts. Les discussions sur les candidatures concurrentes à celle du secrétaire national du PCF, à la veille de la présidentielle, avaient déjà mis en évidence cette faiblesse chronique. Pour la première fois, cependant, on s'était interrogé sur une candidature « associative » : peut-être cette « autre gauche », si elle existe un jour autrement qu'en pointillé, prendra-t-elle des formes moins classiques que celles des forces politiques organisées.

Ariane Chemin

## Accord provisoire pour le paiement des fonctionnaires américains

LE PRÉSIDENT américain, Bill Clinton, a signé, samedi 6 janvier, une résolution approuvée la veille par le Congrès, permettant de payer les fonctionnaires fédéraux jusqu'au 26 janvier et les arriérés de salaire à compter du 16 décembre 1995. Le projet de loi, adopté par le Congrès et ratifié par le président Bill Clinton, constitue une première avancée dans le conflit qui oppose le Congrès à la Maison Blanche depuis cette date à propos du budget fédéral.

Le texte adopté par le Congrès permet de débloquer la situation dans une partie des services fédéraux qui étaient affectés par la crise en assurant le financement des salaires de 580 000 agents fédéraux, qui travaillaient sans être payés, et de 280 000 autres, qui étaient en chômage technique. Cette résolution prévoit aussi la réouverture de certains services, tels que les parcs nationaux, mais n'autorise pas une reprise du fonctionnement de l'administration dans son ensemble.

Tandis que le président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, émettait l'espoir que Bill Clinton présente ce week-end un plan de réajustement du budget, le sénateur Dole, dirigeant de la majorité au Sénat, précisait samedi matin qu'un accord sur l'équilibre budgétaire serait obtenu prochainement. Bob Dole, a ajouté qu'il y avait « des raisons de penser » que le président américain soumettrait au cours du week-end un projet en ce sens au Congrès. « Je pense qu'ils sont sérieux », a-t-il dit à propos de l'administration Clinton. « Nous dirigeons-nous vers un accord ? On va essayer », a-t-il déclaré.

Le chef du service de presse de la Maison Blanche, Mike McCurry, a estimé pour sa part que ceux qui encomptraient un accord budgétaire d'ici à lundi étaient « un petit peu optimistes ». Les républicains, majoritaires au Congrès, veulent forcer Bill Clinton à adopter un plan rétablissant l'équilibre du budget d'ici à l'an 2002 tout en réduisant les impôts, ce qui suppose un très fort ralentissement de dépenses sociales. - (APR, AR)

## “GRAND JURY” RTL-Le Monde

ALAIN  
LAMASSOURE

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE  
AVEC  
OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)  
ET  
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

## Des personnalités lancent un appel contre la « dénatalité »

PLUSIEURS HOMMES POLITIQUES, syndicalistes et universitaires ont lancé un appel « pour que la France ne se suicide pas par dénatalité », dans lequel ils déplorent que « la politique familiale ne favorise plus le mariage et la constitution de familles stables ». Cet appel, rendu public vendredi 5 janvier, est dû à cinq démographes, sociologues ou économistes (Evelyne Sullerot, Jean-Claude Chesnais, Michel Godet, Jacques Dupaquier et Philippe Rosillon) et à la revue Population et avenir. Parmi les signataires figurent notamment Jean-Pierre Chevènement, Philippe de Villiers, Pierre Méhaignerie, Jean-Pierre Soisson, Pierre Messmer, ainsi que Jacques Lesourne, ancien directeur du Monde, professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

■ JUSTICE : le marchand d'art Jacques Melki a été condamné à deux ans d'emprisonnement et 200 000 francs d'amende par la trentième chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidé par Dominique Coujard, qui l'a déclaré coupable d'abus de confiance et d'escroquerie. Le tribunal a cependant relaxé M. Melki de plusieurs accusations d'escroquerie, dont se plaignait notamment la Banque générale du commerce (BGC) (Le Monde du 18 décembre 1995). Le jugement condamne en outre Jean-Pierre Rein, ancien directeur de la BGC, à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 100 000 francs d'amende pour complicité. Enfin, le tribunal condamne Ary Edouard, inspecteur du Trésor public, à huit mois avec sursis et 50 000 francs d'amende pour faux en écritures. MM. Melki et Rein devront payer solidairement 500 000 francs à Realim et SPH Sedi, sociétés clientes du marchand d'art. M. Melki seul devra payer la valeur de quatre tableaux détournés à son client Patrick Massard, et 1,2 million de francs aux Lloyd's de Londres.